

QUESTIONS ACTUELLES

LES FEMMES À TRAVERS LE MONDE

Déclaration et Programme d'action de Beijing

QUATRIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES FEMMES

« S'il est un seul message qui ressort de cette conférence, c'est que les droits de l'homme sont les droits de la femme et que les droits de la femme sont les droits de l'homme. N'oublions pas que parmi ces droits se trouve la liberté d'expression – et le droit de faire entendre sa voix. »

Hillary Rodham Clinton, Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, septembre 1995



Cet ouvrage repose sur les douze domaines critiques identifiés à la Conférence de Beijing :

- 1 Persistance de la pauvreté, qui pèse de plus en plus sur les femmes;
- 2 Accès inégal à l'éducation et à la formation et disparités et insuffisances dans ce domaine;
- 3 Accès inégal aux soins de santé et aux services sanitaires et disparités et insuffisances dans ce domaine;
- 4 Violence à l'égard des femmes;
- 5 Effets des conflits armés et autres sur les femmes, notamment celles qui vivent sous occupation étrangère;
- 6 Inégalité face aux structures et politiques économiques, à toutes les formes d'activité de production et à l'accès aux ressources;
- 7 Partage inégal du pouvoir et des responsabilités de décision à tous les niveaux;
- 8 Insuffisance des mécanismes de promotion de la femme à tous les niveaux;
- 9 Non-respect des droits fondamentaux des femmes et carences de la promotion et de la protection de ces droits;
- 10 Images stéréotypées des femmes et inégalité de l'accès et de la participation à tous les systèmes de communication, en particulier les médias;
- 11 Disparités entre les hommes et les femmes dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de la préservation de l'environnement;
- 12 Persistance de la discrimination à l'égard des petites filles et des violations de leurs droits fondamentaux.

Source : Déclaration et Programme d'action de Beijing, Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, 15 septembre 1995, http://www.unesco.org/education/nfsunesco/pdf/BEIJIN_F.PDF

QUESTIONS ACTUELLES

LES FEMMES À TRAVERS LE MONDE

DÉPARTEMENT D'ÉTAT, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
BUREAU INTERNATIONAL DE L'INFORMATION

ÉDITION 2012

QUESTIONS ACTUELLES
LES FEMMES À TRAVERS LE MONDE

SOMMAIRE



PRÉFACE	Hillary Rodham Clinton, secrétaire d'Etat américaine	4
PERSPECTIVE	La solution des grands défis mondiaux exige la participation des femmes Entretien avec Melanne Vermeer	6
1	LES FEMMES ET LA PAUVRETÉ	10
PERSPECTIVE	<i>par</i> Geeta Rao Gupta	12
PORTRAIT	Roshaneh Zafar, une femme d'affaires engagée <i>par</i> Shafqat Munir	16
RÉALISATION	Le café, remède à la pauvreté pour les Honduriennes <i>par</i> Ritu Sharma	20
2	LES FEMMES ET L'INSTRUCTION	24
PERSPECTIVE	<i>par</i> Lori Ashford	26
PORTRAIT	Rita Conceição, Bahia Street <i>par</i> Margaret Willson	30
RÉALISATION	Familiariser les femmes avec les nouvelles technologies <i>par</i> Renée Ho	34
3	LES FEMMES ET LA SANTÉ	38
PERSPECTIVE	<i>par</i> Lori Ashford	40
PORTRAIT	Salwa Najjab, palestinienne et passionnée de la santé <i>par</i> Naela Khalil	44
RÉALISATION	Mothers2mothers, aider les mères séropositives <i>par</i> Maya Kulycky	48
4	LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES	52
PERSPECTIVE	<i>par</i> Robin Haarr	54
PORTRAIT	Chouchou Namegabe, une voix contre les violences sexuelles <i>par</i> Solange Lusiku	58
RÉALISATION	Lutter contre la violence au foyer <i>par</i> Qin Liwen	62
5	LES FEMMES ET LES CONFLITS ARMÉS	66
PERSPECTIVE	<i>par</i> Dyan Mazurana	68
PORTRAIT	Zainab Salbi, aider les femmes à surmonter la guerre <i>par</i> Joanna Krotz	72
RÉALISATION	Liberia: des femmes casques bleus bousculent les stéréotypes <i>par</i> Bonnie Allen	76

6	LES FEMMES ET L'ÉCONOMIE	80
PERSPECTIVE	<i>par</i> Susanne Jalbert	82
PORTRAIT	Lubna Olayan, une Saoudienne en prise avec le terrain <i>par</i> Scott Bortot	86
RÉALISATION	Vie professionnelle féminine: aider les autres femmes à réussir <i>par</i> Joanna Krotz	90
7	LES FEMMES AU POUVOIR ET AUX POSTES DE DÉCISION	94
PERSPECTIVE	<i>par</i> Lori Ashford	96
PORTRAIT	Michelle Bachelet, médecin, stratège militaire et chef d'Etat <i>par</i> Karen Calabria	100
RÉALISATION	Un conseil mondial de dirigeantes <i>par</i> Laura Liswood	104
8	LES INSTANCES CHARGÉES DES DROITS DE LA FEMME	108
PERSPECTIVE	<i>par</i> Mona Lena Krook	110
PORTRAIT	Kateryna Levchenko, contre le patriarcat politique <i>par</i> Yevhen Hlibovytsky et Oksana Forostyna	114
RÉALISATION	Un comité de femmes relance la démocratie en Uruguay <i>par</i> Eric Green	118
9	LES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES	122
PERSPECTIVE	<i>par</i> Robin Haarr	124
PORTRAIT	Sina Vann, ancienne enfant esclave, aide d'autres victimes à se libérer <i>par</i> Eric Green	128
RÉALISATION	Assurer la sécurité des femmes dans les villes <i>par</i> Maria Jain et Suhgenie Kim	132
10	LES FEMMES ET LES MÉDIAS	136
PERSPECTIVE	<i>par</i> Carolyn Byerly	138
PORTRAIT	Ann Moore, valoriser les femmes <i>par</i> Joanna Krotz	142
RÉALISATION	Women's Edition: le journalisme au féminin <i>par</i> Deborah Mesce	146
11	LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT	150
PERSPECTIVE	<i>par</i> Cate Owren	152
PORTRAIT	Aleksandra Koroleva, la passion de l'environnement <i>par</i> Alexey Milovanov	156
RÉALISATION	Barefoot College: ingénieures solaires aux pieds nus <i>par</i> Anu Saxena	160
12	LES DROITS DE LA PETITE FILLE	164
PERSPECTIVE	<i>par</i> Robin Haarr	166
PORTRAIT	Bogaletch Gebre, remplacer les anciennes traditions <i>par</i> Julia Rosenbaum	170
RÉALISATION	Le non des associations yéménites aux mariages trop précoces <i>par</i> Dalia Al-Eryani et Laurel Lundstrom	174
	DOCUMENTATION	178

En septembre 1995, j'étais au nombre des représentants de 189 pays qui ont participé, à Pékin, à la Quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes. Cet événement demeure l'un des grands honneurs et temps forts de ma vie.

La conférence historique de 1995 a réuni des personnes de tous horizons et de toutes opinions qui ont exprimé leur soutien aux droits des femmes et placé la condition féminine en tête de l'agenda mondial. Ensemble, nous avons élaboré un programme d'action visant à améliorer le statut des femmes et des jeunes filles de par le monde.

Au cours des années qui se sont écoulées depuis Pékin, des sympathisants, des militants et des gouvernements du monde entier ont tiré parti de ce programme pour promouvoir les chances et la progression des femmes. Fait positif, nous avons accompli un gros travail. La scolarisation des jeunes filles a augmenté, de même que le nombre des femmes exerçant des responsabilités politiques et celui des lois en vigueur pour protéger des populations vulnérables.

Malheureusement, il nous reste un long chemin à parcourir. Des millions de femmes dans le monde sont encore privées de leurs droits, tantôt par la loi, tantôt par la coutume. Elles sont exclues de la vie publique dans leur société, subissent des violences ou ont interdiction de faire des études, de prendre un emploi ou de conduire une voiture.

C'est une réalité immorale, qui heurte notre sentiment naturel de justice et d'équité. Mais elle est également inacceptable pour une autre raison : elle empêche des pays d'aller réellement de l'avant en créant des emplois, en stimulant la croissance économique et en offrant à tous leurs habitants la

possibilité de bâtir un avenir meilleur. Aucun pays ne peut progresser quand la moitié de sa population est laissée à la traîne.

Mais, lorsque les femmes obtiennent le pouvoir d'exercer leurs droits fondamentaux et bénéficient de l'égalité des chances, il se produit des choses stupéfiantes. Les avantages ne se limitent pas à une femme prise individuellement ; ils s'étendent à des collectivités et à des pays tout entiers. Le simple soutien apporté aux jeunes filles pour prolonger leur scolarité, par exemple, a de profonds effets : baisse des taux de natalité, de la



La secrétaire d'Etat américaine Hillary Rodham Clinton rencontre Aung San Suu Kyi, chef de file du mouvement pro-démocratique birman, à Rangoon en 2011. Prix Nobel de la Paix en 1991, Aung San Suu Kyi a passé près de vingt ans assignée à résidence. Libérée en 2010, elle s'est engagée avec la junte au pouvoir sur la voie des réformes. Lors des législatives partielles de 2012, elle a été élue au Parlement.

mortalité infantile, de la contamination par le sida, des violences au foyer et des mutilations génitales féminines. De plus, dans les pays divisés par un conflit violent, les chances d'une paix durable augmentent lorsque les femmes sont associées à la solution. Elles jouent des rôles importants dans le maintien de la paix, comme on l'a vu en Irlande du Nord et au Liberia. En bref, à travers le monde, les femmes font vivre des familles, bâtissent des communautés et resserrent le tissu social.

Au département d'Etat, nous pensons que l'élévation du statut féminin constitue un choix non seulement juste, mais aussi intelligent. Les femmes représentent souvent le principal atout inexploité d'une communauté, si bien qu'un moyen efficace de promotion du développement international et de notre calendrier diplomatique consiste à investir en elles.

Nous nous attachons à résoudre les problèmes qui entravent la progression des femmes et à mettre entre leurs mains des outils stratégiques. Ainsi, un téléphone mobile peut transformer la vie d'une femme en lui donnant un moyen sûr pour déposer son épargne ou recevoir des virements bancaires, ou en l'aidant à se relier à des marchés extérieurs à son village. Cependant, de nombreuses femmes sont privées d'accès aux mobiles et à leurs avantages. Aussi avons-nous lancé le partenariat mWomen pour réduire les inégalités en matière de technologie mobile. Par ailleurs, la Global Alliance for Clean Cookstoves définit une norme pour la fourniture aux femmes de fourneaux sûrs, efficaces et non polluants, qui amélioreront la santé des femmes et de leur famille, la qualité de l'air qu'elles respirent et leur situation économique.

A chacun de mes voyages, je rencontre des femmes extraordinaires qui insufflent le changement dans leurs communautés, souvent en dépit d'énormes obstacles. Des femmes comme Nasim Baji au Pakistan, à laquelle l'octroi d'un microcrédit de 10 dollars a suffi pour lancer une bijouterie qui emploie aujourd'hui trente habitantes de sa localité. Ou comme la Cambodgienne Sina Vann, qui a échappé à l'esclavage sexuel pour s'engager dans le combat visant à libérer des milliers de victimes.

Cette publication raconte l'histoire de Nasim et de Sina, ainsi que celles d'autres femmes – chefs d'entreprise, enseignantes et dirigeantes politiques – qui conduisent le changement dans leurs communautés.

Les Femmes à travers le monde montre les progrès enregistrés depuis 1995. Chaque chapitre reflète l'un des douze points du Programme d'action de Pékin. Cette brochure examine aussi le travail à accomplir maintenant, afin que tous les pays puissent tirer pleinement parti de la sagesse, de la compassion et de l'énergie que les femmes apportent à la société.

J'espère que ces récits vous inciteront à agir, afin de nous aider à nous rapprocher de l'objectif poursuivi. Votre action pourrait consister à diffuser les récits de ces femmes ou d'autres que vous connaissez. Vous pourriez apporter votre concours bénévole à une organisation féminine de votre ville ou démarrer votre propre projet. Avant tout, vous pouvez veiller à ce que les jeunes filles qui vous entourent grandissent avec le sentiment d'être en sécurité, valorisées et fortes.

A Pékin, nous avons rêvé d'un monde où les femmes et les hommes jouiraient de chances égales, d'un monde où les voix féminines seraient reconnues et respectées. Nous poursuivons toujours ce rêve, avec plus d'énergie et d'enthousiasme que jamais. Ensemble, nous pouvons bâtir un avenir où les droits des femmes bénéficieront, en tant que droits fondamentaux à part entière et égaux, d'une reconnaissance incontestable, inébranlable et pérenne.

Hillary Rodham Clinton
Secrétaire d'Etat américaine

Hillary Rodham Clinton a prêté serment, en qualité de 67^e secrétaire d'Etat des Etats-Unis, le 21 janvier 2009. Elle rejoignait le département d'Etat après pas loin de quarante ans de service public, en tant que juriste, avocate, Première Dame et sénatrice.

La solution des grands défis mondiaux exige la participation des femmes

Entretien avec Melanne Vermeer

En avril 2009, Melanne Vermeer a été nommée ambassadrice itinérante à la condition féminine dans le monde, un poste créé par le président Obama afin de promouvoir l'émancipation de la femme au sein de la politique étrangère des États-Unis. Dans l'entretien ci-dessous, elle évoque son engagement en faveur de l'autonomie politique, économique et sociale de la femme.

Question : Vous êtes la première ambassadrice itinérante des États-Unis chargée de la condition féminine dans le monde. Pourquoi est-il important de s'attaquer à ces questions maintenant ?

Melanne Vermeer : Il est aujourd'hui reconnu que les grands défis de notre monde – en matière d'environnement, de gestion des affaires publiques, de politique économique ou de sécurité – ne seront pas relevés sans la contribution des femmes. Nous devons cesser de marginaliser la condition féminine et admettre qu'il ne s'agit pas seulement du rôle de la femme, mais aussi du type de société que nous voulons édifier. Lorsque les femmes participent, réussissent et contribuent au changement, tout le monde en profite – hommes et femmes, garçons et filles.

Q. : Pourquoi la participation des femmes est-elle si vitale au bien-être de toutes les sociétés ?

M. V. : Il existe une multitude de données qui établissent une corrélation entre les investissements en faveur de la femme et la réduction de la pauvreté, voire de la corruption, et je crois que nous devons les prendre très au



Melanne Vermeer est la première ambassadrice itinérante du Bureau de la condition féminine internationale du département d'État américain.

sérieux. Il existe également de nombreuses études sur les conséquences de l'inégalité entre les sexes, par exemple, le rapport annuel du Forum économique mondial sur les disparités entre les sexes. Ce document mesure les progrès réalisés par les hommes et les femmes en matière de participation et de perspectives économiques, de niveau d'études, de participation politique, de santé et d'espérance de vie. Lorsque les hommes

et les femmes sont au plus près de l'égalité dans tous ces domaines, les pays se portent mieux. Lorsque la disparité est plus marquée, le résultat est tout autre. Les études sont unanimes. Nous devons être attentifs aux données brutes. Elles nous disent que nous serions bien avisés de nous engager en faveur des femmes et de leur offrir la possibilité de participer pleinement à la vie de leur société.

Q. : En 1995, la Quatrième Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes s'est tenue à Pékin. En quoi était-elle historique et demeure-t-elle d'actualité ?

M. V. : Cette conférence a rassemblé les représentants de 189 pays chargés d'examiner les progrès de la condition féminine et, plus précisément, d'adopter un Programme d'action. Ce dernier portait sur plusieurs domaines essentiels, notamment l'accès des femmes à l'éducation, à la santé, à la vie économique et politique; l'élimination des violences infligées aux femmes; l'affirmation de leurs droits; le statut des petites filles; le rôle des femmes dans les sociétés en proie à des conflits ainsi que dans l'instauration de la paix et de la sécurité. Il s'agissait d'un projet majeur et ambitieux approuvé par les représentants des États-Unis et de 188 autres pays qui s'engageaient ainsi, dès leur retour, à faire avancer la condition des femmes et des fillettes. C'était – et c'est toujours – un pas formidable. Quinze ans plus tard, le Programme d'action de Pékin sert encore de référence à de nombreux pays, ONG et autres pour mesurer l'évolution en la matière. Beaucoup de progrès ont été accomplis, mais il reste des difficultés à surmonter. Des lois ont été promulguées. Si elles n'ont pas toujours été appliquées, on constate de nettes améliorations.

Q. : Dans quels domaines a-t-on réalisé le plus d'avancées, et y a-t-il encore du travail à faire à l'échelle mondiale ?

M. V. : La question de la scolarisation a bien évolué depuis l'adoption du Programme d'action

de Pékin, mais nous sommes encore loin du but. Si de plus en plus de fillettes fréquentent l'école primaire, nous n'avons pas encore atteint les objectifs pour l'enseignement secondaire. Or cet investissement est déterminant pour l'avenir des petites filles et celui de leur éventuelle future famille, pour leurs perspectives économiques, leur santé et l'éducation de leurs enfants. Par ailleurs, les élues parlementaires sont plus nombreuses, mais ces chiffres sont encore inférieurs à ce qu'ils devraient être, car les femmes représentent la moitié de la population mondiale et il est capital de tenir compte dans la vie politique de leurs expériences et de leurs compétences.

Sur le plan économique, les femmes sont de plus en plus actives. Le microcrédit, par exemple, a eu un effet révolutionnaire: il a sorti les plus démunies de la pauvreté et leur a permis de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Des lois sur la violence infligée aux femmes, des réformes sur le droit de la famille et autres ont été adoptées. Mais ces textes doivent être mieux mis en œuvre et appliqués. Le progrès est indéniable. Les États, la société civile et ceux qui ont tracé cette voie vers un meilleur avenir peuvent s'en réjouir à juste titre mais, si nous voulons atteindre nos objectifs, nous devons rester vigilants.

Q. : Quelles sont les priorités pour les femmes dans le monde d'aujourd'hui ?

M. V. : Nous n'avons pas réalisé tout notre programme. Nous devons nous montrer plus inventifs. L'un des grands défis est l'introduction de nouveaux outils, plus à même de consolider le progrès économique. Le microcrédit est un outil financier formidable, mais nous avons besoin de davantage d'intégration financière: l'épargne et d'autres moyens pour les pauvres de se protéger contre les cataclysmes de toute sorte. Si les dispositifs financiers peuvent apporter des solutions novatrices, il en va de même de la technologie. Personnellement, je crois que la technologie mobile a un potentiel aussi intéressant que le microcrédit en son temps. Les téléphones portables sont plus abordables pour les pauvres. Des applications visant à



Melanne Vermeer et Indra Nooyi, P.-D.G. de PepsiCo.

améliorer les soins médicaux sont à l'étude. Le mobile est utilisé pour effectuer des opérations bancaires, apprendre à lire, protéger les femmes de la violence et créer des débouchés économiques.

Il y avait, et il y a toujours, un élément écologique au Programme d'action de Pékin, mais le changement climatique lui-même n'y est pas mentionné. C'est un phénomène que nous avons appris à mieux cerner depuis 1995. Là aussi, nous constatons que la femme a un rôle à jouer, tout particulièrement dans les régions les plus gravement touchées par les changements climatiques et qui sont très vulnérables à des catastrophes naturelles comme les sécheresses ou

les inondations. Nous devons amener les femmes à devenir agents d'adaptation et actrices du changement.

Un exemple important est celui des foyers de cuisson. Les plus polluants, utilisés par des millions de pauvres de par le monde, émettent du carbone suie nuisible à la santé. La Global Alliance for Clean Cookstoves est en train de créer un marché pour les fourneaux améliorés, afin de réduire les dégâts du carbone suie tant sur la santé que sur l'environnement. C'est également une question d'émancipation économique, parce que la vente et l'entretien de ces fourneaux constituent un nouveau secteur de l'industrie écologique, tout particulièrement pour les

femmes. La cuisine n'est certes pas la principale cause du réchauffement climatique, mais les fourneaux améliorés peuvent traiter un aspect du problème.

Q. : Quel rôle doivent jouer les hommes au niveau de l'émancipation de la femme et de l'avancement de la condition féminine dans le monde ?

M. V. : Les hommes ont un rôle central, critique et fondamental à jouer. Le progrès de la condition féminine n'a jamais été le résultat des efforts des seules femmes. Il nous est impossible de résoudre certains des problèmes les plus épineux – la disparité entre les sexes, la violence infligée aux femmes – si les hommes ne sont pas impliqués dans les solutions. L'éducation des garçons, l'image de ce que devrait être un homme et la façon de la présenter permettent d'inculquer de bonnes habitudes chez la jeune génération. Nous savons le rôle clé que peuvent jouer les chefs religieux – qui sont essentiellement des hommes. Nous avons besoin d'une volonté politique et de dirigeants masculins éclairés aux plus hauts niveaux des Etats, des organismes multilatéraux et des entreprises, prêts à s'engager dans l'émancipation de la femme.

Q. : Les Etats-Unis n'ont pas un bilan parfait en la matière. Notre Congrès a un pourcentage inférieur d'élus par rapport à certains parlements étrangers, et nous n'avons pas ratifié la Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La violence au foyer et la traite des personnes sont des problèmes aux Etats-Unis. Ces derniers sont-ils bien placés pour mener le combat mondial pour l'émancipation féminine ?

M. V. : Nous avons beaucoup à faire chez nous, comme tous les pays. L'égalité entre hommes et femmes n'existe nulle part au monde. Je pense toutefois que le fait que nous tentions de remédier à nombre de nos problèmes ne passe pas inaperçu à l'étranger. Dès le début des années 1990, nous avons légiféré contre les violences infligées aux

femmes. Nos lois contre la traite des êtres humains datent de 2000 seulement, mais nous y avons beaucoup travaillé et elles servent de référence à l'international. D'autres pays pourraient s'inspirer de notre cheminement, de la façon dont nous avons créé des coalitions et des raisons pour lesquelles nous avons fait de la prévention, des poursuites judiciaires et de la protection des victimes les piliers des lois visant la violence contre les femmes et la traite des personnes (*Victims of Trafficking and Violence Protection Act* de 2000).

J'évoque souvent les femmes qui, en 1848, se sont rendues à la première convention sur l'égalité des droits entre les sexes qui s'est tenue à Seneca Falls, dans l'Etat de New York. Je pense souvent également au journal de cette jeune fille réfléchissant à la voie qu'elle avait choisie, à savoir prendre une diligence et quitter son foyer pour effectuer ce voyage. Elle avait pris cette décision parce qu'aux Etats-Unis, à l'époque, la femme n'avait pas le droit de vote. Elle ne pouvait pas garder ses maigres gains, quand elle en avait. Elle n'avait pas accès aux filières de l'éducation. Elle ne pouvait pas divorcer, même si son mariage était un véritable cauchemar. Cette jeune fille voulait une vie meilleure. Alors elle partit pour la convention, ne sachant pas, comme elle l'a écrit, si elle rencontrerait d'autres femmes en chemin.

Aujourd'hui, nous savons quels progrès notre pays a réalisés. Nous sommes toujours sur cette même route. Partout, des femmes font ce voyage et nous avons besoin les unes des autres. Tout aussi important, nous avons besoin que des hommes de bonne volonté nous rejoignent, comme leurs prédécesseurs se sont rendus à la convention sur l'égalité des droits. Nous sommes peut-être à des étapes différentes de notre voyage. Les Etats-Unis ont beaucoup évolué depuis 1848, lorsque cette jeune femme décida d'aller à Seneca Falls, mais nous avons encore du chemin à faire. Dans le monde entier, des femmes en situation difficile doivent tracer la voie du progrès. Certes, nous ne sommes pas parfaits, mais nous nous efforçons de résoudre ces questions. Sur de nombreux aspects, nous avons réussi et pouvons aider d'autres pays à relever des défis similaires.



CHAPITRE

1



LES FEMMES ET LA PAUVRETÉ

Les femmes constituent la majeure partie des populations pauvres et figurent souvent parmi les plus démunies. Une grand-mère console sa petite fille dans une cabane près de Castelli (province du Chaco), en Argentine.

LES FEMMES ET LA PAUVRETÉ

Par Geeta Rao Gupta

Les femmes constituent la majeure partie des populations pauvres et figurent souvent parmi les plus démunis. Leur handicap social et l'inégalité qu'elles subissent en raison de leur condition de femme leur font vivre le dénuement autrement que les hommes, accroissent leur vulnérabilité et compliquent leur sortie de la misère. En d'autres termes, la pauvreté est fonction du sexe puisque, pour la traiter, il faut effectuer une étude comparée hommes-femmes concernant les normes et les valeurs, la répartition des biens, du travail et des responsabilités, la dynamique du pouvoir et de l'autorité dans les ménages défavorisés.

Dans la plupart des sociétés, les usages cantonnent largement la femme au foyer, à son rôle de mère et de ménagère, tandis que l'homme est chargé des activités productives à l'extérieur. Ces règles influent sur la politique institutionnelle et les lois qui régissent l'accès des hommes et des femmes à des ressources telles que l'instruction, l'emploi, la terre et le crédit. Partout dans le monde, des preuves accablantes montrent que ces précieux outils de production sont moins disponibles pour les fillettes et les femmes que pour les garçons et les hommes. Tout indique également que les responsabilités des femmes et les charges qui pèsent sur elles dans les ménages et environnements pauvres ne sont pas les mêmes que pour les hommes. La persistance de la disparité et les différences des rôles entre les deux sexes ont un impact considérable sur l'épreuve, les causes et les



conséquences de la misère chez les femmes. Les dispositifs et mesures visant à soulager la pauvreté doivent donc tenir compte de l'inégalité et des divergences entre les deux sexes afin de répondre efficacement aux besoins et aux impératifs des populations défavorisées, qu'elles soient masculines ou féminines.

Dans cette briqueterie de Multan, au Pakistan, les ouvrières sont payées environ 2 dollars par millier de briques produites.



L'expérience de la pauvreté chez les femmes

Les jeunes filles et les femmes des foyers vivant dans l'indigence prennent en charge une part disproportionnée du travail et des responsabilités liées à l'alimentation et aux soins de la famille en effectuant des tâches ménagères non rémunérées. Dans les campagnes, par exemple, elles passent l'essentiel de leurs journées à aller chercher le bois, l'eau et le fourrage, à s'occuper du bétail et des cultures vivrières. L'aspect pénible et le caractère chronophage de ces opérations contribuent à créer une pénurie de temps chez les femmes et limitent considérablement les possibilités, pour les plus pauvres, de se livrer à des activités plus productives et rémunératrices.

Obligées de jongler avec le temps, les femmes en proie à la misère sacrifient souvent leur santé et leur propre alimentation, quand ce n'est pas l'instruction de leurs filles, à qui elles assignent la charge de leurs frères et sœurs ou délèguent d'autres tâches ménagères. Ce n'est là qu'un aspect du problème lié à la discrimination sexuelle en matière de répartition des ressources dans les familles indigentes. Les faits indiquent que la disparité entre les sexes dans les domaines de la nutrition, de l'éducation et de la santé est plus forte dans les foyers les plus pauvres. Ce manque d'investissement dans le capital humain représenté par la population féminine perpétue un cercle vicieux et intergénérationnel de misère et de discrimination partiellement responsable de la nature insoluble de la pauvreté.

Les femmes de Gadabeji, au Niger, doivent faire face à une crise alimentaire provoquée par la sécheresse. Dans le monde entier, des femmes s'enfoncent de plus en plus dans la pauvreté en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires.

Pourquoi la misère des femmes est-elle une priorité ?

Il est justifié d'opérer un distinguo entre femmes et hommes et de mettre l'accent sur les femmes dans la lutte contre la pauvreté parce que leur travail, rétribué ou non, est essentiel à la survie des familles défavorisées.

Les femmes sont des acteurs économiques. Elles produisent et transforment la nourriture destinée à leurs proches. Ce sont surtout elles qui s'occupent des enfants, des personnes âgées et des malades. Elles consacrent leurs gains et leur travail à l'éducation, à la santé et au bien-être des enfants. Plusieurs études menées dans les années 1980 concluent de manière irréfutable que, dans l'ensemble, les mères dépensent leurs revenus en nourriture et soins médicaux pour les enfants, alors que les pères, eux, réservent une plus grande partie de leur salaire à leurs besoins personnels. Ainsi, une enquête effectuée au Brésil a révélé que les retombées positives sur l'espérance de vie d'un petit citadin sont vingt fois plus grandes lorsque le budget familial est géré par une femme (Quisumbing et al., 1995).

Pourtant, des contraintes considérables empêchent les femmes de tirer le maximum de leur potentiel. Souvent, il leur est plus difficile d'accéder aux moyens de production ou aux marchés leur permettant d'écouler leurs produits. Elles ne possèdent que 15 % des terres à travers le monde, ont une journée de travail plus longue que les hommes et perçoivent des salaires inférieurs. Elles sont surreprésentées dans le marché informel où elles occupent des emplois saisonniers et plus précaires échappant au droit du travail.

Malgré ce contexte, les politiques et programmes reposant sur la notion de foyer type, où l'homme avec femme et enfants à charge gagne le pain quotidien, allouent souvent à l'homme les ressources et les services. Une telle démarche accroît la dis-



parité en matière de productivité, a un effet négatif sur le statut économique de la femme et ne contribue guère à la diminution de la pauvreté. En revanche, si l'on s'attaque à ces préjugés et inégalités en misant délibérément sur la qualité d'agent économique des femmes et si cette opération s'effectue dans un environnement légal garantissant aux femmes un accès aux ressources productives et une maîtrise de ces ressources dans le cadre de leurs droits de citoyenneté, cette stratégie permet de faire réellement reculer la misère.

Comment faire reculer la pauvreté féminine ?

Au fil des ans, de nombreuses actions de lutte contre la pauvreté chez les femmes ont été déployées. Pour répondre aux besoins des paysannes, il est essentiel de s'engager dans l'accroissement de la productivité agricole, l'amélioration de la gestion du bétail et la création de sources de revenus. Autre levier, plus apprécié et très efficace, la microfinance concerne actuellement des millions de femmes à travers le monde. Ce mécanisme se compose de prêts

Une petite chiffonnière ramasse des déchets à recycler dans une décharge d'Hyderabad, en Inde.



modestes et d'autres services financiers destinés aux exclus du système bancaire officiel. Les programmes de microfinance ont réussi à accroître les revenus des familles défavorisées et à les empêcher de sombrer dans le dénuement le plus total.

Par ailleurs, on peut améliorer le statut économique des femmes en leur facilitant l'accès aux terres. Les femmes qui possèdent une parcelle ou en ont l'usage peuvent y produire des vivres, la faire rapporter ou s'en servir comme nantissement pour garantir un crédit.

Toutes ces stratégies sont prometteuses et permettront potentiellement de réaliser l'engagement de la communauté internationale envers la parité, engagement dont témoigne l'inclusion de l'objectif numéro 3 aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Reste à transformer cet engagement en actes.

Geeta Rao Gupta est directrice générale adjointe du Fonds des Nations unies pour l'enfance (l'UNICEF). Avant de rejoindre l'UNICEF, cette spécialiste internationale des questions de parité et de développement occupait le poste de conseillère principale pour les Programmes de développement mondiaux à la fondation Bill & Melinda Gates. Ses domaines d'expertise comprennent notamment la santé des femmes, l'émancipation économique, la réduction de la pauvreté et l'égalité entre les sexes. Elle a également été présidente du Centre international de recherche sur les femmes (CIRF). Ses fonctions l'ont aussi amenée au comité de direction de Sida 2031, un projet international parrainé par l'ONUSIDA, au Comité consultatif pour l'aide étrangère bénévole de l'USAID et aux conseils d'administration du Moriah Fund, de la fondation Nike, du MAC AIDS Fund et du Rural Development Institute.

Une fillette aide une femme à préparer un repas au Guatemala.

Roshaneh Zafar

Une femme d'affaires engagée

Par Shafqat Munir



Une jeune Pakistanaise crée la Fondation Kashf pour aider les femmes pauvres de son pays à améliorer leurs conditions d'existence grâce à la microfinance. Retour sur un engagement social.

« C'est extrêmement valorisant de donner aux familles pauvres les moyens d'évoluer, de changer de mentalité et d'apprendre à leurs enfants les bases de la gestion d'un budget. Ce savoir pourra leur assurer un niveau de vie décent », affirme Roshaneh Zafar, chef d'entreprise pakistanaise.

Depuis 1996, la petite structure de microfinance de M^{me} Zafar à la Fondation Kashf, la première du genre au Pakistan, a amélioré les conditions de vie de plus d'un million de personnes dans 26 districts du pays grâce à des petits crédits totalisant aujourd'hui 202 millions de dollars, selon le site Web de la Fondation (www.kashf.org). M^{me} Zafar gère avec brio la Kashf Microfinance Bank, une banque à charte possédant 31 succursales dans trois provinces, le Pendjab, le Khyber

Pakhtunkhwa et le Sind. MIX Market (www.MIXMarket.org), service d'analyse et de données de microfinance, indique qu'en 2009, la Kashf Microfinance Bank comptait 14 192 emprunteurs actifs, un portefeuille de prêts de 5 millions de dollars et 3,8 millions de dollars de fonds provenant de 42 073 déposants. Le solde moyen par emprunteur s'élève à 350 dollars. Cette banque populaire est, comme la Fondation, dénommée « Kashf », ce qui signifie en urdu « miracle » ou « révélation » par référence au processus de découverte de soi.

M^{me} Zafar, qui a fait ses études à Yale et à la Wharton School of Business de l'université de Pennsylvanie, dispose d'une solide formation financière. Elle a été spécialiste des questions concernant le rôle des femmes dans le développement et les collectivités au Programme des Nations unies

pour le développement (PNUD) et à la Banque mondiale. Elle défend avec ardeur la cause des droits des femmes. L'une de ses premières initiatives a été la cofondation à Islamabad du centre de secours pour femmes Bedari. Fille d'un célèbre juriste et expert en droit constitutionnel, S. M. Zafar, Roshaneh a commencé sa carrière dans un bureau d'une pièce près du cabinet juridique de son père il y a de cela quinze ans. Elle considère aujourd'hui l'entrepreneuriat social comme une véritable vocation.

« Je suis fière d'avoir bâti une institution. C'est passionnant de transformer la vie des familles, de les extirper de la pauvreté », explique M^{me} Zafar. Pour elle, le bien-être économique mène à des politiques favorables à la progression des femmes tandis que, si les femmes sont privées de débouchés économiques, il n'est



Roshaneh Zafar, au centre, avec quelques clientes ayant bénéficié de ses microcrédits au Pakistan.

guère possible d'envisager un développement social ni un accès à l'autonomie.

Hommes et femmes doivent œuvrer de concert pour accroître les revenus familiaux et contribuer au développement collectif et national. Ce n'est qu'alors, pense-t-elle, que la société pakistanaise pourra devenir sensible à la condition féminine.

«L'émancipation économique des femmes par l'intermédiaire de la famille peut garantir un changement dans l'existence et les sources de revenus des plus déshérités, affirme M^{me} Zafar. Le microfinancement de familles dirigées par des femmes offre un moyen durable d'assurer l'avancée des femmes.»

Le quotidien des femmes en butte à la pauvreté, vivant sans rien ou presque dans les villages isolés du Pakistan, associé à la volonté de remédier à cette situation ont poussé Roshaneh Zafar

à démissionner de son poste à la Banque mondiale en 1995 pour se lancer dans l'entrepreneuriat social. Elle s'explique : «A la Banque mondiale, j'ai compris que si nous n'associons pas les femmes aux initiatives et ne leur permettons pas de s'approprier les projets d'infrastructure (alimentation en eau, assainissement et autres), nous ne pourrions pas en assurer la mise en œuvre et la réussite, car ce sont les femmes qui sont chargées de la corvée d'eau dans les familles rurales et périurbaines.»

Le déclic se produit lorsqu'elle entend une septuagénaire de Kalat, dans le Baloutchistan, dire que les villageois connaissent les vertus de l'eau potable sur la santé de leurs familles mais manquent de moyens pour en acheter. Elle décide alors d'aider les plus démunis à se procurer les fonds nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie. Elle rencontre le prix Nobel Muhammad Yunus,

pionnier du microcrédit et fondateur de la Banque Grameen au Bangladesh, et lui parle de son souhait de mettre en place un système de microfinance pour assurer une stabilité économique durable à ses compatriotes les plus pauvres. A la suite de cette rencontre, la jeune femme se rend au Bangladesh pour s'inspirer de l'expérience de la Banque Grameen. Elle en étudie les méthodes avec Muhammad Yunus pendant deux ans et va voir d'autres structures fonctionnant bien au Népal et en Inde. Au Pakistan, Roshaneh Zafar bénéficie également des conseils de la Fondation de développement Sungi, installée à Abbottabad et fondée par Omar Asghar Khan, aujourd'hui décédé, et du Programme de soutien rural du Baloutchistan. Elle s'inspire aussi d'Akhter Hameed Khan, pionnier du développement communautaire pakistanaise, et de Shoaib Sultan Khan, fondateur du Programme de soutien rural de l'Agha Khan.

«Après diverses expériences, j'ai créé la Fondation Kashf et recruté 1 800 jeunes des collectivités locales, parce que je crois qu'il est important de leur permettre de gagner leur vie, cette classe d'âge étant particulièrement touchée par le chômage au Pakistan», raconte Roshaneh Zafar. Son succès ne tarde pas à être reconnu. Dès 1997, elle se voit attribuer une bourse de la fondation américaine Ashoka, qui soutient les entrepreneurs sociaux novateurs.

La Fondation Kashf intervient principalement dans les faubourgs des villes pakistanaises : 70 % de ses opérations concernent les



Pour la Journée internationale de la femme de 2011, la Fondation Kashf appelait à la justice sociale et à la parité financière pour les femmes.

zones périurbaines et 30 % le milieu rural. La plupart des microcrédits sont alloués à des petits commerces : cordonnerie, bijouterie familiale, échoppe à thé ou restaurant. Les prêts sont accordés à des familles qui peuvent financer l'entreprise de leur choix pourvu qu'elles soient qualifiées.

Les clients de M^{me} Zafar ont connu des fortunes diverses. Roshaneh Zafar cite avec fierté le cas de Nasim Baji, 42 ans, qui dirige une bijouterie de fantaisie lancée grâce à un microcrédit de Kashf. Elle a emprunté 1 000 roupies (10 dollars) il y a douze ans pour se mettre à son compte après avoir été employée à la journée à tisser des perles pour une entreprise. Elle s'est ensuite diversifiée et possède aujourd'hui deux presses pour fabriquer des bijoux en métal. Elle emploie trente ouvrières et même son mari travaille pour elle. Les bijoux de Nasim Baji

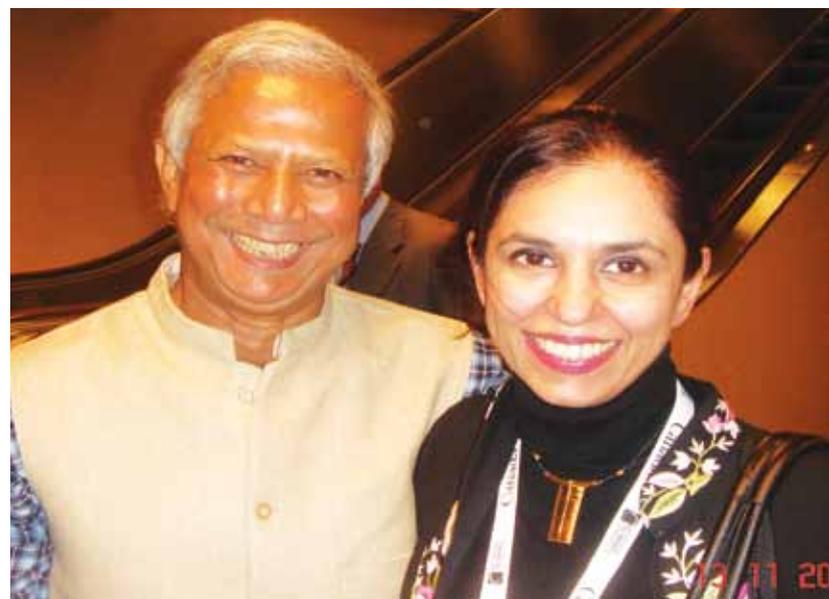
se vendent dans plusieurs villes et son exemple incite d'autres femmes à créer des petites entreprises pour générer des revenus.

«La microfinance ne se résume pas à l'octroi de prêts individuels ; elle vise également à changer les mentalités des collectivités pour accroître leur capacité à gagner leur vie et à vivre décemment. Lorsque les familles travaillent ensemble, les activités commerciales engendrées par les microcrédits dégagent des profits durables», note M^{me} Zafar. La Fondation Kashf, ajoute-t-elle, a élargi le champ de ses activités : centrée au départ exclusivement sur les femmes, elle s'adresse à présent aux familles. Pour accroître l'accès au capital, M^{me} Zafar a fondé la Kashf Microfinance Bank. Depuis 1996 et l'enveloppe initiale de 1 500 dollars répartie entre quinze clients, l'établissement a accordé pour 225 millions

de dollars de prêts à plus d'un million de familles. Kashf a été une des premières banques de ce type à proposer à ses clients des assurances, moyennant des primes minimales, pour les aider à rembourser les emprunts en cas de décès du chef de famille.

M^{me} Zafar est aussi membre fondateur du Pakistan Microfinance Network et elle appartient au Groupe de conseillers des Nations unies pour des secteurs financiers ouverts à tous. Nommée entrepreneur social de la Fondation Skoll en 2007, elle s'est vu attribuer plusieurs récompenses internationales prestigieuses, notamment la plus haute distinction honorifique civile accordée par le Pakistan, la Tamgha-e-Imtiaz. En 2007, la Fondation Kashf était 34^e au classement des 50 premières institutions de microfinance de la revue *Forbes* et elle a reçu le OneWoman Initiative Award du département d'Etat américain en 2009. Roshaneh Zafar a été invitée au Sommet présidentiel de l'entrepreneuriat organisé par les Etats-Unis à Washington en avril 2010 et elle a été lauréate la même année du prix 2010 du leadership mondial pour l'émancipation économique décerné par Vital Voices.

Shafqat Munir est journaliste, chercheur et spécialiste de la communication au Pakistan. Il est rédacteur fondateur de l'Infochange News and Features Network (INFN), www.infochangePakistan.net, grande agence de presse pakistanaise dans le domaine du développement et du journalisme d'investigation.



Roshaneh Zafar et son mentor Muhammad Yunus, prix Nobel et fondateur de la Banque Grameen, lors d'une conférence sur le microcrédit.

Le café, remède à la pauvreté pour les Honduriennes

Par Ritu Sharma

Dulce Marlen Contreras savait que la pauvreté était à l'origine des violences familiales et d'autres problèmes rencontrés par les femmes autour d'elle au Honduras. Aussi a-t-elle lancé, pour les sensibiliser à leurs droits, une organisation qui s'est bientôt transformée en coopérative agricole assurant la stabilité économique de ses membres.

En 1993, Dulce Marlen Contreras créait La Coordinadora de Mujeres Campesinas de La Paz, ou COMUCAP, pour mobiliser les Honduriens autour de la cause des femmes. Cette fille de cultivateurs de l'arrière-pays rural de La Paz ne supportait plus de voir les femmes subir un alcoolisme et des violences familiales généralisés. Avec sept de ses amis, elle fondait la COMUCAP pour faire connaître leurs droits aux femmes de sa région, leur apprendre à se défendre et, finalement, à accéder à l'indépendance économique. Certes, il était impératif d'ouvrir des ateliers et des refuges, mais Marlen comprenait bien vite que, pour réduire durablement les violences domestiques, l'organisation devait attaquer le mal à sa racine, la pauvreté.

Consciente des rapports entre la pauvreté et la misère sociale, la COMUCAP modifiait sa stratégie. Outre les ateliers de sensibilisation, l'organisation décidait de former ses adhérentes à la culture et à la vente de café et d'aloë vera. Traditionnellement, les femmes de La Paz s'occupaient des enfants et dépendaient des hommes pour leur subsistance. Désormais, la culture du café et de l'aloë vera, la vente des récoltes et la com-

mercialisation de produits leur permettaient d'engranger un complément de revenu familial tout en leur assurant indépendance et stabilité économiques.

Les premières réactions sont hostiles, car cette émancipation féminine est vue comme une atteinte à la famille et aux valeurs familiales classiques. Avec l'essor des programmes de la COMUCAP, Marlen et ses amis constatent une modification progressive des rapports familiaux. Plus les femmes gagnent d'argent, plus elles détiennent de pouvoir au sein du foyer. La collectivité commence à considérer les adhérentes de la COMUCAP comme des agents économiques. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à prendre des décisions de concert avec leur mari. Elles parviennent à s'opposer plus efficacement à la maltraitance. La stabilité et l'égalité économiques au sein des structures familiales font considérablement décliner les violences au foyer et améliorent la qualité de vie des familles de la COMUCAP, dont les enfants vont tous à l'école.

Aujourd'hui, la coopérative assure des emplois et des revenus à plus de 225 Honduriennes des zones rurales, grâce à un choix de programmes toujours plus grand.



La fondatrice de la COMUCAP, Dulce Marlen Contreras, dans l'entrepôt de café de la coopérative. Le café et l'aloë vera sont les principaux produits de la COMUCAP.

Il s'agit pour l'essentiel de projets d'exploitation agricole : orange-raies pour l'élaboration de vin d'orange, aloe vera destiné à toute une gamme de produits, café bio et engrais organiques. En outre, la COMUCAP propose des conseils techniques sur l'agriculture biologique et parraine des opérations de prêts agricoles. Les groupes affiliés peuvent suivre des stages de défense de l'alphabétisation, de demande de subventions et de recherche de financement. Par ailleurs, la COMUCAP forme et assiste les créatrices d'entreprises. Certaines adhérentes ont pu acheter des parcelles grâce à des prêts de l'association.

Un volet coopérative agricole aide les membres à se regrouper en entités de cinq à vingt-cinq femmes. Locataires ou propriétaires de lopins de terre, elles y cultivent collectivement des caféiers et de l'aloë vera qui sert à fabriquer des produits bios Walá (shampoings, jus, desserts, etc.). Comment fonctionne le modèle économique de la COMUCAP ? Les membres de la coopérative cultivent, récoltent et préparent eux-mêmes les denrées pour élaborer des articles commercialisés sur les marchés locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Les profits sont ensuite répartis à parts égales entre les membres de la coopérative. Leur choix du bio pour les cultures et les produits était une démarche volontaire, car il ouvre de plus grands débouchés à l'international et est moins nocif pour l'environnement. Le café de la COMUCAP bénéficie de la certification « produit biologique relevant du commerce équitable » du ministère américain de l'Agri-



Les membres de la COMUCAP vendent leurs produits sur les marchés locaux. Leur gamme biologique commence à percer à l'international.

culture. En novembre 2009, la COMUCAP exportait vers l'Europe plus de 4,5 tonnes par an de café certifié commerce équitable et employait plus de cent femmes.

Agée de 55 ans et mère de six enfants, Juana Suazo offre un témoignage éloquent des raisons du succès de la COMUCAP. Après

s'être séparée d'un mari violent, Juana s'est soudain trouvée dans l'obligation d'élever seule ses enfants. Elle a commencé par occuper des emplois multiples pour joindre les deux bouts. Puis elle a trouvé auprès de la COMUCAP les moyens d'assurer un avenir durable à sa famille. Avec l'aide



Dolores, qui travaille à la COMUCAP, vient de couper de l'aloë vera dans une ferme de Marcala, au Honduras.

de l'organisation, elle a démarré une entreprise de viticulture, qui lui a finalement permis d'acheter une maison et 2 hectares de terre, où elle cultive désormais du café et des légumes. Aujourd'hui, elle paie les études de ses deux filles à l'université et soutient financièrement deux fils qui vivent aux

Etats-Unis. La COMUCAP l'a aidée à échapper aux violences domestiques et à acquérir une stabilité économique tremplin de réussite pour sa famille, mais elle lui a aussi donné l'idée de s'engager elle-même envers la collectivité. Elle s'est mise au droit et consacre désormais son temps

libre à défendre la cause d'autres femmes en difficulté.

Avec de meilleures perspectives économiques et des moyens de subsistance accrus, les femmes peuvent échapper à la violence, s'occuper correctement de leurs familles et de l'éducation de leurs enfants, ce qui a un effet bénéfique pour la collectivité. Indépendante économiquement, une femme améliore son statut chez elle et à l'extérieur. Les associations locales comme la COMUCAP donnent aux femmes la possibilité de surmonter la pauvreté et de retrouver peu à peu paix et dignité. Le café est devenu remède !

Ritu Sharma est cofondatrice et présidente de Women Thrive Worldwide. Cet important organisme américain à but non lucratif préconise l'adoption de mesures assurant soutien économique et développement de leur potentiel aux femmes en situation de pauvreté.



CHAPITRE

2



LES FEMMES ET L'INSTRUCTION

Rares sont les investissements aussi rentables que la scolarisation des jeunes filles. Les femmes qui ont fait des études seront plus à même de veiller à la bonne santé de leur famille, d'éduquer leurs enfants et de gagner leur vie. Ci-contre, l'école de filles Zarghuna à Kaboul, la capitale afghane, est financée par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

LES FEMMES ET L'INSTRUCTION

Par Lori Ashford

Le droit à l'éducation pour tous constitue, depuis des décennies, un objectif international, mais, depuis les années 1990, la scolarisation et l'émancipation des populations féminines sont devenues des priorités. Plusieurs réunions marquantes, dont la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire en 1994, et la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Pékin, en 1995, ont mis ces questions au cœur de l'action menée en faveur du développement.

Les Objectifs du millénaire pour le développement – adoptés en 2000 par les dirigeants mondiaux lors du Sommet du millénaire des Nations unies – appellent à l'universalité de l'éducation primaire et à la réduction des disparités entre filles et garçons dans l'enseignement secondaire et supérieur. Ces accords de haut niveau ont généré des initiatives à travers le monde pour accroître la scolarisation des jeunes filles. Depuis 1990, l'évolution est considérable, compte tenu des obstacles à surmonter dans les pays en développement.

Dans de nombreuses sociétés traditionnelles, les populations féminines ne peuvent pas développer tout leur potentiel car leur scolarisation est considérée comme accessoire (une fille se marie et quitte sa famille) et leur statut, dans son ensemble, est inférieur à celui des hommes. Les familles s'inquiètent aussi souvent du coût de la scolarité, de la présence de professeurs de sexe masculin et de la sécurité de leurs filles hors de chez elles. Toutefois, les pou-



voirs publics et les collectivités commencent à faire tomber ces barrières en raison de l'abondance de preuves démontrant les bienfaits des études pour les jeunes filles.

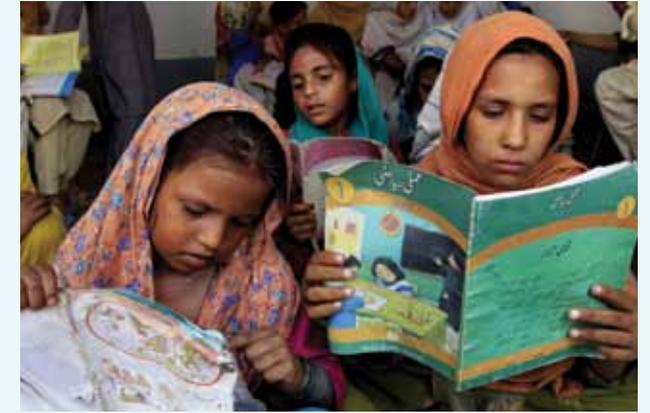
Pourquoi la scolarisation des filles est-elle importante ?

Rares sont les investissements qui sont aussi largement payants que la scolarisation féminine. Les enquêtes familiales dans les pays en développement indiquent de manière récurrente que les femmes dotées d'un niveau d'études plus élevé ont des familles plus petites, en meilleure santé et plus instruites. Les liens sont clairs : les femmes qui sont allées à l'école auront davantage tendance à prendre soin de leur santé, à désirer moins d'enfants et à leur assurer une bonne éducation, ce qui diminuera

Au Bangladesh, des femmes assistent à un cours d'alphabétisation pour adultes dans une zone rurale. L'enseignante vient du village et a été formée dans une université voisine.



Des Népalaises du village de Nepalganj apprennent à lire et à créer une petite entreprise.



A Peshawar, de jeunes Pakistanaïses étudient dans de nouveaux locaux, l'ancien bâtiment ayant été détruit pour les empêcher d'aller à l'école.



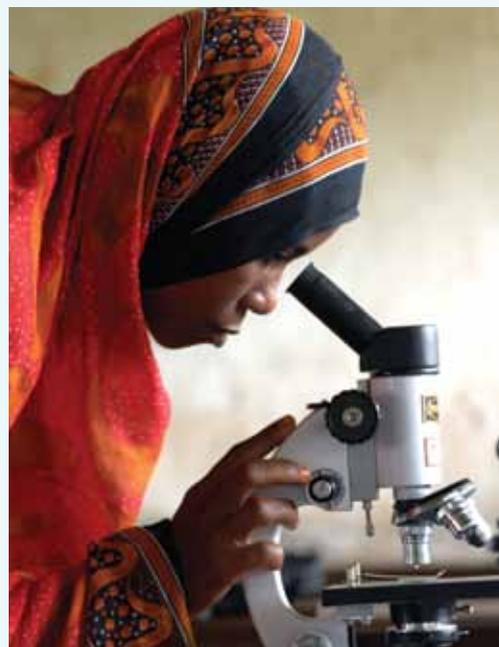
Exemple du soutien des entreprises à la formation scolaire des filles, Motorola participe à la journée américaine d'initiation scientifique pour les écolières. Cette manifestation fait partie des initiatives prises par la firme pour intéresser les petits Américains aux sciences et les encourager, dès leur jeune âge, à l'innovation. Ici, Deb Matteo, ingénieure à Motorola, effectue une expérience sur la lumière et la couleur avec deux jeunes élèves.

leur mortalité infantile et favorisera leur réussite à l'âge adulte.

Les recherches menées par la Banque mondiale et d'autres organisations prouvent que le développement de la scolarisation chez les filles augmente les salaires féminins et induit une croissance économique plus rapide qu'avec la scolarisation des seuls garçons. En outre, les femmes qui gagnent davantage sont plus portées à consacrer ces revenus à leurs enfants et à leur foyer, ce qui améliore l'aisance de la famille. Les études font ressortir d'autres avantages de la scolarisation féminine, notamment la baisse des niveaux de contamination par le VIH, des violences domestiques et des pratiques préjudiciables telles que l'excision et l'immolation par le feu des jeunes mariées pour insuffisance de dot.

Quels progrès depuis Pékin ?

Les avancées de la scolarisation des filles à travers le monde constituent une réussite dans le processus de développement. Selon l'UNESCO, le nombre des écolières de pri-



A gauche : une Tanzanienne participe à un programme d'initiation scientifique financé par l'USAID pour aider les femmes à élargir leurs débouchés grâce aux sciences. Ci-dessous : en dépit du violent conflit qui sévit en Somalie depuis vingt ans, les parents continuent à scolariser leurs filles. Ces jeunes élèves fréquentent l'école Al-Emamal-Nawawi de Gardo, dans le Nord-Est de la Somalie.

maire s'élevait, en 2008, à 96 pour 100 garçons, contre seulement 84 pour 100 en 1995. Le ratio du secondaire suit de près, à raison de 95 collégiennes pour 100 garçons en 2008. En 2005, près des deux tiers des pays avaient comblé l'écart entre filles et garçons



en matière de scolarisation. A l'université, les étudiantes restent derrière leurs homologues masculins à travers le monde, mais le fossé se comble peu à peu.

C'est dans les pays les plus pauvres, comme l'Afghanistan, le Mali, la République centrafricaine et le Tchad, où les taux de scolarisation sont faibles, que le retard des filles est le plus grand. En Somalie, les effectifs comptent moitié moins d'écolières : 23 % de filles contre 42 % de garçons en 2008 selon l'UNESCO. La scolarisation et l'alphabétisation féminines accusent, par rapport à celles des garçons, un net retrait dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie occidentale et méridionale, où beaucoup reste à faire.

A l'opposé, les filles des pays à forts taux de scolarisation réussissent mieux que les garçons. Dans une grande partie de l'Amérique latine, de l'Europe et de l'Asie de l'Est, ainsi qu'aux Etats-Unis, les étudiantes sont plus nombreuses que leurs homologues masculins dans les établissements secondaires et supérieurs, preuve des aptitudes féminines une fois abattue la barrière de l'éducation.

Reste que les femmes constituent les deux tiers des adultes analphabètes du monde, car les plus âgées ont eu moins de possibilités d'aller à l'école. En outre, celles qui sont pauvres et vivent en zone rurale risquent davantage de ne savoir ni lire ni écrire. Il existe des programmes d'alphabétisation et de formation continue, mais l'action menée ne donne pas lieu à des rapports systématiques de la part des pays. Enfin, les populations féminines sont lésées en matière de formation technique et professionnelle, notamment dans les disciplines scientifiques et technologiques qui ont longtemps été l'apanage des hommes.

Quelles leçons tirer des actions réussies ?

De nombreux progrès dans l'instruction féminine sont dus à des interventions spé-

cifiques, comme la suppression des frais de scolarité, la mise en place de bourses et d'écoles locales pour filles ou la formation d'enseignantes. Les actions ciblées de ce type se sont traduites par une augmentation de la scolarisation des filles dans des pays aussi divers que le Bangladesh, le Brésil, le Maroc, l'Ouganda et le Yémen. Sans volonté politique, il est assez difficile de faire de la question une priorité et d'ouvrir plus largement les écoles aux filles. Le Mexique a été le premier à proposer un programme social majeur – repris désormais dans les zones défavorisées des Etats-Unis et d'autres pays – qui paie les familles pour envoyer leurs enfants, en particulier leurs filles, à l'école.

Comme les disparités sont plus fortes dans l'enseignement supérieur, la simple inscription des petites filles à l'école ne suffit pas ; il faut qu'elles poursuivent leur scolarité. Les pouvoirs publics, les enseignants et les collectivités doivent s'attaquer aux problèmes que posent notamment les préjugés sexistes renforçant l'infériorité du statut féminin, la médiocrité de l'enseignement, les mariages et grossesses précoces qui mettent souvent un terme aux études. En outre, il faut rendre la formation plus adaptée aux compétences requises aujourd'hui dans le monde du travail. Ces dispositions peuvent permettre aux jeunes filles de tirer un parti maximal de leurs études. Les pays qui s'engagent en faveur de l'égalité entre les sexes connaîtront une amélioration des bulletins scolaires, de la santé et de la prospérité.

Lori Ashford est consultante indépendante spécialisée en démographie mondiale, santé et condition féminine depuis vingt ans. Au Population Reference Bureau (PRB), elle a rédigé entre autres les très populaires fiches de données « Les Femmes de notre monde », ainsi que le numéro de *Population Bulletin* intitulé « Politiques de population : la promotion des droits de la femme ».

Rita Conceição

Bahia Street

Par Margaret Willson



Ayant connu la pauvreté dans sa jeunesse au Brésil, Rita Conceição a vu dans les études la voie pour en sortir. Sa détermination lui a permis d'obtenir un diplôme universitaire et son désir d'aider d'autres femmes l'a amenée à créer Bahia Street.

Née dans l'une des grandes favelas de la ville brésilienne de Salvador, Rita Conceição a été confrontée très tôt aux réalités de la violence, de la pauvreté et de la mort. Elle aspirait à vivre autre chose.

« Ma mère a eu plein d'enfants et une vie rude. Elle est morte jeune, si bien que j'ai élevé mes frères et sœurs. Je savais que je ne voulais pas de cette vie-là. »

Armée d'une grande détermination, Rita passait plus de deux heures par jour dans le bus pour se rendre à l'école, où elle apprit à lire et à écrire. Passionnée par les arts, elle se mit à la photographie. Encore adolescente, elle prit de courageux clichés des mouvements de protestation contre la dictature militaire alors au pouvoir au Brésil.

« Je n'avais pas conscience de ma race noire ou de mon sexe, dit-elle. A l'époque, personne ne parlait de racisme. » Mais, tout autour d'elle, elle voyait des femmes semblables à elle qui travaillaient comme domestiques pour des salaires de misère, car (exception faite de la prostitution) c'était le seul type d'emploi auquel elles avaient accès.

Rita décida qu'elle irait à l'université, un rêve quasi irréalisable pour une personne issue des favelas. Tout en travaillant à plein temps, elle passa à trois reprises le difficile examen d'entrée à l'université, sans succès. Puis elle s'y présenta une quatrième fois et réussit, ce qui lui permit d'entrer à l'université fédérale de Bahia, la meilleure de cet Etat.

Lors de notre première entrevue, en 1991, Rita était titulaire

d'un diplôme universitaire de sociologie. Une fois en mesure de quitter le bidonville où elle était née, Rita, à la différence de toute autre personne que j'y ai jamais rencontrée, décida d'y rester et de combattre les inégalités qu'elle connaissait si bien. Dès lors, quand, en 1996, elle m'invita à travailler avec elle pour lutter contre les inégalités dont souffraient les habitants de sa localité, je promis de l'aider dans toute la mesure de mes possibilités. Notre partenariat déboucha sur la création de l'organisation à but non lucratif Bahia Street.

En écoutant les doléances, Rita put répondre au fort besoin d'expression des habitants et ouvrir une large voie au changement. Elle mit en place un programme d'enseignement de qualité pour les jeunes filles, afin de leur permettre d'entrer à l'université et de modifier leur avenir. Elle s'inspira de ses propres luttes, exploitant la force qui l'avait propulsée de sa favela à l'université. Elle introduisit une conscience raciale et féministe dans les classes de Bahia Street. Constatant que les écolières étaient dans l'incapacité d'étudier parce qu'elles mouraient à moitié de faim, elle lança une formule de déjeuners, en achetant et cuisinant elle-même les aliments, puis finit par se faire aider. Par ailleurs, sachant que la plupart des jeunes filles issues des favelas se retrouvaient enceintes avant l'âge de 15 ans, elle commença à les informer sur la sexualité, les violences sexuelles ainsi que l'estime de soi.

« Pendant mon adolescence, dit-elle, les filles de ma famille n'étaient jamais autant valorisées

que les garçons. C'est encore le cas dans notre société, mais je dis aux filles que leurs racines fondent leur être. Je leur enseigne l'importance de la morale, du respect de soi et de la solidarité féminine. Elles voient chez moi la différence qui résulte des choix que l'on fait dans sa vie, ainsi que la force que cela nécessite. Ces qualités et ces connaissances sont essentielles si

l'on veut que la femme devienne l'égal de l'homme.»

Après avoir loué ou emprunté pendant des années de minuscules salles pour ses classes, Bahia Street finit par avoir la possibilité d'acheter un bâtiment. La seule difficulté, c'était que celui-ci menaçait ruine. Pour Rita, cela ne posait absolument aucun problème. Elle recruta des hommes

des environs et supervisa la reconstruction complète de l'édifice. Dans un souci d'économie, les ouvriers mélangeaient le ciment dans des brouettes et le déversaient à la main. Rita parcourait la ville, à la recherche de bonnes affaires; elle négociait avec des commerçants le don de matériaux qu'elle rapportait ensuite en bus, faute d'avoir une voiture. Le bâti-



Rita Conceição avec des élèves de Bahia Street.



Les cours de Bahia Street complètent l'instruction publique, en aidant les jeunes filles à se surpasser à l'école et à devenir des chefs de file et des modèles à suivre.

ment prit forme peu à peu. Une fois le premier étage quasiment fini, Rita, son personnel et les écolières s'y installèrent.

Le centre Bahia Street est aujourd'hui achevé. Il compte des salles de classe, une cuisine, une bibliothèque, un laboratoire d'informatique et beaucoup d'autres éléments, répartis sur cinq étages. Outre les programmes éducatifs et de soutien destinés aux jeunes filles, Bahia Street propose désormais des cours à leurs familles et à d'autres habitants de la localité. Le centre est devenu un refuge pour les jeunes filles et un lieu de rencontre.

« Nous apprenons aux adolescentes à se préoccuper également des autres dans leur vie. Les femmes prennent soin des enfants, et en cela réside l'avenir de notre société. Notre travail constitue une forme de résistance noire. Nous œuvrons à la survie des

Noirs à Bahia, en montrant que les femmes de couleur peuvent jouir de l'égalité des droits et façonner ainsi l'avenir. A Bahia Street, nous donnons aux jeunes filles la chance que ma mère n'a jamais eue. »

Quand les gens évoquent ses brillants succès, Rita se montre humble et réaliste. « A Bahia Street, dit-elle, j'ai vraiment trouvé mon identité. Réussir à créer Bahia Street reste un processus incroyable, qui m'a permis ma propre prise de conscience. »

Récemment, Daza, ancienne élève de Bahia Street, a obtenu un diplôme universitaire de journalisme. Elle donne aux habitants des bidonvilles une voix dont ils n'avaient jamais disposé auparavant. Et l'objectif à long terme du centre – promouvoir l'égalité des droits pour les femmes des favelas – devient réalité.

« Et le travail continue, dé-

clare Rita avec un sourire dont l'éclat reflète la souffrance, l'amour et la force. C'est le chemin qu'il nous faut tous suivre. Si nous voulons créer un monde meilleur, agissons par notre travail. »

Margaret Willson est cofondatrice et directrice internationale de Bahia Street. Elle enseigne l'anthropologie, en tant que chargée de cours à l'université de l'Etat de Washington. Son dernier ouvrage est intitulé *Dance Lest We All Fall Down: Breaking Cycles of Poverty in Brazil and Beyond* (University of Washington Press, 2010).

Familiariser les femmes avec les nouvelles technologies

Par Renée Ho

Dans les zones rurales, la technologie mobile améliore la vie de Sénégalaises illettrées tout en les alphabétisant. Cette initiative est l'œuvre d'une organisation qui leur apprend à se servir d'un téléphone portable.

Astou observe le photographe cadrant la salle de classe bondée du village. Elle cale l'enfant qu'elle est en train d'allaiter et braque sur lui son propre appareil photo – sauf que le sien est un téléphone portable. Depuis plusieurs semaines, Astou participe à une formation sur la technologie mobile organisée par la municipalité dans la langue locale, le wolof. Elle fait partie des centaines de Sénégalaises des zones rurales qui ont appris à passer et recevoir des appels, rédiger et envoyer des SMS et utiliser les diverses fonctions d'un mobile – calculatrice, réveil et même appareil photo.

Astou est une vive jeune femme de 24 ans, mère de quatre enfants. Elle a souvent vu son mari se servir du portable, mais avant ce stage, elle n'en avait jamais manipulé. « Il ne me laissait pas utiliser le téléphone parce qu'il avait peur que je gaspille son forfait, dit-elle en riant, mais maintenant il me demande de lui apprendre des choses, et nous sommes en train d'économiser pour en acheter un autre pour moi. »

Il y a deux ans, non seulement Astou ne savait pas se servir d'un mobile, mais elle était analphabète. Impossible donc d'écrire ou

de lire un SMS. Comme la plupart des habitantes de son village de la région de Vélingara, elle n'avait jamais fréquenté l'école. Les tâches ménagères et le coût des études avaient empêché sa scolarisation. Elle s'est mariée à 16 ans, un âge normal pour les jeunes Sénégalaises des régions rurales.

Dans un pays où la population est alphabétisée à 41,9 % seulement, Astou fait figure d'exception et est en train de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. En 2008, Tostan, une organisation non gouvernementale de promotion du développement, lançait dans son village le Programme de renforcement des capacités communautaires (PRCC), trente mois de formation avec pour toile de fond le respect des droits de l'homme. Plus de 80 % des inscrits sont de sexe féminin. Le PRCC commence par des modules sur les droits de l'homme, la démocratie, la santé, l'hygiène et la méthodologie de résolution de problèmes. Il se poursuit avec des séances d'alphabétisation, de calcul et de gestion.

Arrivés au stade où ils maîtrisaient les bases de la lecture et de l'écriture, les participants manquaient souvent de moyens d'entretenir ce savoir. Tostan s'est donc associée à l'UNICEF pour lancer, en 2009, l'initiative Jokko



Jokko, le programme de désenclavement local de l'ONG Tostan, apprend aux femmes à se servir d'un téléphone mobile.

(*jokko* signifie « communication » en wolof). Il s'agit, dans le cadre du PRCC, d'utiliser le mobile pour consolider les acquis. Le module Jokko apprend aux participants à se servir des fonctions principales d'un téléphone portable et des textos. Il repose sur des supports visuels interactifs et des saynètes centrés sur les diverses applications et mettant en avant la relative modicité du coût d'un SMS. « Je suis meilleure que mon mari pour l'envoi de textos, et cela nous permet d'économiser des appels coûteux », explique Astou.

A l'extérieur de la salle de classe, les étudiants font cercle autour d'un bizarre assemblage de morceaux de bois. Après quelques explications, il s'avère que ce montage représente un manguier. Khady, 52 ans, parcourt les « branches de l'arbre » et s'arrête à chaque fourche surmontée d'un écriteau indiquant : « Contacts », « Chercher », « Ajouter contact ». Cette activité apprend aux utilisateurs à s'y retrouver dans le menu principal d'un téléphone portable. Voilà un petit exemple de l'efficacité du modèle d'enseignement de Tostan, qui adapte les leçons aux contextes culturels et utilise des références locales judicieuses.

« Avant, si je voulais envoyer un SMS, je devais demander de l'aide, confie Khady. Aujourd'hui, je suis beaucoup plus indépendante. Ce sont les gens qui viennent vers moi, et je suis heureuse de leur montrer. » Pour ses utilisatrices, la téléphonie mobile fait office de porte-voix et leur permet de peser davantage sur les processus décisionnels locaux. Les femmes deviennent alors agents



Une villageoise s'entraîne à utiliser son mobile tout en prenant des notes.

de leur propre changement. Khady poursuit ses explications sur le PRCC qui lui a donné les bases des mathématiques et de la gestion. Entourée d'enfants – garçons et filles – elle montre comment elle utilise la calculatrice du téléphone pour gérer son entreprise de vente d'arachide.

La technologie mobile offre aux Sénégalaises une connexion avec les marchés et leurs débouchés, les membres de leur famille expatriés et, surtout, entre elles. Le portable joue un rôle clé dans l'organisation collective et la mobilisation sociale. L'initiative Jokko lancée par Tostan a abouti au développement d'une plate-forme unique de réseautage social qui permet aux participants d'envoyer un SMS sur un serveur central, d'où il est relayé à une communauté tout entière d'autres utilisateurs. Une participante ex-

plique : « C'est quand vous envoyez des messages multiples en une seule fois – une méthode moins chère de communication. » Cette plate-forme sert à de nombreuses campagnes locales d'information. Les femmes envoient, par exemple, des rappels relatifs aux vaccinations et aux dates d'inscription scolaire.

L'initiative Jokko a touché 350 villages et se poursuit. Tostan a formé directement quelque 23 585 personnes. Mais la soif de connaissances et la hâte des participants à transmettre leur savoir signifient que des milliers de personnes supplémentaires ont sans doute bénéficié de ce projet.

Pour la prochaine phase, Tostan s'associera à la Rural Energy Foundation (http://www.solarnow.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=6&Itemid=7), une organisation à but non lucra-



Des femmes, pour certaines analphabètes, apprennent à s'y retrouver dans le menu principal d'un téléphone mobile grâce à un assemblage de branches sur le sol.

tif qui aide les collectivités rurales à utiliser les énergies renouvelables. Sachant qu'à l'heure actuelle, près de 80 % des zones rurales du Sénégal manquent d'électricité, le rechargement des

téléphones portables implique souvent des périodes risquées et peu pratiques vers le village le plus proche. Afin de remédier à ce problème, Tostan va expérimenter des stations solaires de charge-

ment qui seront gérées par les collectivités locales. Ces télécentres fourniront de l'électricité pour recharger les mobiles, et les revenus dégagés par ces micro-entreprises seront réinvestis dans d'autres projets locaux de développement.

L'utilisation du téléphone portable en Afrique croît deux fois plus vite qu'ailleurs. Au Sénégal, les achats de cartes SIM ont quasiment doublé de 2007 à 2009, atteignant 6,9 millions. Mais, Tostan en a fait l'expérience, les chiffres absolus ne suffisent pas à émanciper les collectivités. Dans les pays à faible revenu, le succès va souvent de pair avec la réduction des inégalités entre les sexes. Il faut impérativement mettre les connaissances et les techniques entre les mains des femmes – au sens propre – pour atteindre un développement durable.

Renée Ho est bénévole pour Tostan International à Dakar, au Sénégal. Elle s'intéresse tout particulièrement à la condition féminine et au clivage technologique dans les pays à faible revenu. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.tostan.org.



CHAPITRE

3



LES FEMMES ET LA SANTÉ

Des femmes en bonne santé représentent un atout pour leurs proches et pour la société. Garder la forme leur permet de s'occuper de leur famille, de gagner un revenu et de participer à la vie communautaire. Ici, une mère et son enfant au Botswana.

LES FEMMES ET LA SANTÉ

Par Lori Ashford

La santé féminine peut constituer un baromètre de la progression d'une nation. Les pays en butte à la pauvreté, à la corruption, à la guerre ou à une gouvernance médiocre négligent fréquemment leurs citoyens les plus vulnérables. Or ce sont souvent les femmes. Lorsqu'elles se portent mal, leur productivité baisse, et la sécurité de leurs enfants et de leur famille en pâtit. Les conséquences économiques sont inévitables. C'est dire s'il est utile, tant sous l'angle du respect des droits fondamentaux que dans un souci économique, d'investir dans la santé des femmes.

L'inégalité en matière de santé

Les statistiques le montrent, les femmes vivent plus longtemps que les hommes, mais elles risquent de passer une plus grande partie de leur vie en mauvaise santé pour des raisons variées, tenant moins à des différences biologiques qu'à la misère et à la discrimination sexiste qu'elles subissent. Des familles pauvres investissent peut-être moins dans leurs filles qu'elles pénalisent par rapport à leurs fils en matière d'alimentation, de soins médicaux et d'éducation. De tels handicaps dans les premières années de la vie ont des répercussions à long terme pour la santé et le bien-être. Par exemple, les grossesses précoces, courantes dans les pays et les communautés qui admettent les mariages d'enfants, génèrent des risques sanitaires et diminuent l'espérance de vie des mères adolescentes et de



leurs bébés. Les femmes sous-alimentées s'exposent à mettre au monde des nourrissons de poids réduit qui, à leur tour, seront prédisposés à la mort prématurée et à la maladie. La santé des femmes et des fillettes subit une menace supplémentaire dans les pays dont la culture manifeste une préférence pour les garçons, comme c'est le cas en Chine et en Inde. Les avortements sélectifs en fonction du sexe et les infanticides féminins ont engendré une pénurie de millions de filles. Ce déficit de femmes par rapport aux hommes peut avoir des répercussions sociales alarmantes. En avril 2011, un rapport publié dans *The Economist* démontrait qu'en Inde, le déséquilibre démographique a entraîné, entre autres abus, une augmentation de la traite des mineures. En outre, des données tirées des

Le programme Healthy Family forme à la fois des bénévoles, pour diffuser des messages sanitaires importants, et du personnel soignant. Il contribue à la bonne santé de Sameera Fazilova et de sa fille Mamura, habitantes de la ville ouzbèke de Termez.



études du Fonds des Nations unies pour la population vont dans le même sens (UNFPA, 2004).

Dans les pays en développement, les femmes paient un lourd tribut à la grossesse et à l'accouchement. Selon des évaluations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'année 2010, 358 000 femmes meurent chaque année de suites évitables de la grossesse et de la naissance ; 99 % de ces décès surviennent dans les pays en développement. A l'inverse, dans les pays industrialisés où les femmes mettent leurs enfants au monde dans les hôpitaux et peuvent bénéficier de soins en cas de complications dues à la grossesse, les décès maternels sont extrêmement rares.

La mortalité maternelle se produit pour l'essentiel dans les deux régions les plus pauvres du globe : l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud. En Afrique subsaharienne, où une forte fécondité multiplie les dangers liés à la maternité, une femme sur trente et une risque de mourir des conséquences d'une grossesse ou d'un accouchement

(OMS, 2010). Dans les pays industrialisés, le risque est de 1 sur 4 300. En dehors de l'Afrique, l'Afghanistan est le pays où il est le plus dangereux d'entreprendre une grossesse, avec une probabilité de décès maternel de un sur onze.

Des millions de femmes subissent des dommages physiques ou des handicaps à long terme, tels l'incontinence ou la rupture d'organes, faute de soins appropriés lors de la grossesse et de la naissance. Nombre de ces pathologies échappent à tout signalement car, dans les pays en développement, les femmes les jugent normales. Les moyens techniques et les connaissances permettant de prévenir décès et dommages corporels injustifiés existent depuis longtemps, mais la géographie, la médiocrité des systèmes de santé, les préjugés sexistes et l'inertie politique constituent autant d'obstacles à l'amélioration des maternités.

La pandémie du VIH/sida menace également la santé féminine dans les pays et les communautés pauvres. Là où le virus se diffuse par des rapports hétérosexuels,

Deux médecins afghans examinent la radio d'une patiente à l'hôpital pour femmes Rabia Balkhi de Kaboul.



A Quezon, aux Philippines, manifestation féminine en faveur d'une loi garantissant aux femmes un accès universel aux programmes de santé reproductive et de protection maternelle.

les femmes sont plus vulnérables à l'infection que les hommes pour des raisons physiologiques et sociales, notamment du fait de leur dépendance économique envers les hommes, de leur impuissance à exiger de leurs partenaires masculins des pratiques sexuelles protégées et – trop souvent – à cause de relations sexuelles forcées. Selon un rapport de 2009 de l'ONUSIDA, « On estime que 50 millions de femmes en Asie risquent une contamination par leurs partenaires masculins [...] adeptes de pratiques sexuelles à risque. »

Des tendances récentes encourageantes

Aujourd'hui – et c'est une bonne nouvelle – les femmes se marient plus tard dans tous les pays en développement. Elles diffèrent les premières naissances et ont moins d'enfants que leurs mères. Ces tendances vont de pair avec le prolongement de la scolarité chez les filles et avec l'adoption de plus en plus fréquente par les femmes et les couples du contrôle des naissances. Toutefois, sur ce dernier point, la demande demeure dans une large mesure insatisfaite.

Selon un rapport de 2009 du Guttmacher Institute, plus de 200 millions de femmes à travers le monde souhaitent éviter une grossesse sans pour autant recourir à une contraception moderne. Ce comportement est en partie responsable des dizaines de millions de naissances non désirées et d'avortements risqués tous les ans, souvent chez les femmes les plus pauvres, qui sont les moins en mesure d'obtenir et d'utiliser les soins adéquats.

Les estimations de l'OMS pour 2010 ont montré sur le plan mondial une chute de la mortalité maternelle d'environ un tiers de 1990 à 2008, grâce à un certain nombre de facteurs comme la disponibilité de moyens contraceptifs, de soins prénataux et d'assistance compétente pendant l'accouchement. Des pays aussi différents que la Bolivie, la Chine, l'Erythrée, l'Iran, la Roumanie et le Vietnam ont enregistré des progrès remarquables. Toutefois, il reste un travail beaucoup plus considérable à accomplir pour que tous les pays remplissent l'Objectif du millénaire pour le développement visant à réduire le nombre des décès maternels des trois quarts (par rapport aux niveaux de 1990) d'ici à 2015.



A Madagascar, des partenariats entre associations locales et organisations internationales dispensent soins et conseils aux femmes enceintes et aux jeunes accouchées.

Un agenda serré

Les pays qui ont donné la priorité à la santé féminine dans leur politique nationale ont progressé de façon notable. Il faut inciter les femmes à cerner leurs besoins en matière de santé et à faire entendre leurs revendications afin d'en informer les dirigeants politiques qui pourront prendre des mesures.

Conscient des difficultés que rencontrent les femmes, notamment en matière de soins, le président Obama a nommé une première ambassadrice itinérante à la condition féminine, Melanne Verveer. Hillary Rodham Clinton, la secrétaire d'Etat américaine, a fait de la condition féminine dans le monde un dossier fortement prioritaire du département d'Etat. En 2009, le président Obama a affecté 63 millions de dollars sur six ans à la Global Health Initiative, qui institue un partenariat entre organismes fédéraux afin d'améliorer les soins dans les pays en développement, en particulier pour les femmes et les enfants. Des associations de lutte contre le VIH/sida, dont mothers2mothers (voir l'article p. 48), bénéficient des financements de l'Agence américaine pour le développement international, ainsi que du Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida.

L'amélioration de la santé des femmes commence par la reconnaissance de la spécificité de leurs besoins par rapport aux hommes et des disparités qui existent en matière de soins médicaux. Il est indispensable d'adapter une méthode comparative afin de mettre au jour les inégalités entre les deux sexes face à la santé et de s'y attaquer. La démarche implique d'accorder la priorité aux fillettes, aux adolescentes et aux femmes marginalisées qui souffrent de pauvreté et d'exclusion et de faire évoluer les mentalités et les pratiques préjudiciables à la santé des femmes. Par ailleurs, les hommes doivent se comporter en partenaires de la santé féminine, se porter garants de relations sexuelles et de grossesses protégées et participer à l'éducation de la génération nouvelle de jeunes dirigeants – filles et garçons.

Lori Ashford est consultante indépendante spécialisée en démographie mondiale, santé et condition féminine depuis vingt ans. Au Population Reference Bureau (PRB), elle a rédigé entre autres les très populaires fiches de données « Les Femmes de notre monde », ainsi que le numéro de *Population Bulletin* intitulé « Politiques de population : la promotion des droits de la femme ».

Salwa Najjab

Palestinienne et passionaria de la santé

Par Naela Khalil

Il n'a pas été facile à Salwa Najjab de surmonter les préjugés sexistes dans des hôpitaux où les hommes avaient le pouvoir. Toutefois, sa réussite a inspiré d'autres femmes arabes. Sa fondation, Juzoor, assure des soins aux patients démunis des déserts médicaux.

Salwa Najjab était la meilleure de sa classe en maths, et sa passion pour cette discipline l'aurait amenée tout droit en faculté d'ingénierie sans son professeur russe de mathématiques, qui l'orienta vers des études de médecine: « Avec votre intelligence et votre forte personnalité, vous serez plus utile aux femmes de Palestine comme médecin que comme ingénieur », lui assure-t-elle. Aujourd'hui, Salwa Najjab est en train de révolutionner l'administration des soins médicaux dans les Territoires palestiniens.

C'est le milieu hospitalier qui éveille sa curiosité et sa soif de connaissances. Salwa Najjab y découvre que sa profession va la mettre en contact avec une multitude de femmes vivant dans des conditions extrêmement différentes des siennes. « L'hôpital et l'exercice de la médecine m'ont ouvert les yeux sur une misère et des difficultés que je ne soupçonnais pas », avoue-t-elle. Son combat professionnel et personnel en faveur des droits de la femme et de l'amélioration des soins destinés aux patientes remonte à ses débuts de médecin à l'hôpital Al-Maqasid de Jérusalem, en 1979.

Vers 1985, Salwa Najjab passe à la vitesse supérieure. Sa sacoche et sa trousse de médecin à la main, elle se rend dans des villages palestiniens et dans des camps de réfugiés pour effectuer des bilans de santé sur la population féminine et la soigner. Ne comptant ni son temps ni sa peine, même dans les conditions les plus extrêmes, elle introduit le changement sur le terrain.

Aujourd'hui, après plus de

trente ans de travail dans des hôpitaux et des cliniques de différentes régions des Territoires palestiniens, Salwa Najjab dirige la Juzoor Foundation for Health and Social Development à Jérusalem (*juzoor* signifie « racines » en arabe). Elle poursuit son rêve avec enthousiasme, même si, avoue-t-elle, il est désormais plus difficile « d'inciter les décideurs de la politique de santé à améliorer le niveau des services médicaux destinés aux femmes, et à combler l'écart entre les prestataires de services et les patients ».

L'optimisme de Salwa Najjab est contagieux. Elle garde le sourire, en dépit des difficultés rencontrées au cours de sa vie. Ses premières années de scolarité se déroulent dans huit établissements différents de Ramallah, d'Hébron et de Jordanie. Son père

travaille d'abord au ministère jordanien de l'Éducation, avant d'entrer à l'UNESCO, si bien que sa famille déménage régulièrement. Comme ses trois frères et sœurs, elle change très souvent d'école, ce qui ne facilite pas les amitiés durables. Toutefois, elle reste sans effort particulier une excellente élève.

En 1971, Salwa Najjab part pour la Russie et l'université de Moscou. Après une année d'apprentissage du russe, elle s'inscrit à l'Académie médicale d'État du Kouban, à Krasnodar. Les relations avec ses camarades s'avèrent plus difficiles pour elle que l'étude d'une nouvelle langue ou d'autres disciplines pointues. Certains étudiants arabes la considèrent avec réprobation; d'autres jugent qu'elle n'y arrivera sans doute pas, puisqu'elle est une femme. Elle



A Gaza, des Palestiniennes attendent pour faire soigner leurs enfants au dispensaire de l'Office de secours et de travaux des Nations unies.

persévère, bravant ceux qui doutent de ses capacités, et devient un modèle de réussite universitaire, ainsi qu'un exemple à suivre pour les Palestiniennes allant étudier à l'étranger.

Son premier poste à l'hôpital Al-Maqasid est une véritable gageure. Seule femme interne, elle commence par travailler en obstétrique et en gynécologie. Ses confrères ont du mal à accepter la présence d'une femme avec qui ils sont en rivalité professionnelle. Le plus dur pour le docteur Najjab est de se voir aussi rejetée par les infirmières, habituées à faire équipe avec des hommes. Elles estiment qu'un médecin de sexe masculin est plus compétent et professionnel que son homologue féminin. Ce machisme ambiant se répercute sur la répartition du travail : à Salwa Najjab les consultations de routine avec les patientes à l'hôpital, aux hommes les interventions chirurgicales et les circoncisions. Les médecins ne s'attendaient pas à ce que cette calme et jolie jeune femme s'oppose à ces dispositions, ni à voir le chef de service la soutenir.

« J'ai refusé leur organisation phalocrate, se souvient Salwa Najjab, et suis restée sur ma position : participer aux opérations chirurgicales et effectuer des circoncisions sur des garçons. Ils n'ont pas apprécié et m'ont surnommée "le coq". »

C'est à l'hôpital que Salwa Najjab est, pour la première fois, confrontée à la discrimination envers les femmes : « J'ai grandi dans une famille qui offrait les mêmes chances à tous. Dans les années 1960 déjà, mon grand-père avait permis à mes tantes d'aller faire



Dans un dispensaire local de Cisjordanie, une infirmière examine ses patientes. Ce centre de soins fait partie du dispositif phare de l'USAID visant à améliorer le réseau médical local.

des études en Grande-Bretagne, il les autorisait à travailler à l'extérieur et à ne pas rentrer le soir. Je suis tombée des nues devant l'attitude de mes confrères à l'hôpital. »

Salwa Najjab prend également conscience de l'inégalité liée au statut de femme. « J'avais l'impression de découvrir d'un œil neuf la société qui m'entourait. J'ai été effarée d'accoucher une jeune fille d'à peine 15 ans, d'entendre des femmes m'affirmer spontanément que les hommes décidaient seuls du futur mari de leurs filles, de l'utilisation d'un contraceptif et du nombre d'enfants du couple. » Et d'ajouter : « Les femmes n'ont pas le droit de défendre leur propre droit aux études... C'est un cycle qu'il faut rompre. »

La famille Najjab donnait du prix à la connaissance. Le père de Salwa va défier les conventions en l'envoyant à l'université en Russie. Sans avoir mené à bien ses études, sa mère n'en encourage pas moins ses quatre enfants – filles et garçons – à poursuivre leur éducation. Tous sont diplômés de l'enseignement supérieur.

« A la différence d'autres mères, la mienne ne m'a jamais parlé mariage. Au contraire, elle ne cessait d'insister sur l'importance de l'instruction dans la vie d'une femme », se rappelle Salwa Najjab.

Après sept années à l'hôpital Al-Maqasid, pendant lesquelles elle contribue à la création de plusieurs cliniques perfectionnées à

Jérusalem et dans ses banlieues, Salwa Najjab part travailler sur le terrain. « Je me suis rendu compte que seule une minorité de gens venaient à l'hôpital, par pauvreté ou par ignorance, constate-t-elle. Si je voulais soigner les femmes, il me fallait aller à leur rencontre, là où elles se trouvaient. »

En 1985, le docteur Najjab et un groupe de professionnels de la santé commencent des tournées dans les villages et les camps de réfugiés. La réaction de la population est positive, mais certains médecins lui reprochent de nuire au « prestige » de la profession en se déplaçant chez les patients au lieu de les inciter à se rendre aux consultations.

En violant cette règle de prestige, Salwa Najjab et ses confrères découvrent des conditions de vie qu'ils ne connaissaient pas dans leurs cliniques bien organisées, équipées de chauffage en hiver et de ventilation en été. Dans des endroits reculés, ils rencontrent des populations souffrant d'un grave manque de soins médicaux, exacerbé par la situation politique complexe résultant du conflit israélo-palestinien. « Je me suis occupée de femmes qui ne disposaient pas de sanitaires chez elles, témoigne Salwa Najjab, et d'autres qui vivaient dans des logements indignes. Je me suis heurtée à une réalité cruelle qui a bouleversé toutes mes convictions sur le concept de santé : j'ai compris qu'il ne s'agissait pas uniquement de bien-être physique, mais que la santé dépendait également des conditions économiques, sociales et psychologiques, ainsi que de l'environnement. »

Salwa Najjab a mené de mul-

tiples combats et continue de le faire. Ses convictions et ses décisions sont parfois contraires aux traditions d'une société qui limite les droits des femmes. Cette militante agit. Ainsi, à Ramallah, elle a été l'une des cofondatrices du Centre de conseil social et juridique pour les femmes. Ce centre recueille des femmes victimes de violences, leur offre une assistance juridique, transmet leurs dossiers à la police et les héberge dans un lieu de vie sécurisé pour assurer leur protection.

« Je croyais qu'au fil du temps les choses s'amélioreraient. Mais c'est l'inverse que je constate aujourd'hui. Dans notre contexte social de frustration politique et de pauvreté, les mouvements fondamentalistes se sont développés et ils travaillent activement à un retour en arrière de la société, à tous les niveaux. Les femmes et les droits des femmes en sont les victimes les plus visibles », témoigne-t-elle.

Tout en dirigeant la fondation Juzoor, qui a pour objectif d'influencer les décisions politiques en matière de santé, Salwa Najjab est à la tête du Middle East and North Africa Health Policy Forum, où elle continue sa lutte pour le changement. Le consulat général américain à Jérusalem a proposé son nom en 2010 pour le Prix du courage féminin décerné par le département d'Etat des Etats-Unis.

Entre son mari, ses trois enfants, ses activités professionnelles et militantes, le docteur Salwa Najjab mène une vie bien remplie. Sa prescription pour réussir : « Aborder la vie avec un optimisme délibéré. »

Journaliste palestinienne, **Naela Khalil** a remporté, en 2008, le prix Samir Kassir de la liberté de la presse.

Mothers2mothers

Aider les mères séropositives

Par Maya Kulycky

La pandémie du VIH/sida sévit en Afrique subsaharienne, mais au Kenya, l'organisation non gouvernementale mothers2mothers aide les femmes séropositives et leur famille à vivre pleinement leur vie en dépit de la maladie.

Teresa Njeri, qui élève seule son enfant, rêve d'une maison pour elle et son fils. Elle a acheté un terrain à Kiambu, à la périphérie nord de Nairobi, la capitale du Kenya, et y voit déjà la bâtisse qu'elle prévoit de faire construire, avec trois chambres à coucher, une « grande cuisine » et une cour où son fils de six ans pourra jouer. Imaginer un avenir heureux et avoir les moyens de le réaliser est une grande nouveauté pour elle. Il y a dix ans, Teresa était persuadée que son fils et elle allaient mourir.

En 2001, alors qu'elle en est à son cinquième mois de grossesse, Teresa Njeri apprend qu'elle est séropositive. « J'ai tout de suite pensé à la mort, se souvient-elle. Tous mes espoirs ont volé en éclats. » L'infirmière au dispensaire lui signale qu'elle peut protéger son bébé du VIH, mais sans se montrer « convaincante, ni très sûre d'elle ». Quoi qu'il en soit, Teresa rejoint un programme de prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME). Entre-temps, elle révèle sa séropositivité à son mari, qui a reçu le même diagnostic. Comme tous ceux qui redoutent la stigmatisation associée au VIH, le couple dissimule son statut. Il se sépare peu après

la naissance de l'enfant, qui n'est pas contaminé.

Quelques mois plus tard, Teresa est hospitalisée et apprend alors qu'elle a le sida. Son père, informé par le personnel hospitalier, en avise le reste de la famille, qui l'exclut et emmène son fils dans le village familial. « Je me suis donc retrouvée absolument seule au monde », raconte la jeune femme.

Teresa s'enfuit, se fait soigner et se propose comme bénévole auprès d'autres malades du sida. Mais, se souvient-elle, elle n'a « toujours aucun but dans la vie. Et aucun espoir. » Elle découvre alors l'organisation mothers2mothers, grâce aux infirmières de l'hôpital où elle est bénévole. Celles-ci lui expliquent que cette organisation cherche des femmes formées à la prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant. Sa candidature acceptée, Teresa devient mère mentor pour mothers2mothers.

Les partenariats internationaux

Mothers2mothers – financée par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida



Mathakane Metsing et sa fille chez elle à Khatleng, au Lesotho. Elle a bénéficié de l'aide de mothers2mothers et y travaille maintenant comme mentor auprès d'autres femmes.



Ntsiuoa Ralefifi (au centre) participe à une réunion d'un groupe de soutien à l'hôpital Mafeteng du Lesotho. Quand elle a appris qu'elle était séropositive, la jeune femme s'est inscrite à un programme PTME.

(PEPFAR), les U.S. Centers for Disease Control (CDC), la fondation Elton John contre le sida, Johnson & Johnson, et d'autres entreprises et fondations partenaires – forme des mères séropositives et les emploie comme mentors. Leur mission consiste à dispenser des conseils, des informations et un soutien aux femmes enceintes et nouvelles mères ayant récemment appris leur séroposi-

tivité. Cette méthode novatrice et durable est à l'avant-garde de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. L'organisation mothers2mothers gère 680 structures dans neuf pays subsahariens et vient en aide à environ 85 000 nouvelles patientes par mois.

Le continent africain ploie sous le fardeau du VIH/sida. Sur les 33 millions de personnes tou-

chées à travers le monde, 22 millions se trouvent en Afrique subsaharienne; 90 % des nouveau-nés infectés par le virus voient le jour dans la région et 75 % des femmes enceintes séropositives vivent dans douze pays d'Afrique, selon les études d'AVERT (www.avert.org), de l'équipe d'appui aux régions de l'ONUSIDA pour l'Afrique orientale et australe (<http://www.unaids.org/fr/>

ourwork/regional support teams) et le Rapport 2010 de l'Organisation mondiale de la santé *Vers un accès universel*. Or la région manque cruellement de médecins et d'infirmières.

Pour combler ce vide médical, mothers2mothers fait appel à des mères séropositives chargées d'expliquer aux femmes enceintes que le dépistage et le traitement peuvent leur permettre de donner naissance à des enfants en bonne santé et que des médicaments sont disponibles, si besoin. Les mères mentors œuvrent aux côtés de médecins et de personnel infirmier dans les centres médicaux et veillent à ce que les patientes comprennent, acceptent et suivent les traitements qui leur sont prescrits. Elles sont membres rémunérés des équipes médicales.

Emanciper les femmes, protéger les enfants

Les résultats parlent d'eux-mêmes. Au Lesotho, 92 % des femmes enceintes qui ont bénéficié des services de mothers2mothers au moins trois fois par semaine ont pris des médicaments antirétroviraux pendant leur grossesse, contre 71 % pour celles qui en ont bénéficié une fois par semaine. Or la prise d'antirétroviraux est une condition essentielle pour réduire la transmission du VIH de la mère à l'enfant. En outre, 97 % des patientes très suivies passent des tests de numération des CD4 qui déterminent la quantité des cellules T auxiliaires que le corps emploie pour lutter contre les infections. Un test CD4 indique le degré de progression de l'infection au VIH et c'est la première

étape pour recevoir la thérapie antirétrovirale hautement active (HAART), qui permet d'éviter l'issue fatale.

Responsabilisées par le soutien que leur apportent les programmes de mothers2mothers, les femmes deviennent formatrices pour leurs consœurs. Elles font figure de modèles dans leur entourage, tout en étant rémunérées et en acquérant une expérience professionnelle appréciable.

Teresa estime que mothers2mothers lui a redonné un but dans la vie. Ses collègues l'ont encouragée à reprendre des études. Elle a choisi le domaine de la santé et du développement communautaires. « J'ai le sentiment que Dieu m'a créée [...] pour parler à ces femmes, les aider à se prendre en main et les encourager », explique-t-elle.

Teresa cite l'exemple de cette femme enceinte séropositive adepte de l'akorino, un mouvement religieux africain dont les membres refusent souvent le recours à la médecine. « Je l'ai vue en arrivant au travail », se souvient-elle. Teresa lui donne son numéro de téléphone : « Le lendemain, elle m'appelle et me dit qu'elle est là, devant l'hôpital. » La jeune femme passe un test de dépistage qui se révèle positif. « Je lui ai dit : "Ne t'en fais pas, tu vas vivre très longtemps." Je lui ai expliqué que j'étais séropositive moi aussi », raconte Teresa, qui la convainc de suivre un traitement PTME et d'accoucher à l'hôpital. L'enfant sera séronégatif. « J'ai eu l'impression d'avoir remporté une grande victoire », s'exclame Teresa.

Mothers2mothers cherche à toucher davantage de femmes

dans un plus grand nombre de pays et dans ceux où elle travaille déjà. La portée de son action est évidente et la méthode est simple – une femme qui parle à une autre peut aider à prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

Maya Kulycky est directrice de la communication internationale à mothers2mothers. Elle est aussi conférencière en journalisme politique à l'université du Cap, en Afrique du Sud. Ancienne reporter pour les chaînes ABC News et CNBC, elle est diplômée de l'université Johns Hopkins, titulaire d'un master du Goldsmith's College de l'université de Londres et d'un diplôme de droit de la Yale Law School.



CHAPITRE

4



LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

La violence à l'égard des femmes est un problème grave et répandu dans le monde entier. Victimes de la traite à des fins sexuelles et du travail forcé, les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables dans les zones de conflit. Cette femme fait partie des centaines de victimes de viols lors de l'attaque d'un village par des rebelles en République démocratique du Congo.

LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Par Robin Haarr

Les violences infligées aux femmes constituent une grave violation des droits fondamentaux et posent un problème de santé publique à l'échelle mondiale. La Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1993, définit ce type de violence en ces termes : « tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée ».

Un problème grave et fréquent

Des recherches internationales, menées au cours des deux dernières décennies notamment par l'Organisation mondiale de la santé, montrent que la violence à l'égard des femmes constitue un problème beaucoup plus grave et répandu qu'on ne le pensait auparavant. On estime que, dans le monde, une femme sur trois a été victime d'un viol, de coups ou de mauvais traitements. Si elle n'épargne aucune culture et aucune société, la violence envers les femmes connaît une fréquence variable suivant les pays. Les sociétés privilégiant les pratiques patriarcales traditionnelles qui accentuent le rapport de forces entre les hommes et les femmes tendent à enregistrer des taux plus élevés de violence à l'égard des femmes. Ces taux sont en géné-



ral supérieurs dans les sociétés qui enferment les femmes dans un carcan social ou les confinent au foyer, les empêchent d'entrer sur le marché du travail et restreignent leur droit de posséder des biens et d'hériter. Ce phénomène est plus courant dans les pays qui appliquent une législation restrictive sur le divorce, où les services de soutien aux victimes font défaut et où aucune loi ne protège efficacement les femmes violentées ni ne punit leurs agresseurs. Ce type de violence résulte des inégalités entre les sexes et empêche les femmes de progresser pleinement dans la société.

A Dhaka, au Bangladesh, une militante participe à une veillée silencieuse pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.



Deux des formes de violence les plus courantes et les plus universelles à l'égard des femmes sont les violences sexuelles et les violences entre partenaires intimes. Ces dernières, qu'elles soient exercées par un partenaire actuel ou ancien ou par un conjoint, constituent un problème grave qui affecte des millions de femmes dans le monde. La violence peut être d'ordre affectif, économique, psychologique ou physique, et aller jusqu'aux sévices sexuels voire au meurtre. Dans les pays où ont été réalisées des études fiables de grande ampleur, entre 10 % et 71 % des femmes affirment avoir été brutalisées ou violées, ou les deux, par un partenaire intime (OMS). Les violences commises par un partenaire sont si solidement enracinées dans de nombreuses cultures et sociétés que des millions de

femmes les considèrent comme un lot inévitable de la vie et du mariage. Beaucoup de femmes battues souffrent en silence par crainte de châtiement, de répercussions négatives ou de stigmatisation.

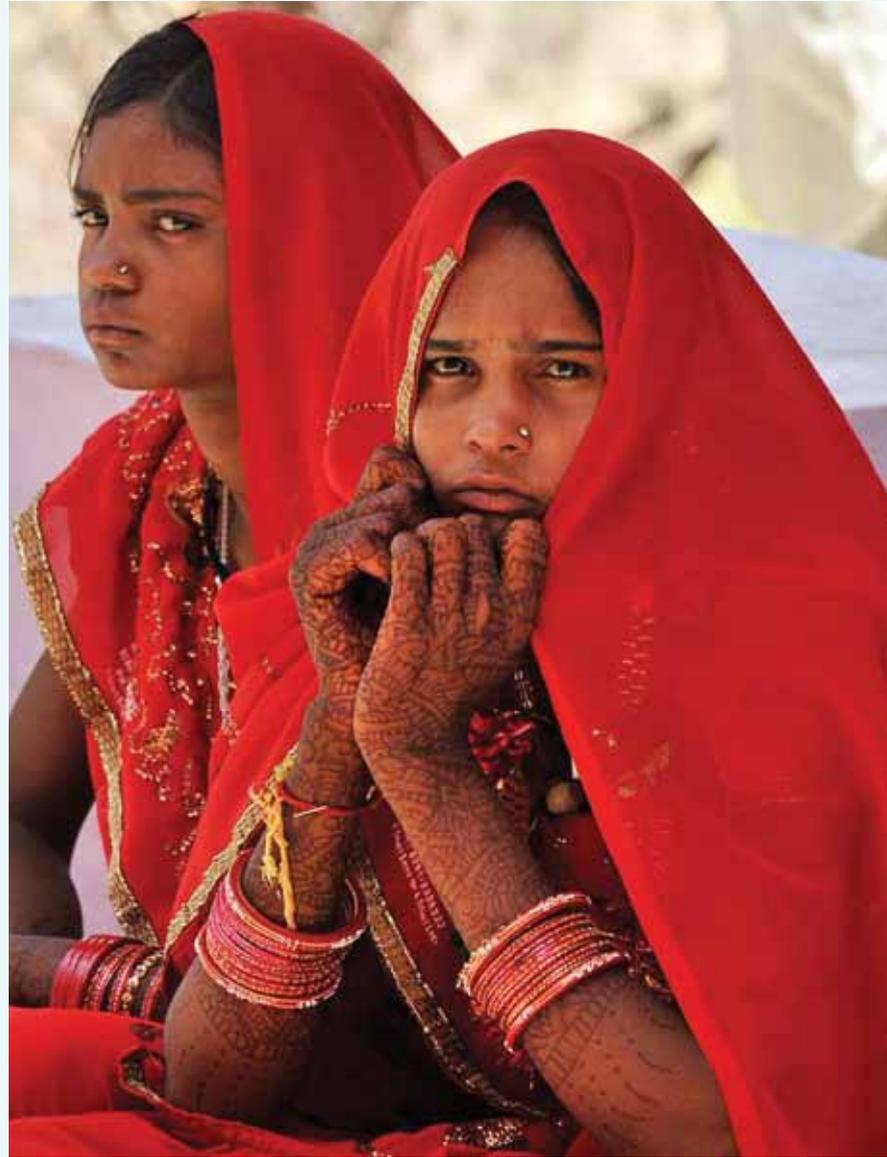
Les violences sexuelles comprennent le harcèlement, les sévices et le viol. On croit souvent, à tort, que les femmes risquent davantage d'être agressées par des étrangers. En réalité, elles sont beaucoup plus exposées à des violences sexuelles de la part d'hommes qu'elles connaissent ou avec lesquels elles entretiennent des relations intimes. En temps de guerre ou de conflit armé, le viol et les sévices sexuels infligés aux femmes sont une tactique systématique utilisée par les militaires et les groupes ennemis pour servir leurs objectifs politiques.

A Milan, en Italie, des manifestantes brandissent des portraits de victimes pour protester contre les violences infligées aux femmes.

Facteurs culturels et violence domestique

Dans de nombreuses parties du globe, la violence à l'égard des femmes et des jeunes filles se fonde sur des pratiques culturelles et historiques. Dans certaines régions, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, les mutilations génitales constituent une forme courante de violence envers les femmes. D'autres sont liées au mariage – mariage d'enfants, mariage arrangé sous contrainte, enlèvement de l'épouse, décès et violences en rapport avec la dot. Les mariages précoces et forcés sont fréquents en Afrique, en Asie méridionale et centrale, au Moyen-Orient. L'Asie méridionale enregistrerait certains des taux les plus élevés de mariages d'enfants au monde. Dans cette région, des jeunes épouses sont assassinées ou conduites au suicide par la torture et le harcèlement constants de leur mari et de leurs beaux-parents qui tentent d'obtenir une dot accrue. Dans d'autres parties du globe, telles que l'Asie centrale, le Caucase et certaines régions d'Afrique, les femmes vivent sous la menace d'un rapt aux fins de mariage. Les crimes d'honneur – l'assassinat de femmes par des parents mâles pour laver l'honneur de la famille – sont profondément enracinés dans les cultures où les femmes sont censées appartenir à des parents de sexe masculin et sont responsables du respect de l'honneur familial. Ils sont particulièrement fréquents au Moyen-Orient, en Asie méridionale et en Afrique. Des crimes d'honneur ont même été perpétrés dans des communautés immigrées d'Europe et d'Amérique du Nord. Les victimes sont tuées pour avoir parlé à un homme sans lien de parenté avec elles, entretenu des rapports sexuels consentis en dehors du mariage, subi un viol, refusé d'épouser l'homme choisi par leur famille, manqué de respect à leur mari ou demandé le divorce.

Enfin, la traite des femmes et des mineures à des fins d'exploitation sexuelle, de



mariage, d'esclavage et de travail domestique forcé présente une autre forme de violence exercée contre les femmes. Celles-ci sont dupées et asservies par des trafiquants qui leur promettent des emplois et la perspective d'une vie meilleure. Des parents vendent leurs filles pour des sommes dérisoires ou des promesses de versements en échange du travail de leur enfant. Les trafiquants ciblent fréquemment les communautés pauvres et vulnérables, mais de jeunes femmes voulant étudier ou travailler à l'étranger peuvent également se trouver menacées. La traite des êtres

Ces petites filles, toutes deux âgées de 12 ans, ont été mariées en 2011 à Madhya Pradesh en Inde, malgré l'interdiction du mariage d'enfants par la législation indienne.



humains constitue une forme moderne d'esclavage que subissent des millions de femmes et d'adolescentes à travers le monde.

Priorité à la concertation des efforts

Chaque année, des millions de femmes ont besoin de soins médicaux à la suite de violences. Les victimes sont défigurées, handicapées ou meurent. Souvent, leurs problèmes de santé physique et mentale perdurent longtemps après la fin des violences. Certaines se suicident pour échapper aux sévices qu'elles endurent. A travers le monde, les femmes réagissent à la violence de diverses manières : campagnes de sensibilisation, centres de crise et foyers d'hébergement des victimes, services d'assistance (soins médicaux, aide juridique ou socio-psychologique). Elles réclament aussi un renforcement des sanctions pénales et des lois protégeant efficacement les femmes en butte à des violences et punissant les agresseurs. La prévention de la violence

envers les femmes est possible, mais elle implique la volonté politique des gouvernements, la coopération avec les organisations internationales et la société civile, ainsi qu'une action juridique et civique dans tous les secteurs de la société.

Robin Haarr, professeur de droit pénal à l'Eastern Kentucky University, s'est spécialisée dans les violences envers les femmes et les enfants et la traite des êtres humains, aux Etats-Unis et à l'international. Elle effectue des recherches et des travaux politiques pour les Nations unies et les ambassades américaines. Son activité a été récompensée à plusieurs reprises, notamment par son inscription au Hall of Fame de la faculté de droit pénal de l'université d'Etat du Michigan, ainsi que par le prix CoraMae Richey Mann de la Femme dérangeante de l'année, décerné par le département des femmes et de la criminalité de l'American Society of Criminology.

A Tucson, dans l'Arizona, une femme rapporte les violences conjugales qu'elle a subies. Les programmes sociaux et les foyers d'hébergement aident les Américaines à échapper aux violences domestiques, qui ont souvent pour conséquence de jeter les victimes à la rue.

Chouchou Namegabe

Une voix contre les violences sexuelles

Par Solange Lusiku



Journaliste, productrice de radio et cofondatrice de l'Association des femmes des médias du Sud-Kivu (AFEM-SK) qu'elle dirige actuellement, la militante Chouchou Namegabe mène un combat farouche contre la violence envers les femmes. Elle concentre son action sur l'élimination des sévices sexuels utilisés comme arme de guerre, pratique répandue dans la partie orientale de la République démocratique du Congo depuis plus de dix ans.

Née le 30 mars 1978, Chouchou Namegabe s'est engagée très jeune dans le combat en faveur des droits des femmes. Ses études et son expérience acquise dans une radio locale ont suscité son intérêt pour la lutte qui désormais la caractérise. Elle a commencé sa carrière radiophonique en 1997 en tant que stagiaire dans une station locale populaire, Radio Maendeleo, où elle a ensuite poursuivi un travail bénévole, avant d'intégrer finalement le personnel permanent. L'intensification de la violence dans la République démocratique du Congo (RDC) l'a amenée à centrer ses reportages sur les femmes, la santé et les droits de l'homme, ainsi que sur la dénonciation de la corruption gouvernementale. L'AFEM-SK a vu le jour en 2003, et Chouchou Namegabe en est devenue la présidente en 2005. Elle tire parti de l'association et de son propre rôle dans la production radiophonique pour en faire des outils efficaces de diffusion de la parole des femmes

– notamment celles du monde rural – qui subissent le conflit.

Des clubs d'écoute pour défier le silence

Chouchou Namegabe travaille avec d'autres femmes de toute la RDC à l'établissement de « clubs d'écoute », où les femmes maltraitées peuvent dialoguer entre elles. Convaincre les victimes de viols et d'actes de torture de rompre leur silence et de rapporter les expériences épouvantables qu'elles ont vécues représente pour Chouchou Namegabe et l'AFEM-SK une réussite majeure. Grâce aux efforts de la journaliste, les habitants de Bukavu et des huit territoires de la province du Sud-Kivu peuvent écouter en direct les récits tragiques de ces femmes sur les radios locales. Parler de sévices sexuels et de meurtre n'est plus tabou, c'est devenu une arme contre ce fléau dévastateur qui sévit dans l'Est de la RDC. Chouchou Namegabe a constaté que la généralisation du viol dans la



Chouchou Namegabe et Rideldphine Katabesha à la tête du cortège des journalistes de l'AFEM-SK lors du défilé marquant la Journée internationale de la femme en 2010.



La militante féministe Chouchou Namegabe, ici sur les marches du Capitole, à Washington, a témoigné en 2009 devant la commission des affaires étrangères du Sénat américain sur les viols et autres sévices perpétrés contre les femmes dans les zones de conflit.

région était telle qu'il fallait raconter les faits pour provoquer un changement. Elle a encouragé cette idée à la radio et parmi ses consœurs. Femme pratique, elle a concrétisé sa parole par l'action. En 2007, contre toute attente, elle a organisé à Bukavu une campagne intitulée « Défier le silence: les médias contre les violences sexuelles ». Cette campagne a généralement été bien accueillie chez les femmes qui, soucieuses de paix, accordent de la valeur à l'intégrité physique des êtres humains.

Bien qu'elles habitent dans des zones troublées en proie aux incursions sporadiques de rebelles et autres troupes armées, de nombreuses femmes vivant en milieu rural ont retrouvé confiance en elles et surmonté la honte éprou-

vée à partager leur tragédie avec leurs amis et leur famille. Elles guérissent progressivement de leur traumatisme en s'exprimant :

« On m'a violée, et mes organes génitaux ont été mutilés. »

« Ils sont arrivés avec ces barbes horribles. Ils m'ont ordonné de m'allonger sur le sol. Ils m'ont enlevé mes vêtements et violée devant mon mari et mes enfants. Ils étaient sept ou huit. Je ne me rappelle pas ce qui a suivi, car je me suis évanouie. »

Les habitants du Sud-Kivu ont entendu des déclarations de cet ordre pendant différentes émissions de radios locales, animées par des membres de l'AFEM-SK. Sous la direction de Chouchou Namegabe, l'AFEM-SK a multiplié ses contacts avec les femmes dans toutes les localités du Sud-Kivu

où les membres de l'association se sont rendus. Les résultats sont encourageants. Lentement mais sûrement, les victimes se sentent plus à l'aise pour parler de sévices sexuels violents et les tabous suscités par une discussion ouverte sur ces questions disparaissent, grâce au travail mené par l'AFEM-SK pour accroître la prise de conscience du problème. Les femmes osent désormais condamner non seulement le viol, mais aussi d'autres maltraitements et pratiques discriminatoires.

Mettre fin à l'usage des sévices et du viol comme armes de guerre

Chouchou Namegabe et ses collègues de l'AFEM-SK ont élargi leur campagne pour toucher des

publics internationaux. A La Haye, elles ont assisté à des auditions au Tribunal pénal international, où elles ont convaincu d'autres journalistes de s'associer à leur combat pour sauver les femmes du Sud-Kivu du viol et de la torture, utilisés comme armes de guerre.

Chouchou Namegabe a également témoigné devant le Sénat américain sur les atrocités commises contre les Congolaises. En mai 2009, elle a déclaré devant la commission sénatoriale des affaires étrangères : « Le viol et les agressions sexuelles sont utilisés comme armes et tactiques de guerre pour anéantir la collectivité. Les viols sont ciblés et intentionnels, ils visent à chasser les habitants de leurs terres, riches en minerais, par la peur, la honte, la violence et la contamination délibérée de familles et de villages

entiers par le sida. » Avec des sanglots dans la voix, elle poursuivit : « Nous avons interrogé plus de 400 habitantes du Sud-Kivu, et leurs récits sont terrifiants. En fait, le mot viol ne décrit pas vraiment les faits, car ces crimes s'accompagnent d'atrocités. » Ainsi, une mère a été entraînée avec ses cinq enfants dans la forêt, rapporte Chouchou Namegabe. « Chaque jour, les rebelles tuaient l'un de ses enfants et l'obligeaient à en consommer la chair. Elle les suppliait de la tuer, mais ils refusaient, disant : "Non, nous ne pouvons pas t'accorder une mort paisible." » Dans d'autres cas, ils ont brûlé les organes génitaux des femmes « non pour les tuer, mais pour les faire souffrir ».

Chouchou Namegabe veut s'assurer que la RDC qualifie ces exactions de crimes contre l'hu-

manité et que leurs auteurs soient poursuivis. Elle réclame la fin de l'impunité pour les viols et les sévices sexuels. Elle appelle les gouvernements et les entreprises à « mettre fin à la rentabilité des minerais de sang » et exige que les minerais congolais soient « préservés de tout trafic lié à des conflits ». Elle contribue également à la réinsertion des victimes de violences. « La réinsertion économique fait partie du rétablissement complet des femmes et de leurs communautés », a-t-elle affirmé aux sénateurs américains.

Les résultats visibles auxquels cette combattante de la justice a contribué lui ont valu une reconnaissance internationale, marquée notamment par l'octroi du prix prestigieux Global Leadership attribué par Vital Voices et du prix Knight du journalisme international décerné par le Centre international pour les journalistes de Washington. Chouchou Namegabe continue à alerter l'opinion sur la situation critique des Congolaises et encourage les femmes victimes de violences sexuelles à rompre leur silence la vérité est une force.

Solange Lusiku, journaliste en République démocratique du Congo, est directrice de l'unique journal de Bukavu, dans le Sud-Kivu. Elle a travaillé pendant plus de dix ans dans l'audiovisuel, est mariée et mère de cinq enfants.



Militante de longue date des droits des femmes, Ridelphine Katabesha Aganze explique la procédure électorale. Elle travaille comme journaliste, réalisatrice et productrice à l'AFEM-SK.

Lutter contre la violence au foyer

Par Qin Liwen

En Chine, une organisation non gouvernementale, l'Anti-Domestic Violence Network, s'attache depuis dix ans à mettre fin au fléau de la violence au foyer. Ses armes : l'information, l'assistance sociale et la mobilisation en faveur de lois protégeant les femmes.

Zheng Guohua, 51 ans, ancienne victime de la violence conjugale, s'exprime d'une voix chaleureuse en contradiction avec les deux décennies de maltraitance qu'elle décrit. En 1998, par exemple, elle doit subir une ablation de la rate, qui s'était déchirée sous les coups portés par son mari. Elle raconte que son père, effondré de la voir subir de tels sévices, est mort d'une hémorragie cérébrale. « Je me suis agenouillée devant la tombe de mon père, pleurant et riant à la fois. Je lui ai dit : "Papa, je te promets, je me vengerai." La mort de mon père m'a réveillée. J'ai réalisé que ce sale type [son ex-mari] devait être puni. Je ne peux pas le laisser faire du mal à quelqu'un d'autre ! »

Souvent tuméfiée et terrifiée, M^{me} Zheng demande l'aide de sa famille, de voisins, de responsables municipaux, de la police et de la Fédération féminine de sa province. Les habitants de son village menacent son mari à plusieurs reprises et le frappent même une fois, mais rien ne l'arrête. Quant à la police, elle ne donne pas suite sous prétexte que « se mêler d'affaires conjugales » ne relève pas de ses attributions – une intervention serait même déplacée. La Fédération féminine locale, sans

grands moyens financiers, ne peut rien faire : personne ne prend cette organisation au sérieux.

En 1999, secouée par la mort de son père et résolue à agir, M^{me} Zheng s'enfuit de son village et part pour Shijiazhuang, la capitale de la province. Là, elle trouve enfin de l'aide. Une lettre de la Fédération féminine de la province d'Hebei oblige la police à prendre des mesures. Son ex-mari est arrêté et condamné à quatre ans de prison.

M^{me} Zheng a eu de la chance. Elle a été soutenue par une organisation qui fait partie d'un puissant mouvement contre la violence domestique dans le pays. A la tête de ce mouvement se trouve l'Anti-Domestic Violence Network (ADV N) de la China Law Society, qui regroupe des juristes chinois. En 2001, une nouvelle disposition de la loi sur le mariage rendait la violence au foyer illégale. L'ADV N a joué un rôle important dans l'adoption de cette mesure. Aujourd'hui, M^{me} Zheng est remariée et cultive un lopin de terre loué dans son village.

Inspiré par le mouvement pour l'égalité entre les sexes et la Conférence mondiale sur les femmes tenue en 1995 à Pékin, un groupe de militantes chinoises a créé l'ADV N en juin 2000. Cette



Ci-dessus : l'ADV N est venue en aide à Zheng Guohua lorsqu'elle a quitté son mari qui la battait. Elle est ici avec sa mère et sa nièce. Ci-contre : Chen Mingxia est fondatrice de l'Anti-Domestic Violence Network (ADV N) de la China Law Society, un réseau d'assistance aux femmes victimes de violences au sein de leur foyer.

organisation se consacre à l'avènement de la parité entre hommes et femmes en Chine. Elle a été la première organisation de lutte contre la violence au foyer dans le pays et demeure la plus importante. Son action a engendré des progrès considérables en matière de législation, d'enquêtes et de poursuites judiciaires criminelles, de soutien social et de prise de conscience publique. « Il y a dix ans, personne n'aurait même pensé que battre sa femme était un crime. Aujourd'hui, les gens le savent, affirme Li Hongtao, cofondatrice de l'ADV N et directrice de la bibliothèque de l'université des femmes de Chine. Et de plus en plus de policiers, d'enquêteurs, de procureurs et de juges sont conscients qu'ils doivent agir contre ce crime. »

L'ADV N compte aujourd'hui parmi ses membres 118 particuliers et 75 associations, dont des fédérations féminines, des instituts de recherche et des organisations non gouvernementales (ONG). Tous les trois ans, l'ADV N sélectionne plusieurs projets et désigne les membres associatifs les plus à même de les mener à bien. Chaque projet est étroitement suivi et évalué. La plupart portent sur la sensibilisation et la mobilisation autour la lutte contre la violence au foyer.

Cofondatrice et coordinatrice principale du premier comité de gestion des projets de l'ADV N, Chen Mingxia explique les raisons de ce succès : « Dès le début, nous avons choisi de nous associer à la China Law Society, une ONG juridique déjà intégrée au système [politique]. D'abord parce que nous pensons que l'aspect légis-



Une partie de l'équipe pékinoise de l'ADVNI avec (debout, de g. à d.) Dong Yige, Wu Yuling, Dong Peiling, Liu Xiaojuan, Zhang Xiao, (assises) Hou Zhiming, Chen Mingxia et Li Hongtao.

latif est un volet fondamental du mouvement de lutte contre la violence au foyer. Ensuite parce que la China Law Society avait déjà accès à des organes publics essentiels en ce qui nous concernait, notamment les pouvoirs législatif et judiciaire et les bureaux de la sécurité publique, qui lui accordaient toute leur confiance. » En Chine, en effet, les ONG sont strictement réglementées par le Bureau des affaires civiles et éveillent souvent la méfiance des autorités si elles ne sont pas liées au gouvernement. Des ONG telles que l'ADVNI doivent donc faire preuve d'imagination et de sou-

plesse afin d'amener les responsables publics masculins à accepter leurs idées. « Nous conservons toutefois notre indépendance d'ONG sur le plan de l'identité et des moyens opérationnels, de façon à atteindre nos objectifs progressivement et sans trop d'à-coups », précise M^{me} Chen.

Autre atout de l'ADVNI, sa structure ouverte et démocratique. Peut adhérer tout individu ou toute organisation souhaitant contribuer au dessein commun de l'arrêt des violences familiales infligées aux femmes. Les objectifs stratégiques et les grandes décisions sont soumis aux représen-

tants du réseau au terme d'un processus démocratique, même en cas de sujet très controversé. Cette démarche favorise la mobilisation des membres de l'ADVNI et leur engagement dans la mise en œuvre des projets.

« Je suis heureuse de travailler ici, parce que les membres de cette organisation sont tous sympathiques et idéalistes. Chacun croit en ce qu'il fait, indique Dong Yige, une jeune diplômée de l'université de Chicago qui a passé un an auprès de l'ADVNI. L'atmosphère de démocratie est stimulante. »

Née en août 1940, Chen Mingxia pense que sa génération

a été bien formée dans le domaine de l'égalité entre les sexes par le gouvernement communiste fondé en 1949. M^{me} Chen est aujourd'hui chercheuse à l'Institut de recherche juridique de l'Académie chinoise des sciences sociales. Spécialiste des affaires matrimoniales et des droits de la femme, elle a été directrice adjointe de la Marriage Law Association au sein de la China Law Society. Nombre des cofondatrices de l'ADVNI sont des universitaires, des respon-

sables publiques, des enseignantes – des femmes d'élite de la génération de Chen Mingxia et de la suivante.

Les militantes de l'ADVNI savent toutefois qu'il reste beaucoup à faire. « Nous avons connu des succès extraordinaires dans diverses régions, reconnaît M^{me} Chen, les actions locales contre la violence au foyer à You'anmen (Pékin) ou le programme de formation des responsables de la sécurité publique dans

la province du Hunan. Mais cela ne suffit pas. Nous devons appeler le gouvernement à prendre la responsabilité de la lutte contre la violence familiale. »

Dans le même temps, les parrains de longue date de l'ADVNI, à savoir la fondation Ford (Etats-Unis), l'Agence suédoise pour le développement international, Oxfam Novib (Pays-Bas) et le Centre des droits de l'homme de l'université d'Oslo (Norvège), sont en train de revoir à la baisse leurs niveaux de soutien. Cela signifie que l'ADVNI doit apprendre à collecter des fonds pour financer ses projets – et c'est ce qu'elle fait.

« Il faut du temps pour légiférer. Et il en faut encore plus pour appliquer une nouvelle loi dans des conditions qui varient considérablement sur l'ensemble de la Chine. L'évolution des mentalités est un processus graduel. Il y a trop de fossés à combler. Nous l'avons toujours su, et nous sommes patientes. Nous irons de l'avant », promet M^{me} Chen.

Qin Liwen est directrice du News Center du Modern Media Group, en Chine. Elle collabore à plusieurs grands titres de la presse écrite et en ligne à Singapour et en Chine depuis 2000. Elle est en outre l'auteur de plusieurs livres, dont *News is Cruel* (2003) et *The Adventure of Ideas* (2004).



Le bureau chinois de l'organisation internationale Stop Domestic Violence distribue des affiches d'information avec ses coordonnées pour les femmes victimes de la violence au foyer.



CHAPITRE

5



LES FEMMES ET LES CONFLITS ARMÉS

Un conflit armé déchire les familles et a des conséquences négatives importantes pour les femmes. Tout en étant victimes de la guerre, elles peuvent aussi être agents de paix. Ces Soudanaises déplacées, chassées de leurs villages par la milice janjawid, ont trouvé refuge au camp d'Abu Shouk, au Darfour.

LES FEMMES ET LES CONFLITS ARMÉS

Par Dyan Mazurana

Les femmes et les jeunes filles vivent un conflit armé de la même manière que les hommes et les garçons. On les tue, on les blesse, on les estropie et on les torture. Elles sont prises pour cibles et subissent un bouleversement social et économique. Elles souffrent du choc psychosocial que leur causent la mort d'êtres aimés ou la vision des brutalités infligées à leur famille et à leurs voisins. Elles endurent les effets de la violence avant, pendant et après leur fuite loin des zones de combat. Elles sont soumises à d'importants risques de contamination, notamment par les maladies sexuellement transmissibles (MST) et le VIH/sida. Elles pâtissent de la baisse des ressources générée par le conflit armé. Elles s'engagent, ou sont contraintes de s'enrôler, dans les forces armées ou dans les mouvements d'insurrection. Elles soignent les blessés, les malades, les personnes désespérées et déplacées et font souvent partie des avocats les plus éloquents pour la paix.

Des dommages graves et durables

Un faisceau grandissant de preuves (CICR 2001, UNIFEM 2002) montre que l'impact à long terme des conflits armés sur les femmes et les jeunes filles peut se trouver aggravé par leur vulnérabilité sociale. Les dommages qu'elles subissent pendant et après les hostilités sont considérables et entraînent fréquemment des préjudices et traumatismes supplémentaires. Les violences sexistes et les sévices sexuels comme



le viol, le mariage forcé, la grossesse forcée, l'avortement imposé, la torture, la traite des êtres humains, l'esclavage sexuel et la transmission intentionnelle de MST, dont le VIH/sida, constituent des armes de guerre utilisées dans de nombreux conflits actuels. Les femmes sont victimes de génocides et réduites à l'esclavage. Souvent considérées comme porteuses d'une culture et reproductrices de « l'ennemi », les populations

Des combats frontaliers entre les armées thaïlandaises et cambodgiennes ont chassé ces femmes et ces enfants vers un camp de réfugiés au nord-est de la Thaïlande.



féminines constituent des cibles de choix. Elles sont exploitées en raison de leurs responsabilités et de leurs sentiments maternels, qui les fragilisent.

Les conflits armés ont aussi des effets négatifs indirects sur l'agriculture, les moyens d'existence, les infrastructures, la santé publique et l'aide sociale. Ils désorganisent profondément l'ordre établi. Des recherches montrent que ces répercussions frappent plus gravement les femmes. Plümper et Neumayer (2006) ont noté que, si celles-ci vivent habituellement plus longtemps que les hommes en temps de paix, un conflit armé réduit l'écart entre les espérances de vie masculine et féminine. Les conflits à tonalité fortement ethnique ou les guerres au sein d'« Etats défaillants » nuisent nettement plus à la santé et à l'espérance de vie des femmes que d'autres guerres civiles.

Les femmes, agents de guerre et de paix

Les populations féminines ne sont pas uniquement victimes, elles sont aussi agents actifs. Elles opèrent des choix, possèdent une vision critique de leur situation et s'organisent collectivement en réaction à celle-ci. Elles peuvent commettre des violences et soutenir celles que d'autres perpétuent. Elles sont partie prenante au conflit, du fait de leur engagement en faveur des objectifs politiques, religieux ou économiques de ceux qui sont impliqués dans les violences. Cela peut signifier – et le cas s'est produit – qu'elles prennent les armes dans des luttes de libération, pour résister à une occupation ou s'associer à des combats contre les inégalités fondées sur des critères de race, d'ethnie, de religion ou de classe/caste.

Les femmes et les jeunes filles jouent souvent un rôle dans les processus de paix

Somaliennes accompagnées de leurs enfants dans le camp de réfugiés de Dadaab, dans l'Est du Kenya.

avant, pendant et après les conflits. Nombreuses sont celles qui connaissent l'importance de ces démarches et rejoignent des initiatives pacifiques locales visant à reconstruire le tissu économique, politique, social et culturel de leur société. En 1991, alors que la guerre dans les Balkans s'intensifiait, les Femmes en noir ont lancé une campagne contre la guerre dans la péninsule. Dans les îles Fidji, au moment où les tensions entre les Indo-Fidjiens et les populations autochtones s'aggravaient pour mener au coup d'Etat de 2000, les femmes des deux groupes ethniques ont créé le mouvement pacifiste Blue Ribbon Campaign (Anderlini, 2007).

Toutefois, les processus officiels de paix, notamment les négociations, les accords et les plans de reconstruction, excluent fréquemment toute participation significative de la population féminine. Trop

souvent, celles qui entreprennent des actions pour reconstruire les économies locales et la société civile se voient reléguées à l'arrière-plan dès le début des opérations officielles de paix.

Progrès dans les relations entre les deux sexes après un conflit

Dernier point, la modification des rapports hommes-femmes engendrée par un conflit armé ouvre des horizons aux femmes. Elles acquièrent parfois un statut, des compétences et un pouvoir nouveaux, dus aux responsabilités qu'il leur a fallu exercer en raison de l'absence ou du décès des chefs de famille masculins. Cette évolution des rôles féminins peut remettre en cause les normes sociales existantes. La participation des femmes aux décisions dans le foyer, dans la société civile et dans l'économie

Des musulmanes bosniaques pleurent parmi les cercueils des victimes du massacre de Srebrenica, dont les restes ont été exhumés en 2010. Ce carnage a brisé les vies des femmes et des familles des 8 000 Bosniaques tués par les troupes serbes de Bosnie en 1995.



locale, ainsi que leur accès à la propriété de terres ou de biens peuvent évoluer, parfois – mais pas toujours – à leur bénéfice.

Les conditions de vie des populations féminines durant les conflits armés dépendent, dans une large mesure, de leur statut au sein de la société avant le déclenchement des hostilités. Là où prévalaient violence et discrimination sexistes, les abus risquent de se multiplier. De même, si les femmes sont dépouillées de tout pouvoir décisionnel avant le conflit, elles éprouveront certainement de très grandes difficultés à devenir partie prenante durant les hostilités, ainsi qu'au cours du processus de paix et de l'après-conflit. En fait, les relations hommes-femmes antérieures au conflit, en fonction de l'ethnie, de la classe, de la caste et de l'âge, déterminent souvent

le cadre des conditions de vie et des perspectives des femmes et des jeunes filles pendant et après un conflit armé.

De plus en plus consciente des conséquences des conflits armés sur les populations féminines, la communauté internationale est aussi de plus en plus réactive (en témoigne, par exemple, l'adoption unanime par le Conseil de sécurité des Nations unies, en octobre 2001, de la résolution 1325, qui inclut « les besoins particuliers des femmes et des jeunes filles lors du rapatriement, de la réinstallation, de la réinsertion et de la reconstruction après les conflits »). Il en va de même de l'importance de leur participation aux processus de paix et aux opérations de la période transitoire. Toute stratégie de promotion et de respect des droits des femmes et des jeunes filles pendant et après un conflit doit impérativement reposer sur une connaissance approfondie et solide des répercussions des hostilités sur les différents groupes de femmes et sur leurs familles.

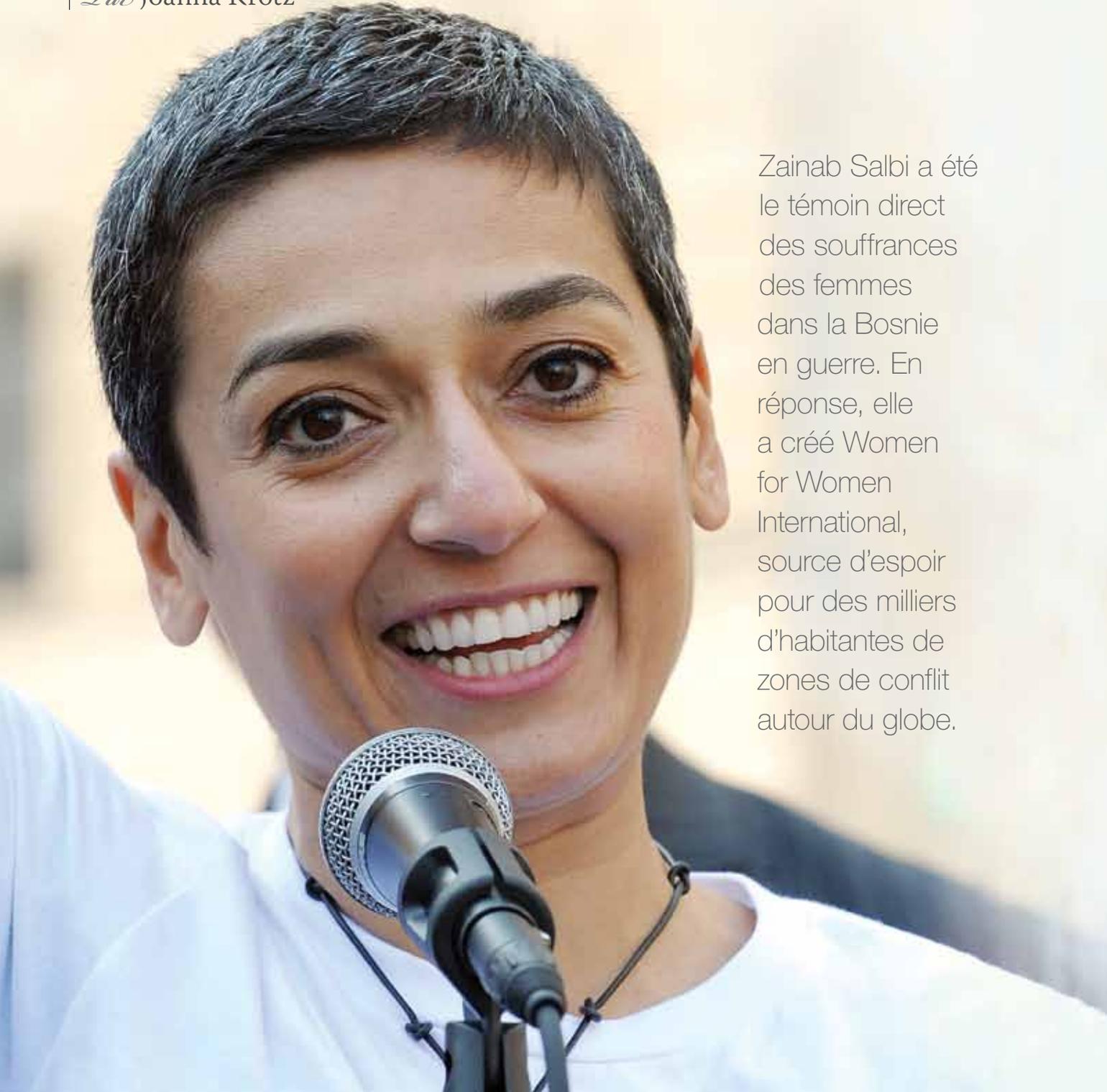
Dyan Mazurana est directrice de recherche et maître de conférences au Feinstein International Center de l'université Tufts. Les cours qu'elle y donne à la Fletcher School of Law and Diplomacy portent sur les droits fondamentaux des femmes et des enfants, les populations civiles en temps de guerre, les groupes d'opposition armés, les conflits armés et le maintien de la paix. Auteur de quatre ouvrages et d'un grand nombre d'articles et de rapports, cette experte spécialisée dans l'assistance aux jeunes et aux femmes vivant un conflit armé conseille des gouvernements, des organisations de défense des droits de l'homme et de protection des enfants, ainsi que des agences de l'ONU. Elle a travaillé en Asie du Sud, dans les Balkans et en Afrique subsaharienne.

Aux îles Fidji, les violences anti-indiennes ont déplacé des milliers de personnes en 2000, notamment cette femme et cette jeune fille vivant dans un camp de réfugiés près de Lautoka.

Zainab Salbi

Aider les femmes à surmonter la guerre

Par Joanna Krotz



Zainab Salbi a été le témoin direct des souffrances des femmes dans la Bosnie en guerre. En réponse, elle a créé Women for Women International, source d'espoir pour des milliers d'habitantes de zones de conflit autour du globe.

Charismatique et directe, Zainab Salbi attire immédiatement l'attention, même si l'on ne sait rien de son action ni de sa fascinante histoire personnelle.

A 41 ans, elle est connue dans le monde pour être la fondatrice et présidente d'une organisation non gouvernementale, Women for Women International, qui aide les rescapées des guerres à se reconstruire. En dix-sept ans, cette ONG a distribué près de 80 millions de dollars en aide directe, microcrédits et programmes au bénéfice de plus de 250 000 femmes de divers pays. Saluée pour son militantisme passionné et efficace,

Zainab Salbi se rend en permanence sur le terrain. En collaboration avec des unités locales, elle s'efforce d'assurer la sécurité et la prospérité économique des femmes dans certaines des régions les plus déchirées du monde, dont la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Soudan et l'Afghanistan. Pourtant, l'enfance enchantée de Zainab Salbi ne la prédestinait guère à une telle vocation.

La petite fille choyée, issue d'une famille de l'élite irakienne, grandit dans un quartier privilégié de Bagdad. Ses premières années idylliques se déroulent sur fond de sorties scolaires et fami-

liales, avec leçons de piano et de danse. Dans ses mémoires, *Between Two Worlds*, grand succès d'édition en 2005, elle décrit des journées ensoleillées de promenade en voiture avec sa mère, de virées dans les boutiques, de courses diverses et de mondanités. « En roulant [...] le long des boulevards bordés de palmiers ployant sous les dattes [...] je regardais ma ville par la fenêtre du côté passager – le vieux Bagdad et son souk aux arcades sombres, où des hommes martelaient du cuivre tout en discutant politique à l'infini, et le nouveau Bagdad, avec ses cafés et ses boutiques du quartier d'Al-Mansour. » Pratiquement



Zainab Salbi en compagnie de femmes du Rwanda.



Sur le pont de Brooklyn à New York, Zainab Salbi (à gauche), fondatrice et directrice de Women for Women, et l'actrice américano-afghane Azita Ghanizada (à droite) défilent en tête d'une marche pour la paix organisée en collaboration avec Google, lors du 100^e anniversaire de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2011.

tout ce qu'elle a appris pendant ses premières années, précise-t-elle, elle le tient de sa mère, qu'elle adorait.

Sa vie bascule à l'âge de 11 ans, même s'il lui faudra des années pour s'en rendre compte. Saddam Hussein arrive au pouvoir et fait bientôt du père de Zainab, pilote de ligne, son pilote personnel. Pendant l'adolescence de la jeune fille, la famille sent le poids

du régime, de la protection du chef de l'Etat comme de sa botte oppressive. Zainab se souvient de week-ends heureux dans la résidence de Saddam, qu'elle appelait « Amo » ou « Oncle », passés à jouer avec ses enfants autour de la piscine, oublieuse, selon les conseils maintes fois entendus, de la peur et de la violence qui grandissent autour d'elle. Plus tard, installée aux Etats-Unis, surtout

après les attentats du 11 septembre 2001, cette intimité avec Saddam la hantera. « C'était un secret dont je ne parlais à personne, expliquait-elle. J'avais peur, si je disais que je connaissais Saddam, que mon visage s'efface et qu'on ne voit plus à travers moi que Saddam. »

A 19 ans, sa mère, si progressiste, lui annonce un beau jour qu'elle lui a arrangé un mariage avec un banquier irakien beau-

coup plus âgé habitant aux Etats-Unis. « Le coup a été rude, se souvient-elle. Ma mère m'avait toujours dit de ne dépendre d'aucun homme. Sur ce point, elle était passionnée et intraitable. Et du jour au lendemain, j'étais chassée de la maison. Je n'y comprenais plus rien. » Vingt ans après, la douleur, le chagrin et l'indignation percent encore dans la voix de Zainab Salbi. Obéissante, elle part se marier à Chicago.

C'est un cauchemar qui commence. « L'homme qui était mon mari s'est révélé violent », confie-t-elle. Il la viole au moindre signe d'insoumission. La jeune épouse s'enfuit au bout de trois mois. « J'avais en tout et pour tout 7 dollars en poche, les vêtements de créateur que je portais et les 20 dollars de pension hebdomadaire versés par ma famille. »

Nous sommes en 1990, juste après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. Une fois lancée l'opération Tempête du désert, impossible pour la fugitive de rentrer en Irak.

Progressivement, Zainab Salbi se reconstruit aux Etats-Unis. Il lui faudra des années pour revoir sa famille. Et c'est bien plus tard, alors que sa mère, malade, est mourante, qu'elle trouvera finalement le courage de lui demander pourquoi elle avait été envoyée au loin. Saddam avait l'œil sur elle, lui répondra sa mère. La seule solution pour l'empêcher de devenir le jouet du dictateur était d'arranger un mariage sur un autre continent.

En 1993, la jeune femme, installée à Washington et remariée à un étudiant palestinien, Amjad Atallah, lit un article sur la guerre

en Bosnie et les camps de viol où quelque 20 000 femmes avaient été abusées. Le couple décide de se rendre en Bosnie pour apporter son aide.

Les deux jeunes gens rentrent à Washington déterminés à trouver une association susceptible de fournir une assistance aux victimes de viol bosniaques, mais il n'en existe aucune. Avec leur maigre budget d'étudiants, ils fondent leur propre structure, Women for Women, et commencent à secourir les femmes dans les Balkans.

En 2004, Zainab Salbi, désormais divorcée, avait réussi à donner une dimension internationale à Women for Women. Des passages à l'*Oprah Winfrey Show*, qui draine des millions de téléspectateurs, avaient accru sa notoriété et celle de son organisation. Les dons s'étaient multipliés. Quinze ans après son arrivée aux Etats-Unis, la petite Irakienne est devenue une figure du monde humanitaire, une ardente militante de la cause des femmes, dont l'action a été récompensée par de nombreux prix et le travail en Bosnie salué par le président Bill Clinton. Seul vestige de son ancienne vie, elle garde toujours le silence sur Saddam et son premier mariage.

Lors d'un voyage dans l'Est du Congo cette année-là, elle interviewe une femme de 52 ans, Nabito, violée par des rebelles avec ses trois filles. « Ils étaient si nombreux, me racontait-elle, qu'elle ne savait pas combien ils étaient ni combien avaient abusé d'elle », se rappelle Zainab Salbi. Elle demande à Nabito si elle souhaite que son récit reste confidentiel. Au contraire, « Elle m'a déclaré :

“Si je pouvais raconter ce qui m'est arrivé au monde entier, je le ferais, afin que d'autres femmes n'aient pas à subir l'épreuve que j'ai endurée. Alors, allez-y.” »

Le courage de Nabito – et sa volonté de résilience – incitent la jeune militante à mettre fin à son propre silence. En se réappropriant son passé, elle adopte aussi une autre méthodologie. « Avant, j'étais la travailleuse humanitaire qui arrivait avec ses relations et ses fonds pour interviewer d'autres femmes. Désormais, je suis leur égale. Je ne viens pas pour sauver des vies. Je suis moi-même l'une des femmes que je tente d'aider. »

Journaliste multimédia et conférencière, **Joanna Krotz** a contribué au quotidien *New York Times* et aux revues *Worth*, *Money*, et *Town & Country*, de même qu'à MSN et à *Entrepreneurship.org*. Elle a écrit *The Guide to Intelligent Giving* et fondé le *Women's Giving Institute*, une organisation qui sensibilise les donateurs à la philanthropie stratégique.

Liberia : des femmes casques bleus bousculent les stéréotypes

Par Bonnie Allen

Depuis 2007, l'Inde innove. Elle a envoyé au Liberia, pour une durée d'un an à chaque fois, quatre unités de police constituées uniquement de femmes. Leur succès dans ce pays qui se relève d'une guerre a incité d'autres États à rompre également avec les traditions et à déployer un plus grand nombre de femmes dans le cadre des missions de maintien de la paix des Nations unies.

Cinq jours après un mariage en grande pompe dans le Sud de l'Inde, Rewti Arjunan, 28 ans, a échangé son sari en soie rouge contre un treillis de police bleu et s'est envolée pour le Liberia, pays de l'Afrique de l'Ouest.

La jeune mariée fait partie de l'un des rares contingents exclusivement féminins de forces de maintien de la paix de l'ONU.

« En Inde, nous sommes assez traditionnels sur ce plan. Mon mari était contre », admet Rewti Arjunan, qui n'était jamais allée à l'étranger auparavant. La jeune policière professionnelle a dû lancer un ultimatum à son futur mari. « Je lui ai dit : "Si tu m'autorises à faire partie de cette mission, je t'épouserai." »

La vie de Rewti Arjunan n'a aujourd'hui plus rien de traditionnel. Grâce à elle et à ses collègues, les forces internationales de maintien de l'ordre dans un pays sortant d'un conflit revêtent un nouveau visage.

Depuis le premier déploiement de ce type en 2007, l'Inde a envoyé au Liberia, pour une durée d'un an à chaque fois, quatre unités professionnelles de police constituées uniquement de femmes. Une bonne centaine de policières formées au contrôle des

foules et au règlement des conflits se trouvent ainsi en permanence sur le terrain. Elles sont secondées par une vingtaine d'hommes qui servent de chauffeurs, de cuisiniers et de logisticiens.

Ce contingent est prêt à intervenir rapidement au cas où des violences éclateraient dans ce pays de 3,8 millions d'habitants qui ne dispose toujours pas d'une armée suffisante ou d'une police armée.

Deux guerres civiles sanglantes, de 1989 à 1996 et de nouveau de 1999 à 2003, ont tué environ 250 000 Libériens, en ont déplacé des centaines de milliers d'autres, ont traumatisé les femmes par des violences sexuelles répétées, ont détruit l'infrastructure, notamment les écoles, les hôpitaux et les routes, et ont corrompu le système judiciaire.

Huit ans après la fin de ces conflits, près de 9 500 casques bleus s'efforcent de maintenir une paix précaire. « Le fin du fin, c'est de protéger l'humanité. On m'a offert cette chance et je me suis dit qu'il fallait la saisir », explique Rewti Arjunan.

L'unité exclusivement féminine témoigne des progrès réalisés dans l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, qui stipule que les mis-

Le premier contingent de forces de maintien de la paix de l'ONU exclusivement féminin peu après son arrivée à l'aéroport de Monrovia, au Liberia.





Un contingent de forces de maintien de la paix de l'ONU exclusivement féminin en provenance de l'Inde débarque à Monrovia, au Liberia.

sions de maintien de la paix doivent favoriser la participation des femmes à l'édification de la paix après un conflit.

L'Organisation des Nations unies s'est fixé comme objectif de parvenir à terme à la parité entre les sexes au sein du personnel civil et militaire et des forces de police mais aujourd'hui, les femmes représentent à l'échelle mondiale seulement 8,2 % des 13 000 membres des effectifs de police des Nations unies et 2 % de la police militaire.

L'Inde a fait œuvre de pionnière en déployant une unité exclusivement féminine, dont les membres servent aux côtés d'autres policières du Nigeria et d'ailleurs, dans le premier pays

africain à être présidé par une femme, Ellen Johnson Sirleaf.

Dans la journée, les policières indiennes montent la garde devant le bureau présidentiel sous un soleil brûlant et, le soir venu, elles sillonnent les quartiers dangereux de Monrovia, la capitale.

Tandis que la pluie tombe sur les rues sombres du quartier de Congo Town, Rewti Arjunan est assise à l'arrière d'un véhicule de police de l'ONU, un pistolet à la ceinture et les cheveux noués sous un béret bleu. A ses côtés, les yeux rivés vers l'extérieur, Pratiksha Parab, 25 ans, a en main une Kalashnikov.

Elles ont pour mission de protéger les membres de la police nationale libérienne, qui ne sont

pas armés et effectuent des patrouilles pour empêcher les vols à main armée et les viols. « La plupart des crimes violents sont perpétrés de nuit, par des criminels armés, explique Gus Hallie, chef de la police libérienne. Avec nos homologues de l'unité féminine à nos côtés, qui sont armées, nous nous sentons capables de faire face aux criminels. »

Pendant leur patrouille, l'observateur de la police des Nations unies et le policier libérien plaisantent sur le fait que « les Indiennes sont des dures ». Rewti Arjunan sourit, satisfaite du compliment, mais explique ce qui fait d'elle une bonne soldate de la paix.

« Les femmes ne sont pas agressives. Nous sommes polies.

Notre présence est de nature à maintenir la paix. Nous sommes de nature aimante. »

De nombreux clichés collent aux soldates de la paix : plus protectrices, plus communicatives, moins intimidantes. Mais n'allez surtout pas dire à la chef d'unité Usher Kiran qu'elles sont « douces ».

« Je ne pense pas qu'il y ait de différence entre les femmes et les hommes, explique M^{me} Kiran, assise sous une photo du Mahatma Gandhi et qui a à son actif 22 ans d'ancienneté dans la police. Lorsque vous revêtez le même uniforme, vous faites le même travail, vous avez la même autorité que les hommes. »

« La différence que nous avons constatée [entre les casques bleus

de sexe masculin et leurs homologues féminins] tient à la façon dont ils conçoivent leur rôle, explique Carole Doucet, conseillère des Nations unies pour l'égalité des sexes au Liberia. Les femmes s'estiment davantage investies dans la communauté. »

M^{me} Doucet ajoute que les policières des Nations unies constituent pour les Libériennes un exemple, qui les incite à rejoindre les rangs des forces de l'ordre. En 2007, les femmes ne représentaient que 6 % des effectifs de la police libérienne. Aujourd'hui, ce pourcentage atteint 15 %, soit quelque 600 policières.

Les policières indiennes parraient également un orphelinat, donnent des cours d'autodéfense et d'informatique aux femmes et

– malgré leur anglais rudimentaire – viennent en aide aux victimes de violences sexuelles.

« Cela peut faire peur de parler à un homme, murmure une jeune fille de 16 ans victime d'un viol et réfugiée dans un foyer de Monrovia. C'est mieux de parler à une femme. C'est comme une tante ou une mère. »

Le Bangladesh et le Nigeria ont suivi l'exemple de l'Inde en créant leur propre unité de police féminine, tandis que des pays comme le Rwanda et le Ghana déploient également davantage de femmes dans le cadre des missions de maintien de la paix des Nations unies. Au quartier général de la mission à Monrovia, Rewti Arjunan discute au moins une heure par jour avec son jeune mari via Internet, au moyen d'une webcam. Son pays lui manque, mais elle se dit fière de suivre la voie tracée par d'autres femmes courageuses qui ont peuplé l'histoire de l'Inde.

« Les femmes ont été nombreuses à se battre pour la liberté... à se battre pour la justice. Pour de justes causes. »



Hillary Rodham Clinton salue une policière de l'ONU à Monrovia. La secrétaire d'Etat américaine a fortement encouragé l'action de la présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf, en faveur de la démocratie et du développement. En 2010, l'USAID a consacré plus de 11 millions de dollars aux programmes pour l'émancipation des femmes.

Bonnie Allen, journaliste indépendante au Liberia, a travaillé au Canada pendant plus d'une dizaine d'années. Elle est titulaire d'un master en droit international des droits de l'homme de l'université d'Oxford.



CHAPITRE

6



LES FEMMES ET L'ÉCONOMIE

Un prêt modique a permis à cette femme de lancer son affaire : elle vend des épices sur un marché de Tbilissi, en Géorgie.

LES FEMMES ET L'ÉCONOMIE

Par Susanne Jalbert

En 1995, des militants de 189 pays ont planché sur la question de l'équité entre les sexes lors de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes des Nations unies, tenue à Pékin, et du Forum des ONG, organisé en marge à Huairou. Avec passion, vision et détermination, ils ont formulé un plan visant à garantir aux femmes un avenir plus équitable. Voici venu le temps du bilan après l'introduction à Pékin du Programme d'action en douze points. Le temps aussi des questions sur la manière de favoriser plus efficacement le potentiel économique des femmes et l'avènement de la parité entre les sexes. Si des progrès ont été réalisés, ils restent insuffisants.

L'objectif d'une participation économique plus équitable demeure difficile à atteindre pour les femmes. Ces dernières effectuent les deux tiers du travail dans le monde, en particulier dans l'agriculture, mais elles touchent seulement 10 % des revenus (InterAction, 2009), ne détiennent que 1 % des biens (www.onlinewomeninpolitics.org) et forment 70 % des pauvres de la planète (Organisation internationale du travail). « Qu'elles travaillent dans des pays industrialisés ou dans le monde en développement, à la campagne ou en ville, la plupart des femmes continuent d'assumer le triple fardeau de l'éducation des enfants, des tâches ménagères et des activités qui apportent un revenu à leur famille » : telle est la conclusion qui ressort du livre blanc rédigé par Soroptimist International et publié sous le titre de *Women at Work*.



Revenus : les femmes toujours à la traîne

Partout dans le monde, les femmes continuent de gagner moins que les hommes. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, leurs salaires oscillent aux alentours de 30 % de ceux des hommes ; en Amérique latine et en Asie du Sud, de 40 % ; en Afrique subsaharienne, de 50 % ; et en Asie de l'Est et dans les pays industrialisés, de 60 % à 70 %. En 2009, 134 pays ont été évalués sur la base de cinq indicateurs de performance économique. Résultat : c'est au Moyen-

A l'Institut de recherche pour la maroquinerie et les chaussures de Hanoï, au Vietnam, une styliste s'attache à donner un avantage compétitif aux chausseurs locaux en améliorant leur gamme de produits.



Orient que l'inégalité entre les sexes est la plus marquée en matière de possibilités économiques (*Rapport mondial 2009 sur les disparités entre les sexes*).

Les faits dans les pays industrialisés semblent justifier les attentes en matière d'équité sur le plan économique. Selon Building Gender Balanced Business, aux États-Unis, ce sont les femmes qui prennent 80 % des décisions liées à l'achat de biens de consommation ; au Canada, ce sont elles qui montent 70 % des petites entreprises ; au Royaume-Uni, 60 % des avoirs personnels seront entre les mains des femmes d'ici à 2025 ; et à l'échelle mondiale, on compte plus de femmes que d'hommes chez les millionnaires âgés de 18 à 44 ans. Mais les données recueillies par les Nations unies auprès de pays en développement, en transition ou en proie à des conflits indiquent que les femmes restent marginalisées. Elles sont soit absentes soit sous-représentées dans la vie économique ou politique.

La formulation de mesures non sexistes appropriées constitue le cadre d'une gouvernance équilibrée, efficace et de qualité. Elle sert aussi de catalyseur d'une croissance économique saine et de la nécessaire interaction des trois secteurs de la société : le public, le privé et le monde des affaires. Un accès équitable aux avoirs, au crédit, au capital ou aux droits de propriété fait défaut à la plupart des femmes (International Center for Research on Women). Dès lors, l'adoption de politiques non discriminatoires répond à une nécessité.

A Chisinau, en Moldavie, la fondatrice et directrice du Centre international pour l'avancement des femmes dans les affaires, Tatiana Batushkina, a plusieurs domaines dans sa ligne de mire : elle vise la création d'un environnement au sein duquel les femmes pourront communiquer entre elles, connaître tous leurs droits dans la société, discuter de leurs préoccupations écologiques, résoudre des obstacles économiques

Des brodeuses ornent de motifs au fil d'or des vêtements traditionnels qui seront vendus sur le marché ouzbek.

et éliminer toute résistance publique à la participation des femmes au monde des affaires. A Djedda, en Arabie saoudite, la fondatrice et directrice du Comité féminin pour le changement juridique, Bayan Mahmoud Zahran, a pour objectif numéro un de trouver la réponse à la question suivante : « Comment accroître les connaissances élémentaires en économie et la conscience du fait juridique pour atteindre un sommet de justice ? » Quant à Elena Baryshnikova, chef d'entreprise ukrainienne, elle cherche en priorité à faire assouplir la réglementation commerciale, d'une sévérité notoire dans son pays. Elle est la fondatrice et directrice de Lex-Service Audit à Sébastopol et de la Business Education Alliance (www.bea.com.ua) à Kiev.

Disparités entre les sexes : le fossé se comble

Il existe des signes encourageants. Sur les 115 pays mentionnés dans le rapport 2009 du Forum économique mondial, plus des deux tiers, depuis 2006, ont amélioré leurs performances en ce qui concerne l'indice global de disparité entre les sexes, ce qui montre que le monde, dans l'ensemble, a fait des progrès dans la voie de la réduction des inégalités (*Rapport mondial 2009 sur les disparités entre les sexes*).

La participation des femmes à la vie des entreprises du secteur privé, qu'elles soient grandes ou petites, qu'elles relèvent du secteur formel ou informel, est un moteur économique crucial pour les sociétés – partout dans le monde. « Quelle forme doit revêtir l'autonomie économique ? », s'est interrogée Nino Elizbarashvili, présidente de l'Association géorgienne des femmes d'affaires à Tbilissi. La sécurité économique peut avoir des effets bénéfiques sur toutes les facettes de la vie d'une femme et se manifester de maintes façons, y compris à travers ses répercussions positives sur la santé, l'éducation et la vitalité des familles, sur la liberté de consommation



et de production et sur la capacité de contribuer davantage à la transformation civique et politique.

Au Kurdistan, Suzan Aref, directrice de la Women's Empowerment Organization (www.womenempowerment-iraq.com/index.htm), se pose la question suivante : « Pouvons-nous, nous les femmes, faire tomber davantage de barrières ? Comment pouvons-nous mieux promouvoir la sécurité, les droits des femmes en tant que droits de l'homme, l'équité entre les sexes, la participation politique et l'engagement économique ? » Une mesure ponctuelle consiste à réduire la disparité entre les sexes en renforçant le pouvoir d'action des femmes dans la sphère économique et en misant

Rissikatou Otekpola dans sa bijouterie de Cotonou, au Bénin. Un microcrédit lui a permis de créer sa petite entreprise.



sur l'éducation, c'est-à-dire en encourageant la participation des femmes aux activités économiques à l'école primaire. Il existe d'autres solutions : réformer les lois, modifier les pratiques en matière d'attribution des terres, améliorer l'accès à la justice et éliminer les obstacles à la pénétration sur le marché. Les avantages économiques de la réduction des barrières empêchant les femmes d'entrer dans la vie active sont considérables ; comme le font observer les auteurs du *Rapport mondial sur les disparités entre les sexes*, entre 2006 et 2009, sur les 115 pays visés par l'enquête, 98 (85 %) ont amélioré leur performance. Quand les femmes ont accès aux ressources économiques et qu'elles en ont la maîtrise, elles accroissent la productivité et leurs revenus. Il leur est donc plus facile de nourrir, d'habiller et d'élever leur famille.

Les questions économiques qui affectent les femmes sont très variées, et la liste des obstacles liés à la politique économique est bien longue. Si nous souhaitons vraiment vivre dans des sociétés équitables, c'est maintenant qu'il faut agir. A l'heure actuelle, la priorité numéro un, c'est la politique. Qu'elles

soient décidées publiquement ou dans une officine gouvernementale, loin des regards, les grandes orientations jouent un rôle essentiel pour déterminer la direction imprimée à notre monde. Si l'on veut transformer et améliorer les conditions économiques actuelles, les voix des femmes doivent être entendues. Pour promouvoir le progrès, le secteur public, le privé et le monde des affaires de tous les pays doivent s'unir et adopter des calendriers politiques dynamiques capables d'assurer un avenir équitable.

Susanne Jalbert est une militante renommée spécialiste des questions économiques et l'architecte du programme de développement des petites entreprises en Irak. Elle se bat pour le renforcement de la capacité d'association des femmes dans le monde des affaires. Ses thèmes de prédilection, dans ses interventions écrites et orales, sont le rôle et l'impact des associations dans le secteur commercial, les femmes chefs d'entreprise, les campagnes contre la traite des personnes et les programmes de développement des entreprises.

Des paysannes trient des piments dans un champ près d'Ahmedabad, en Inde. Des millions de femmes à travers le monde travaillent dans l'agriculture.

Lubna Olayan

Une Saoudienne en prise avec le terrain

Par Scott Bortot



A la tête de l'Olayan Financing Company, Lubna Olayan supervise les opérations de dizaines d'entreprises internationales. Ce que l'on sait moins, c'est que cette diplômée de l'université Cornell se consacre au progrès de la société à laquelle elle appartient grâce à son action auprès d'associations dans tout le monde arabe.

Lubna Olayan est connue en Arabie saoudite et dans le monde entier pour son sens aigu des affaires. La directrice générale de l'Olayan Financing Company supervise plus d'une trentaine de sociétés opérant aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume. Mais cette femme influente, figurant en 2005 dans le classement des 100 grandes personnalités établi par *Time*, se distingue par une particularité dépassant le cadre professionnel. Lorsqu'elle n'est pas prise par ses fonctions de direction, elle mène une action sociale par le biais d'organisations non gouvernementales qu'elle soutient.

« Les associations de terrain peuvent intervenir sur les problèmes sociaux, les sujets tabous, quand les entreprises restent impuissantes, explique Lubna Olayan. C'est leur rôle et elles ne sont pas soumises aux mêmes contraintes. Elles disposent aussi du temps et de l'énergie nécessaires pour traiter en profondeur des questions clés que les entreprises ne peuvent aborder que partiellement. »

Depuis 2002, M^{me} Olayan est membre du conseil de direction de l'Arab Thought Foundation, qui met à l'honneur « les pionniers [arabes] en soutenant l'innovation et en favorisant les talents venus des nations arabes ». Mais son engagement communautaire ne s'arrête pas là. En 2006, elle est entrée au conseil d'administration d'Alfanar, une structure d'aide aux associations de terrain dans le monde arabe.

Née en Arabie saoudite en 1955, Lubna Olayan est la fille de

Suliman Olayan, magnat des affaires fondateur en 1947 du groupe portant son nom. Dès le début de sa carrière dans le groupe Olayan, la jeune femme a travaillé en étroite collaboration avec son père. S'ils étaient proches dans la vie, leurs relations restaient purement professionnelles au bureau. Père et fille avaient décidé de faire abstraction de leurs liens familiaux dans le cadre du travail et de s'en tenir à des rapports hiérarchiques.

Les études, facteur de réussite

Titulaire d'une licence en agriculture de l'université Cornell et d'un MBA de l'université de l'Indiana, Lubna Olayan est parfaitement consciente de l'importance des études. Le monde universitaire lui a à son tour rendu hommage. Cornell a décerné à son ancienne étudiante de la promotion 1977 le titre de « Chef d'entreprise de l'année » en 2010. David Skorton, président du prestigieux établissement, saluait en elle une femme qui « aspirait à de hautes ambitions dans le monde des affaires et dont les compétences professionnelles ont été reconnues à maintes reprises ».

Lors de son discours de réception à Cornell, Lubna Olayan rappelait le rôle formateur qu'avait joué l'université sur sa personnalité. « Il est essentiel d'inciter notre peuple à formuler ses idées et de donner à chacun le droit à l'erreur », déclara-t-elle, précisant que ces principes lui venaient de Cornell. « J'ai beaucoup apprécié la diversité du milieu étudiant », ajoutait-elle.

Lubna Olayan défend activement la cause de l'éducation saoudienne. Membre à titre consultatif du conseil de l'université Effat, établissement saoudien réservé aux étudiantes, elle est particulièrement consciente du rôle de l'instruction pour les femmes de son pays : « La scolarisation est le moteur du progrès par excellence dans la société, en Arabie saoudite comme n'importe où dans le monde. »

Accélérer l'entrée des femmes dans la vie active

Membre du conseil d'administration de l'INSEAD, une école de commerce internationale dotée de plusieurs campus, Lubna Olayan a beaucoup à dire sur la percée professionnelle des Saoudiennes. Pour commencer, la mixité entre hommes et femmes dans le monde du travail est le secret de la réussite. « Il faut deux mains pour applaudir, constate M^{me} Olayan. Il s'agit d'une évolution naturelle et d'un ajustement normal dans l'édification d'une société. »

En un sens, le sexisme de certains secteurs a permis aux Saoudiennes d'entrer dans la vie active. « Effectivement, les services exclusivement réservés aux femmes leur ont au départ ouvert plus largement l'accès à la vie économique du pays, admet Lubna Olayan. Mais on peut espérer que cette ségrégation disparaîtra au fil du temps. »

Pour accroître le nombre des femmes exerçant un emploi, limité pour l'instant à 6 % de la population active, M^{me} Olayan a fondé en 2004 l'Olayan National Wo-



Dans une concession automobile de Riyad, en Arabie saoudite, on emploie des vendeuses pour que la clientèle féminine se sente plus en confiance.

men's Action for Recruitment and Development (ONWARD). L'association accueille les candidates et leur dispense une formation polyvalente utile dans plusieurs corps de métier. Si la plupart des participantes sont de jeunes diplômées de l'université, l'objectif est de

les préparer à de futurs postes à responsabilités.

La fin de la ségrégation du monde du travail n'est peut-être pas si éloignée, à en croire certaines initiatives récentes des autorités du royaume. D'après Lubna Olayan, un décret gouver-

nemental a considérablement amélioré la situation des Saoudiennes en quête de débouchés. Ce dispositif ouvre aux femmes l'essentiel du marché de l'emploi, bien au-delà des secteurs qui leur étaient traditionnellement dévolus, la santé et l'enseignement. « Si l'on veut voir la femme réussir dans ce pays sur le plan professionnel, l'une des clés consiste à lui accorder les mêmes chances que les hommes de contribuer activement au développement économique du pays », affirme M^{me} Olayan.

Lorsque les effectifs commencent à se féminiser au sein des entreprises qu'elle dirigeait, une évolution se produit, se souvient Lubna Olayan. « On a senti un véritable changement, léger, mais réel, souligne-t-elle. Nos entreprises ne comptaient que des hommes jusqu'à l'arrivée des

femmes et, à mon avis, beaucoup de jeunes Saoudiens ont soudain pris conscience de l'existence d'une concurrence. Si on ne se décide pas rapidement, on peut désormais être remplacé. »

Malgré le décret gouvernemental, les Saoudiennes rencontrent encore des difficultés dans le monde du travail. « L'application du décret se fait plutôt lentement et certaines grandes sociétés n'ont toujours pas ouvert leurs portes aux femmes », précise Lubna Olayan.

Garder le cap

Membre du Conseil international du Forum économique mondial, M^{me} Olayan pense que les Saoudiens, hommes et femmes, désireux de monter une entreprise dans le pays – ou ailleurs – doivent d'abord effectuer un travail per-

sonnel. « Il est impératif de se fixer un objectif et de mesurer sa progression, indique-t-elle. Assurez-vous que vous disposez de tous les éléments et que vous connaissez toutes les conditions nécessaires à la réalisation de votre projet. Effectuez un suivi régulier pour voir si vous ne vous en êtes pas écarté. Au besoin, reprenez-vous... et ne perdez pas votre objectif de vue. »

Ce qui caractérise le succès de Lubna Olayan, c'est la constance de son parcours, de 1983, date de son entrée chez Morgan Guaranty à New York, à aujourd'hui. « Lorsqu'on est passionné, avoue-t-elle, on tient absolument à réussir et à afficher fièrement le bilan de son action. »

Pourtant, ce qui lui tient le plus à cœur relève davantage de l'intime. « Au fond, même si je suis fière de bien des choses, ma plus grande fierté, ce sont mes trois filles », confie-t-elle.

Scott Bortot est rédacteur au Bureau international de l'information du département d'Etat américain.



L'artisanat procure des revenus aux femmes, qu'elles travaillent chez elles ou à l'extérieur. Ici, démonstration de vannerie lors d'un salon du tourisme et des voyages à Riyad, en Arabie saoudite.

Vie professionnelle féminine : aider les autres femmes à réussir

Par Joanna Krotz

Un programme de mentorat individuel, fruit de la collaboration entre le Sommet des femmes les plus puissantes, organisé par la revue *Fortune* et le département d'Etat, met en relation de grandes dirigeantes d'entreprises américaines et des jeunes femmes cadres du monde entier. Son but : renforcer les carrières et les communautés.

« C'est facile d'arriver à des résultats avec les femmes », affirme Ilham Zhiri, attablée de bon matin devant un café au lait et un muffin dans un Starbucks très animé de New York. « Entre femmes, le courant passe immédiatement, et l'entraide semble être une question d'instinct pour elles. On le ressent partout, explique-t-elle d'un geste de la main englobant le monde entier. On le ressent même au niveau diplomatique. »

Ilham Zhiri sait de quoi elle parle. Elle dirige depuis quinze ans l'imprimerie et la maison d'édition familiale dans sa ville natale de Rabat, au Maroc, tout en consacrant une partie de son temps à épauler dans leur vie professionnelle de jeunes Moyen-Orientales. « Au début, avec mon MBA en poche, c'était très difficile », se rappelle Ilham Zhiri, qui explique sa décision de tendre la main à d'autres femmes : « Dans mon pays, en raison du contexte culturel, une femme doit déployer deux fois plus d'efforts et d'énergie pour prouver ce dont elle est capable – aussi bien aux autres femmes qu'aux hommes. Mais quand c'est fait, c'est fait. On reconnaît votre travail. »

Cette passion lucide en faveur du changement social et écono-

mique qu'elle veut réaliser, conjuguée au désir de développer ses compétences, a poussé Ilham Zhiri à poser sa candidature à un programme unique qui lui a permis de revenir aux Etats-Unis. Plusieurs années auparavant, elle avait fait ses études à Washington, à l'American University. Aujourd'hui, elle se retrouve à New York afin de participer à la cérémonie de clôture du Partenariat *Fortune*-Département d'Etat pour le mentorat des femmes dans le monde. Chaque année, ce programme public-privé sélectionne une trentaine de femmes pleines d'avenir, venues de divers horizons professionnels et du monde entier, auxquelles il propose un encadrement individuel assuré par cinquante Américaines chevronnées des milieux d'affaires, de l'université et de l'administration.

Les réseaux du partenariat public-privé lancent de nouvelles vocations

Un mois durant, ce programme mobilise avec beaucoup d'ingéniosité les ressources et le savoir-faire de trois entités qui font cause commune pour l'occasion : une élite d'Américaines, toutes cadres dans des entreprises telles que Avon, Wal-Mart, American Express et ExxonMobil, qui par-



Ci-dessus : Jin Yan, Aicholpon Jourbekova, Josephine Kairaba, Ilham Zhiri, Amany Eid, Rosin McCarthy et Lara Ayoub (de g. à d.), venues participer au Partenariat pour le mentorat des femmes dans le monde, ont visité Washington. Elles sont ici devant la Maison-Blanche. Ci-contre : Josephine Kairaba (Rwanda), Anna Grishchenkova (Russie) et Hussan-Bano Burki (Pakistan) lors d'une séance du programme à laquelle participait l'ambassadrice Melanne Vermeer.

ticipient au Sommet annuel des femmes les plus puissantes de la revue *Fortune*, présidé par Pattie Sellers, rédactrice en chef d'un jour de ce magazine; l'ONG internationale Vital Voices, qui a pour mission de mettre le pied à l'étrier des futures décideuses du monde entier; et le Bureau des affaires éducatives et culturelles (ECA) du département d'Etat.

L'idée de ce partenariat a vu le jour en 2006 lors d'une rencontre à Washington entre Pattie Sellers et Dina Powell, à l'époque secrétaire d'Etat adjointe aux Affaires éducatives et culturelles. Le Partenariat *Fortune*-Département d'Etat pour le mentorat des femmes dans le monde fut bientôt lancé. Il commença sous forme d'un programme en trois phases pour dix-sept candidates. Ces dernières prirent part à une présentation générale à Washington, suivie de stages de mentorat individuel à travers les Etats-Unis, puis d'une évaluation à New York. Ce programme connut un succès immédiat. A ce jour, il a accueilli près de 150 jeunes femmes d'environ 50 pays. Dina Powell, aujourd'hui directrice du mécénat chez Goldman Sachs et responsable d'une initiative équivalente, 10000 Women, en reste partenaire privilégiée.

« Le Partenariat pour le mentorat offre aux femmes un modèle évolutif de leadership », explique Alyse Nelson, présidente-directrice générale de Vital Voices, qui reçoit des subventions de l'ECA – environ 190 000 dollars en 2010 – pour gérer la logistique du programme sur le terrain. Généralement, les candidates sont des femmes actives de la première génération qui n'ont



Amany Eid a bénéficié du programme de mentorat féminin. Cette Egyptienne est responsable du développement pour le site Web financier www.mubasher.info au Caire et journaliste indépendante. Elle-même chapeaute des jeunes qu'elle conseille pour leur recherche d'emploi et la rédaction de leur CV.

pas eu chez elles de modèles auxquels s'identifier. C'est pourquoi les conseils d'une source directe leur donnent un gros coup de pouce, sur le plan tant mental que pratique. Tout aussi important, note Alyse Nelson, « les participantes savent que rien n'oblige les cadres des 500 grandes sociétés de *Fortune* à se donner le mal de les épauler, mais qu'elles le font quand même. Les jeunes femmes comprennent la valeur des efforts consentis pour elles et la responsabilité qui leur incombe de renvoyer l'ascenseur. »

Le programme est actuellement dans sa cinquième année et bien établi. « Nous adressons des télégrammes à nos ambassades et à nos bureaux régionaux pour leur demander de repérer et sélectionner des candidates », indique Chris Miner, directrice générale des programmes culturels de l'ECA responsable de milliers de pro-

grammes d'échange du département d'Etat. « Evidemment, ajoute-t-elle, il faut qu'elles aient une bonne maîtrise de l'anglais. Mais elles doivent aussi être des décideuses en puissance qui participent dans le but de faire progresser leurs compétences, leur carrière ou leur entreprise. Ces femmes sont destinées à la réussite. » Pattie Sellers invite des femmes d'affaires américaines de haut niveau à devenir tutrices bénévoles. Leurs entreprises financent les frais de déplacement et de séjour d'une participante, soit environ 8 000 dollars par personne. Avec une équipe du groupe *Fortune*, Pattie Sellers s'efforce de former les meilleurs binômes.

« La démarche est instructive des deux côtés, affirme Susan Whiting, tutrice à quatre reprises et coprésidente de la société Nielsen, spécialiste mondiale des études sur le marketing et les médias.

En ce qui me concerne, je trouve très utile de voir les Etats-Unis à travers leur regard. » Associée cette année à Ilham Zhiri, Susan Whiting a remarqué une similitude chez ses protégées. « La jeune génération pense souvent qu'elle doit laisser de côté certaines parties d'elle-même pour réussir, et je ne crois pas que ce soit forcément une bonne chose à long terme, souligne-t-elle. Pour réussir, il faut être fidèle à soi-même. »

Destinées au succès

Faisant le bilan de son expérience chez Nielsen, Ilham Zhiri déclare qu'elle rentre au Maroc avec deux objectifs. « Premièrement, j'ai appris (...) que je pouvais tirer parti des débouchés en Afrique

du Nord. » Le deuxième objectif, parvenir à un équilibre harmonieux entre travail et vie personnelle, l'a étonnée. « J'ai appris une expression merveilleuse ici – "se replanter". Vous devez cultiver votre vie personnelle pour faire croître votre entreprise. J'ai appris que je ne devais pas être aussi sévère avec moi-même. »

La dernière semaine très chargée du programme à New York était un mélange de formations sur les médias, d'ateliers sur l'entrepreneuriat, de débats et de prises de contacts, organisés par des leaders de l'industrie.

« Je me suis inscrite à ce programme car je voulais voir où je me classais par rapport aux grands de mon secteur aux Etats-Unis », confie Hussan-Bano Burki, cadre

supérieur de l'USAID à Islamabad.

Sa mission consiste à faciliter le commerce et à mettre au point des méthodes de marketing en ligne. « Au Pakistan, dit-elle, j'ai déjà un certain crédit et mes compétences sont plutôt au point. »

En binôme avec Beth Brooke du cabinet Ernst & Young, Hussan-Bano Burki raconte : « Ici, j'ai vu des tutrices qui font beaucoup plus que ne l'exigent leurs obligations professionnelles; elles forgent des réseaux pour aider les autres à réussir. » Ce fut une révélation de voir comment Beth Brooke utilise son carnet d'adresses pour contacter des personnes qu'elle ne connaît pas et ainsi aplanir certains obstacles. « Dès les premiers jours chez Ernst & Young, dit-elle, je me suis rendu compte que je n'avais jamais pensé à exploiter mes réseaux et que je devais moins hésiter à demander de l'aide. Beth a des liens avec tellement d'organismes et de personnes en rapport avec ce que je fais. Le pouvoir pratique de ces liens a été une leçon importante. » En conclusion, ajoute Hussan-Bano Burki, « j'ai appris ce qu'il faut savoir pour gravir les échelons de la vie professionnelle ».

Journaliste multimédia et conférencière, Joanna Krotz a contribué au quotidien *New York Times* et aux revues *Worth*, *Money*, et *Town & Country*, de même qu'à MSN et à *Entrepreneurship.org*. Elle a écrit *The Guide to Intelligent Giving* et fondé le Women's Giving Institute, une organisation qui sensibilise les donateurs à la philanthropie stratégique.



Rehmah Kasule est une chef d'entreprise ougandaise. Elle a lancé Century Marketing en 1998 et donne des conseils en planification, stratégie de marque et développement d'entreprise, son tutorat auprès des jeunes femmes visant à émanciper les Ougandaises. Rehmah Kasule collabore aussi au grand quotidien national *New Vision* et est consultante pour la National Export Strategy (NES), projet gouvernemental qui soutient les femmes du secteur de l'export. On voit ici Rehmah Kasule lors d'une marche en faveur du mentorat organisée par Vital Voices.



CHAPITRE

7



LES FEMMES AU POUVOIR ET AUX POSTES DE DÉCISION

Les femmes apportent un concours important à la société civile. Mais, à travers le monde, leur représentation dans les organes gouvernementaux est réduite. Ici, une Koweïtienne fait le signe de la victoire après l'adoption par le Parlement, en mai 2005, d'une loi historique permettant aux femmes de prendre une part active à la politique.

LES FEMMES AU POUVOIR ET AUX POSTES DE DÉCISION

Par Lori Ashford

Partout autour du globe, la sous-représentation des femmes dans les organes gouvernementaux, notamment dans les instances exécutives et législatives de haut niveau, limite leur influence sur la gouvernance et les affaires publiques. Il ne fait guère de doute que leur participation au processus de décision est essentielle au respect de leur égalité et de leurs droits. Dans les pays où elles se sont engagées activement dans la vie publique, elles ont été en mesure de mieux faire connaître les problèmes auxquels elles se heurtent et d'œuvrer à l'élimination des discriminations sexistes. Mais elles n'ont guère progressé dans la sphère politique, tout en enregistrant des avancées impressionnantes dans d'autres domaines, tels que l'éducation, l'emploi et la santé.

Bilan de la participation des femmes à la vie politique

La représentation féminine dans les organes législatifs a progressé dans la plupart des régions du monde, mais elle reste encore réduite. En 1990, les Nations unies ont plaidé pour que les femmes atteignent le seuil critique de 30 % des sièges parlementaires – niveau jugé suffisant pour provoquer une évolution de la politique nationale. Vingt ans après, seuls 26 pays sur 186 ont franchi la barre des 30 % d'éluës dans l'assemblée unique ou la chambre basse du parlement, selon l'Union interparlementaire (UIP). Aux États-Unis, en 2012, les femmes occupaient 17 % des sièges à la Chambre



des représentants, soit légèrement moins que la moyenne mondiale – 20,7 % – des parlementaires des chambres basses du monde entier (les femmes dans les parlements nationaux : <http://www.ipu.org/wmn-f/world.htm>).

Ces chiffres mondiaux masquent de grandes disparités régionales : dans les pays scandinaves, 42 % des parlementaires sont des femmes, contre 14,9 % seulement dans les assemblées des pays arabes. Quelques pays africains viennent en tête : au Rwanda et en Afrique du Sud, les femmes occupent respectivement 56,3 % et 42,3 % des sièges. En Suède, leur proportion s'élève à 44,7 %.

La militante Rola Dashti (à gauche) et la première femme ministre du Koweït, M^{me} Masouma Al Mubarak, célèbrent l'adoption par le Parlement koweïtien d'une loi donnant aux femmes le droit de voter et d'être candidates à une fonction publique.



La progression est encore plus lente au sein de l'exécutif. En 2010, sur 192 chefs de gouvernement, seules onze étaient des femmes. Sur le plan mondial, les ministères sont détenus à 16 % seulement par des femmes. Dans cette catégorie, la Finlande se détache nettement, puisque 63 % des portefeuilles ont été confiés à des femmes.

Pourquoi les femmes ont-elles peu de pouvoir politique ?

La faible proportion de femmes aux postes de décision politique est due aux avantages que l'histoire a légués aux hommes dans les systèmes électoraux et aux inégalités existant de longue date entre les deux sexes

Ci-dessus : marche en faveur des droits des femmes, à Kigali, au Rwanda. Le Rwanda se distingue par la proportion élevée de femmes exerçant des fonctions publiques. Ci-contre : deux grandes avocates de la cause des femmes, la Nigériane Hafsat Abiola (à gauche), militante pour la démocratie et les droits civiques, et l'ancienne présidente irlandaise, Mary Robinson, lors d'un sommet sur le leadership des femmes au Cap, en Afrique du Sud.

dans la société. A la maison, à l'école, sur le lieu de travail et ailleurs, les jeunes filles et les femmes jouissent généralement de possibilités plus limitées que leurs homologues masculins pour se doter des compétences nécessaires à des postes politiques ou de direction. La scène politique est peut-être moins ouverte au renforcement de la diversité et de l'égalité entre les sexes, en raison de son caractère souvent confidentiel et de sa fidélité aux réseaux masculins.

En elle-même, la démocratie n'ouvre pas aux femmes une voie d'accès à des postes de dirigeants. En fait, deux des pays démocratiques les plus anciens, les États-Unis et la France, comptent de faibles pourcentages de femmes à des charges d'élus. En outre, dans la plupart des sociétés, les femmes ont un accès limité aux allées du pouvoir – partis politiques, organisations professionnelles, syndicats, etc. Faute de relations et d'influence, elles éprouvent de plus grandes difficultés à réunir des fonds pour mener des campagnes politiques. Aussi entrent-elles fréquemment dans la vie publique par d'autres voies, telles que les institutions caritatives et les associations féminines.

Abattre les barrières

Un grand nombre d'avancées politiques enregistrées par les femmes sont dues à l'adoption en leur faveur de quotas visant à accroître le nombre d'élues dans les organes législatifs, des parlements nationaux aux conseils de village locaux. Une cinquantaine de pays ont établi des quotas de ce type – les pays nordiques ayant été les premiers à les mettre en place – et trente à quarante autres appliquent des quotas volontaires, selon l'Union interparlementaire. En plus des quotas, les femmes ont besoin d'une formation pour se porter candidates à une fonction publique et l'exercer. Il faut aussi renforcer la transparence des systèmes de recrutement pour les postes des organes législatifs et exécutifs.



A Riga, en Lettonie, une jeune femme s'apprête à voter.

Le Rwanda et l'Afrique du Sud ont vu la proportion des élues au parlement faire un bond historique après la révision de leurs constitutions nationales instaurant des quotas en faveur de la représentation féminine. D'autres pays, comme le Kirghizistan en 2007, ont adopté, dans le cadre d'une réforme électorale, des quotas de 30 %. En 2005, au Koweït, le Parlement, exclusivement masculin, a accordé aux femmes la totalité des droits politiques – une étape certes modeste, mais importante dans le monde arabe. De nombreux autres pays ont réservé des sièges aux femmes dans les conseils de village locaux et dans leurs organes dirigeants. Au cours des dernières



années, en Inde, certains États ont, dans ces assemblées locales, porté le quota des femmes de 30 à 50 %.

Le pouvoir de l'estimation

Il est essentiel de vérifier la participation des femmes à la vie politique, même si le système de mesure utilisé est imparfait. La proportion de femmes dans les parlements nationaux constitue un critère d'évaluation fiable, parce que ces assemblées jouissent à long terme d'une relative stabilité et qu'il est facile de comparer les statistiques des différents pays. Certes, le pourcentage de sièges ou de fonctions occupés par les femmes n'indique rien sur le degré de leur participation ou du pouvoir qu'elles exercent. Néanmoins, l'établissement de références comparatives sur la progression des femmes attire l'attention sur la question et permet de s'assurer de l'efficacité de la discrimina-

tion positive. Ces mesures ne seraient pas nécessaires s'il existait une véritable parité hommes-femmes, mais tant que celle-ci ne sera pas une réalité et que les quotas seront indispensables, les femmes devront continuer à jouer un rôle actif et à se battre pour obtenir leur part de représentation.

Lori Ashford est consultante indépendante spécialisée en démographie mondiale, santé et condition féminine depuis vingt ans. Au Population Reference Bureau (PRB), elle a rédigé entre autres les très populaires fiches de données « Les Femmes de notre monde », ainsi que le numéro de *Population Bulletin* intitulé « Politiques de population : la promotion des droits de la femme ».

Au Guatemala, dans la ville rurale d'El Quiché, des femmes montrent leur index teinté d'encre, preuve qu'elles ont voté.

Michelle Bachelet

Médecin, stratège militaire et chef d'Etat

Par Karen Calabria



C'est grâce à son courage et à sa détermination au moins autant qu'aux circonstances qu'une femme médecin reconvertie dans la politique est devenue la première présidente du Chili, avant d'agir aujourd'hui en faveur de l'égalité des sexes dans le monde.

Agnostique déclarée, divorcée et mère de trois enfants, chanteuse de musique folk à ses heures... dans un pays aussi religieux et conservateur que le Chili, le docteur Michelle Bachelet n'avait a priori rien pour réussir en politique.

Mais la première femme à avoir été élue démocratiquement à la tête d'un pays d'Amérique du Sud n'a jamais eu peur des contradictions. Elle a su au contraire les utiliser au fil de son parcours.

« Nous avons ouvert les portes et les fenêtres pour laisser entrer les citoyens ordinaires, pour les encourager à participer », a-t-elle déclaré au *New York Times*, à propos des diverses facettes de son passé qui, réunies, l'ont fait élire présidente.

Ancienne prisonnière politique devenue membre du gouvernement, M^{me} Bachelet s'est employée, en qualité de ministre puis de présidente, à instaurer une démocratie stable pendant la transition qui a suivi la dictature militaire répressive du général Augusto Pinochet.

Médecin de formation – épidémiologiste et pédiatre – sa propension à soigner se double d'un talent de stratège militaire, peut-être encore plus prononcé. Elle a étudié les sciences militaires à l'Académie nationale d'études stratégiques et politiques du Chili et à l'Inter-American Defense College de Washington. Puis elle a remporté la course à la présidence dès sa première campagne.

Et, à 59 ans, M^{me} Bachelet n'est pas près d'avoir fini sa carrière. Récemment nommée à la tête du nouvel organisme des Nations

unies, ONU Femmes, elle poursuit inlassablement son chemin – cette fois au premier rang de la lutte mondiale pour l'égalité des sexes.

« On m'a appris, dans ma famille, que tous les individus devaient avoir les mêmes chances et que la justice et la dignité étaient essentielles. C'est donc dans mes gènes de croire que les gens ont des droits et de penser que nous sommes tous différents et que c'est une très bonne chose car c'est ce qui rend le monde plus intéressant », a-t-elle expliqué dans un entretien avec Barbara Crossette publié dans la revue *The Nation*.

Ces idéaux ont été mis à rude épreuve une première fois en 1973, lorsque le président de l'époque, Salvador Allende, a été chassé du pouvoir par l'homme fort de l'armée, le général Pinochet. Le père de M^{me} Bachelet, un général de l'armée de l'air haut placé dans le gouvernement d'Allende, a été placé en détention militaire pour trahison. Il est mort d'une crise cardiaque après avoir été torturé.

Cela n'a en rien découragé l'engagement politique de M^{me} Bachelet. Elle s'est au contraire davantage investie dans le Mouvement de la jeunesse socialiste. Ce n'est que lorsque sa mère et elle ont quitté le pays pour l'Australie en 1975, après avoir été incarcérées dans des centres de torture du régime de Pinochet, qu'elle a réduit ses activités.

Malgré ce qu'elle a subi pendant ces premières années de vie politique, M^{me} Bachelet s'est par la suite employée à remédier aux inégalités de la société chilienne. Ministre de la Santé en 2000, sous la présidence de Ricardo Lagos, elle a élargi l'accès au système de



Michelle Bachelet, alors présidente du Chili, s'entretient avec une famille victime du tremblement de terre et du tsunami de 2010 à Constitución.

santé public. En 2002, elle est devenue la première femme ministre de la Défense d'Amérique latine. Elle a alors activement favorisé la réconciliation entre les militaires et la société civile, en réformant et en modernisant l'armée chilienne.

« Parce que j'ai été victime de la haine, j'ai consacré ma vie à transformer la haine en compréhension, en tolérance et – pourquoi ne pas le dire – en amour », a-t-elle déclaré dans le discours qui a suivi sa victoire à l'élection présidentielle de 2006.

Bien qu'elle ait commencé sa vie professionnelle comme méde-

cin, avant de rapidement gravir les échelons jusqu'à devenir ministre de la Santé, M^{me} Bachelet a toujours été influencée par la carrière militaire de son père.

« J'ai remarqué que l'incompréhension entre le monde militaire et le monde civil était l'un des obstacles à une véritable démocratie. Ils ne parlaient pas la même langue. Je voulais remédier à cette situation. Je pouvais servir d'intermédiaire entre ces deux mondes », a-t-elle déclaré au *Guardian* à propos de son cursus universitaire de troisième cycle en sciences militaires, qui l'a conduite à devenir la première

femme ministre de la Défense du Chili en 2002.

Malgré tous ses succès, M^{me} Bachelet n'a pas toujours fait l'unanimité. Elle a été abondamment critiquée pour la politique de son gouvernement en matière d'éducation, ainsi que pour l'échec d'un ambitieux projet de transports publics et une série de conflits sociaux prolongés. Mais sa cote de popularité, qui culminait à 84 % lorsqu'elle a quitté ses fonctions en mars 2010, est la plus élevée de tous les présidents de l'histoire du Chili.

Le succès n'a jamais entamé sa détermination à relever d'autres

défis. En juillet 2010, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, l'a nommée à la tête du nouvel organisme des Nations unies, ONU Femmes.

Peu après sa nomination, Radio ONU a diffusé une interview dans laquelle M^{me} Bachelet n'hésitait pas à décrire les difficultés auxquelles elle faisait face

dans son nouveau rôle. « Dans de nombreuses régions du monde, la situation des femmes est très précaire. Elles n'ont pas les mêmes possibilités que les hommes en ce qui concerne les droits les plus fondamentaux. Elles sont victimes de discrimination, leurs droits sont bafoués. Il existe encore des endroits où les femmes sont mu-

tilées. Je suis donc convaincue que nous devons travailler très dur pour améliorer leur condition et je sais qu'il s'agit [...] d'une véritable gageure. »

Malgré son bilan de femme chef d'Etat, M^{me} Bachelet ne s'est jamais départie de la vision d'un avenir meilleur qui l'animait lorsque, jeune et idéaliste, elle combattait le régime oppressif qui avait tué son père.

Elle l'a confié au *New York Times* : « Ce qui m'intéresse le plus, ce que je continue de privilégier, c'est moins de se pencher sur le passé que de créer un meilleur avenir. »

Karen Calabria est journaliste indépendante à New York.



Un sympathisant de Michelle Bachelet brandit la une d'un journal qui remercie la présidente sortante, le 11 mars 2010. La cote de popularité de M^{me} Bachelet ne s'est jamais démentie tout au long de son mandat.

Un conseil mondial de dirigeantes

Par Laura Liswood

A l'Aspen Institute, le Council of Women World Leaders rassemble les femmes chefs d'Etat ou de gouvernement du monde entier, anciennes ou actuelles titulaires de la fonction. Au sein de ce forum, elles élaborent des stratégies en faveur de l'égalité des sexes.

La théorie voulant que les moyens des plus riches finissent par profiter aux plus démunis est sans doute litigieuse en économie, mais elle peut constituer une méthode efficace lorsqu'il s'agit de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes.

Car tel est, en dernier ressort, l'ambitieux objectif du Council of Women World Leaders, aréopage féminin de chefs d'Etat ou de gouvernement qui use de son influence pour accroître les perspectives des femmes à travers le monde. Sa mission : mobiliser les principales dirigeantes mondiales en vue d'une action collective sur des questions déterminantes pour la cause féminine.

« Des études ont montré que, dès leur entrée à l'école, les enfants possèdent déjà une idée extrêmement orientée des notions de masculinité et de féminité dans la société où ils vivent, indiquait à *Newsweek* Kim Campbell, première femme nommée Premier ministre au Canada. Pour peu que ces principes soient ancrés dans les rôles traditionnels de l'homme et de la femme, l'école aura fort à faire pour les remplacer par des préceptes plus favorables à l'égalité entre les sexes. Si nous voulons élargir la participation des femmes

à la vie publique, nous devons agir sur le contexte d'où découlent les idées communes sur les modalités de fonctionnement du monde. »

Créé en 1997, le Conseil a été institué pour servir cet objectif. Il ne s'agit pas d'une énième vitrine pour responsables de haut niveau en quête de notoriété. Cette instance n'a rien à voir non plus avec les réseaux féminins des années 1980 et 1990. Il s'agit au contraire d'une assemblée de femmes de pouvoir, détentrices de toutes les prérogatives qui accompagnent l'exercice d'une haute fonction. Cette communauté de femmes d'élite vise à faire jouer son influence, à modifier les comportements et à éliminer les obstacles s'opposant à la progression de la cause féminine. Ainsi, l'Initiative ministérielle du Conseil fournit une tribune d'expression collective et féminine sur des questions internationales sensibles : les réunions politiques multilatérales organisées dans ce cadre mettent résolument l'accent sur la parité entre les sexes.

L'Initiative ministérielle sur l'environnement répond au besoin impératif d'inciter au développement durable. En 2009, le Conseil a noté que ce sont les femmes les premières responsables de l'éducation des enfants et de l'apport



Ci-contre : Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'Etat américaine, a fondé l'Initiative ministérielle du Council of Women World Leaders. Ci-dessous : des femmes chefs d'Etat ou de gouvernement immortalisent le premier sommet du Conseil, en mai 1998. Assises de g. à d. : Violeta B. de Chamorro, ancienne présidente nicaraguayenne ; Vigdís Finnbogadóttir, ancienne présidente islandaise ; Laura Liswood, directrice générale. Debout de g. à d. : Tansu Çiller, ancienne Première ministre turque ; Hanna Suchocka, ancienne Première ministre polonaise ; Kazimiera Prunskienė, ancienne Première ministre lituanienne ; Benazir Bhutto, ancienne Première ministre pakistanaise aujourd'hui disparue ; Dame Eugenia Charles, ancienne Première ministre dominicaine ; et Kim Campbell, ancienne Première ministre canadienne.



du nécessaire à l'alimentation et à la santé de leur famille. La logique veut donc qu'elles soient davantage impliquées dans les questions de protection de l'environnement. Compte tenu de la diversité de leurs interactions quotidiennes avec le milieu naturel, elles sont les principales victimes de sa dégradation. Pourtant, elles sont considérablement sous-représentées dans les instances décisionnelles en matière de développement et d'environnement.

Première femme secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, Madeleine Albright a été présidente fondatrice de l'Initiative ministérielle et administratrice de l'Aspen Institute. En hommage à son rôle, une série de débats porte son nom.

Dans le cadre des rencontres

intitulées Madeleine K. Albright Women's Voices de l'Institut Aspen, des dirigeants mondiaux et divers experts internationalement reconnus sont invités à venir débattre d'un thème déterminé et à suggérer des pistes de changement – dans une optique paritaire. Sécurité, environnement et questions de société sont tous étudiés à travers le prisme de la lutte contre le sexisme.

Au cours de l'hiver 2010, par exemple, deux politologues de renom, Erika Falk de l'Annenberg School of Communication et Elisabeth Gidengil de l'université McGill, ont été reçues. Elles ont présenté leurs récents travaux sur les candidates à des mandats politiques, qui montrent que leur ascension vers le sommet demeure dans l'ensemble une pente glissante.

Leurs conclusions

indiquent que les journalistes mettent nettement plus l'accent sur les positions politiques des hommes que sur celles des femmes, insistent davantage sur l'apparence physique des femmes et parlent deux fois plus des campagnes des candidats que de celles des candidates.

En 1996, en tandem avec l'auteur du présent article, Vigdís Finnbogadóttir, première Islandaise élue démocratiquement à la tête de l'Etat, en poste de 1980 à 1996, a fait en sorte de réunir des femmes chefs de gouvernement. Le Council of Women World Leaders a vu le jour en 1997 et Vigdís Finnbogadóttir en a été la première présidente. Le Conseil a siégé jusqu'en 2004 à la Kennedy School of Government de l'université Harvard, mais constitue aujourd'hui une instance de l'Aspen Institute, organisme interna-

Présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf a été élue pour un deuxième mandat en 2011. Sa solide expérience dans les finances l'a amenée à exercer diverses fonctions gouvernementales et non gouvernementales, dont celle de ministre des Finances, avant de diriger le pays.



Angela Merkel, chancelière allemande (à g.), et Tarja Halonen, ancienne présidente finlandaise, lors d'une rencontre à Berlin, à la chancellerie.

tional à but non lucratif établi à Washington, qui milite pour une gouvernance éclairée et un dialogue ouvert.

Tarja Halonen, présidente finlandaise de 2000 à 2012, est actuellement à la tête du Conseil. Ly ont précédée Mary Robinson, ancienne présidente de la République d'Irlande (1990-1997), et Kim Campbell, ancienne Première ministre du Canada. Les présidentes et les Premières ministres élues démocratiquement ont droit, sur invitation, de rejoindre les 45 membres du Conseil. Y siègent aujourd'hui, entre autres, l'ancienne présidente chilienne, Michelle Bachelet, la présidente libérienne, Ellen Johnson Sirleaf, la chancelière allemande, Angela Merkel, ainsi que l'ancienne Première ministre néo-zélandaise, Helen Clark.

En 1998, le Conseil s'est ouvert aux femmes occupant des

postes ministériels. L'Initiative ministérielle a pour vocation de faire progresser la démocratie, l'égalité entre les sexes et la bonne gouvernance par des échanges de vues, lors de réunions entre ministres sur des questions mondiales : santé, éducation, environnement, finances, économie, développement, etc.

Le Conseil favorise également l'émergence de futurs leaders grâce à ses bourses universitaires qui proposent aux étudiants de troisième cycle des stages dans les bureaux des membres du Conseil, d'organisations internationales et de ministères à travers le monde. Les trois volets du programme – Parité et vie publique, Politique environnementale et Politique de santé publique – donnent aux titulaires de ces bourses l'occasion d'observer en direct la fonction de haut dirigeant. A ce jour, plus de 160 stagiaires ont travaillé dans

52 bureaux de plusieurs pays. Les diplômés des meilleurs établissements universitaires de santé publique et d'études environnementales sont affectés dans les ministères adéquats des membres du Conseil et dans des organisations internationales.

Le Conseil constitue un espace privilégié de dialogue sur le rôle des femmes aux plus hauts niveaux décisionnels. C'est aussi un forum de défense de la cause féminine et de l'exercice de fonctions gouvernementales par les femmes. Il offre les moyens de son réseau aux dirigeantes internationales et une tribune d'expression à un groupe diversifié de décideurs expérimentés souhaitant préconiser des solutions durables aux injustices dont pâtissent les femmes aujourd'hui. Les orientations variées du Conseil sont le reflet des défis multiformes que rencontrent les femmes un peu partout dans le monde.

Laura Liswood est secrétaire générale du Council of Women World Leaders, qu'elle a cofondé avec l'ancienne présidente islandaise, Vigdís Finnbogadóttir. L'objectif est d'assurer aux femmes en poste au sommet de l'Etat un réseau mondial leur permettant de partager leurs expériences privilégiées et d'apprendre les unes des autres dans une atmosphère de concertation. Laura Liswood est conseillère à la banque mondiale d'investissement Goldman Sachs.



CHAPITRE

8



LES INSTANCES CHARGÉES DES DROITS DE LA FEMME

Directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde fait partie des femmes dynamiques qui ouvrent la voie à la féminisation d'institutions traditionnellement dominées par les hommes. Les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux peuvent encourager l'intégration de l'égalité hommes-femmes.

LES INSTANCES CHARGÉES DES DROITS DE LA FEMME

Par Mona Lena Krook

Pratiquement tous les pays du monde se sont dotés d'instances nationales consacrées à la promotion de la femme, qu'il s'agisse de bureaux, de commissions, d'agences ou de ministères de la Condition féminine. Les premières du genre ont été soutenues au début du xx^e siècle par la Ligue des nations et l'Alliance internationale des femmes, fondée à l'époque du mouvement en faveur du droit de vote féminin. Aux Etats-Unis, un des précurseurs est le Women's Bureau, créé en 1920 au sein du département du Travail pour veiller au bien-être des ouvrières par l'élaboration de normes et de règlements visant à améliorer leurs conditions de travail, leur rentabilité et leurs possibilités d'emploi. Toutefois, la plupart des organismes publics ont vu le jour à la suite de la Première Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, en 1975. Ils avaient pour mandat initial de renforcer la présence féminine dans l'enseignement, la politique et l'économie. Entre autres exemples de ces organismes à travers le monde figurent le Service national des femmes au Chili, le Government Equalities Office au Royaume-Uni, la Commission on Gender Equality en Afrique du Sud et le ministère de la Condition féminine, de la Famille et du Développement communautaire en Malaisie.

Aux services publics s'ajoutent des agences créées par plusieurs organisations régionales et internationales pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. La plus ancienne agence régionale



de ce type, fondée en 1928, est la Commission interaméricaine des femmes, émanation de l'Organisation des Etats américains destinée à servir de forum pour élaborer une politique favorable à la cause des droits civiques et politiques de la femme dans l'hémisphère occidental. Plus récent (2006), l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes apporte son appui aux institutions de l'Union européenne et aux Etats membres afin d'encourager la prise en compte de la question de l'égalité entre les sexes dans les décisions politiques.

Dans le système onusien, quatre composantes distinctes travaillent sur le sujet : la Division de la promotion de la femme (DPF), le Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM),

Eurodéputée luxembourgeoise en 1999, Viviane Reding a ensuite été nommée à la Commission européenne. Elle en est actuellement vice-présidente chargée de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté.



l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et le Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes (OSAGI). En parallèle, la Commission de la condition de la femme (CSW), créée par le Conseil économique et social des Nations unies en 1946, définit et élabore lors de ses réunions annuelles la politique de l'ONU sur la femme et la parité entre les sexes. En 2010, l'Assemblée générale de l'ONU a accepté à l'unanimité la formation de l'Entité de l'ONU pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), qui fusionne la DAW, l'UNIFEM, l'INSTRAW et l'OSAGI, afin d'accélérer l'avènement des droits fondamentaux des femmes dans tous les domaines. Cette mesure se justifiait par le fait que l'égalité entre les sexes constituait non seulement un droit fondamental, mais aussi un tremplin au développement économique.

De l'égalité des droits à l'approche intégrée

Tant nationaux qu'internationaux, tous ces organismes ont pour objectif commun de faire avancer l'égalité entre les sexes et d'accroître le pouvoir d'action de la femme. Toutefois, les stratégies mises en œuvre ont évolué avec le temps. Au départ, la majorité des « mécanismes de progrès » mettaient l'accent sur l'instauration et l'application de mesures qui assuraient l'égalité de traitement en voulant donner aux femmes les droits déjà garantis aux hommes. Puis on a reproché à cette méthodologie de se contenter de féminiser les normes masculines, peut-être inadaptées. Naquit alors une deuxième démarche, sur le principe que la réalisation de la parité pouvait passer par des politiques différentes pour les femmes et les hommes.

Cette stratégie ne donnant pas non plus

Des députées irakiennes discutent lors d'une session parlementaire à Bagdad. La présence de femmes au gouvernement peut contribuer à favoriser l'émancipation des femmes en général.

satisfaction, on adopta une troisième démarche, l'approche intégrée de l'égalité, qui s'est généralisée à travers le monde grâce au Programme d'action de Pékin. Cette nouvelle stratégie signifie que l'on évalue tout projet de mesure politique : 1/ dans une optique sexuée, c'est-à-dire en étudiant ses conséquences pour les hommes et pour les femmes ; 2/ dans une perspective d'égalité entre les sexes. La différence avec les méthodologies précédentes est que l'on s'attache à donner une dimension sexuée à tous les domaines politiques, y compris là où elle n'apparaît pas immédiatement. L'intégration se reflète dans la mission du White House Council for Women and Girls, créé par le président américain Obama en 2009 pour veiller expressément à ce que chaque organisme public « prenne en compte les besoins de la population fémi-

nine dans les trains de mesure qu'il élabore, les programmes qu'il crée et la législation qu'il appuie ».

Des statuts à pérenniser

La généralisation des organismes chargés de la condition féminine masque d'importantes disparités de pouvoir et de statut, ainsi qu'une grande vulnérabilité financière due aux priorités budgétaires fluctuantes de l'Etat et des donateurs. Les modalités de fonctionnement de tous ces organismes diffèrent parfois considérablement, qu'il s'agisse de leurs fonds ou de leurs effectifs, de la durée de leur mandat, de leur proximité avec le pouvoir exécutif, du parcours de leurs dirigeants ou de leurs urgences politiques. Dans certains pays, par exemple, ces instances occupent un portefeuille

Les clubs de jeunes peuvent aider les jeunes femmes à acquérir des compétences. Rabeeta Chaudhary préside le club de son village népalais de Sutaiya, qui réalise des projets et fait office de médiateur dans certains conflits.



ministériel, tandis que, dans d'autres, elles sont rattachées à la présidence ou à un ministère, de la Justice ou du Développement social par exemple. Rares sont celles qui ont le pouvoir de négocier leur propre budget, et nombre d'entre elles ne disposent que d'un personnel minimal. En outre, leur existence et leur statut sont parfois fortement liés au bon vouloir du président ou du Premier ministre, qui peuvent radicalement en modifier la vocation en y ajoutant un volet sur la famille et les enfants, ou en les fusionnant avec d'autres administrations chargées des questions de race, de handicap et d'orientation sexuelle. Ces organismes jouissent-ils de ressources et d'un pouvoir suffisants pour faire réellement progresser l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation de ces dernières ? La préoccupation demeure d'actualité. Les deux articles qui suivent analysent le travail accompli par certaines femmes au sein des institutions pour donner une place plus

importante aux populations féminines grâce à la législation, à l'action gouvernementale et non gouvernementale.

Mona Lena Krook est chargée de cours à l'université Washington de Saint Louis où elle enseigne les sciences politiques et les questions liées aux femmes, à la parité et à la sexualité. Elle a écrit *Quotas for Women in Politics* (2009) et codirigé la publication de *Women, Gender, and Politics: A Reader* (2010).

Les agences des Nations unies assurent la promotion des femmes en les employant dans de nombreuses fonctions. A Hera, dans le Timor oriental, cette femme casque bleu participe à la transition du pays vers l'indépendance en 2000.

Kateryna Levchenko

Contre le patriarcat politique

Par Yevhen Hlibovytsky et Oksana Forostyna



Kateryna Levchenko a adhéré au féminisme dès le début de sa carrière universitaire. Elle s'est ensuite consacrée à la lutte contre les stéréotypes du patriarcat traditionnel, menant son action au sein des pouvoirs publics ou d'organisations non gouvernementales.

Kateryna Levchenko, militante ukrainienne des droits de l'homme, semble bien déterminée pour quelqu'un qui vient de perdre un procès. « Nous en avons fini ici. Il est temps désormais d'appeler à la communauté internationale ! » Son action en justice visait le Premier ministre ukrainien, Mykola Azarov, pour ses propos de mars 2010. En réponse à une question sur les raisons de l'absence de femmes ayant rang de ministre dans son gouvernement, il avait déclaré que « mener à bien des réformes n'est pas une affaire de femmes ». Toutes les instances judiciaires auprès desquelles Kateryna Levchenko avait introduit un recours ont estimé que le Premier ministre avait le droit d'exprimer son point de vue. Aucune n'a relevé la nature discriminatoire des termes employés. Kateryna Levchenko entend bien récuser ce patriarcat méprisant. C'est un sentiment si répandu que, pendant la campagne électorale de 2009, Viktor Ianoukovitch, futur président du pays, déclara publiquement que son adversaire, la Première ministre Ioulia Timochenko, serait mieux dans sa cuisine. Kateryna Levchenko, qui s'est consacrée à la protection des droits de l'homme et de la femme, ne plaisante pas avec ce genre d'affirmation.

En dépit d'un traditionalisme invétéré sur la place de la femme, l'Ukraine offre de réelles chances de réussite à ses habitantes. Selon la base de données WomanStats (<http://www.womanstats.org>), le pays figure au nombre de ceux dont la législation est conforme aux recommandations de la

Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, encore que son application soit inégale. Avec ou sans le soutien des pouvoirs publics, les Ukrainiennes peuvent faire carrière en entreprise, dans la fonction publique, dans le monde scientifique et universitaire. Pourtant, rares sont les femmes engagées dans l'action politique. Le Parlement national ne compte que 7 % de femmes – 34 sur 441 élus en février 2010 – et aucune n'occupe de poste important dans le gouvernement actuel. Kateryna Levchenko estime que cette situation tient à la nature houleuse du pouvoir ukrainien qui exige souvent une résistance à toute épreuve : « C'est la raison pour laquelle on trouve tant de femmes à des postes intermédiaires et

subalternes dans l'administration publique et si peu au sommet de l'Etat. »

Kateryna Levchenko connaît sa première véritable expérience de discrimination sexiste à l'âge de 26 ans. Jeune enseignante pleine d'avenir à l'université, elle est enceinte. Attendant un enfant pour la première fois, elle doit s'inscrire dans une clinique d'Etat. Au bout de trois heures d'attente, elle tente finalement de décaler son rendez-vous en fonction de ses heures de cours. « Quels cours ? Tout le monde s'en fiche, ma petite dame, réplique vertement le médecin. Ici, vous êtes enceinte, pas professeur ! » Vingt ans après, elle se souvient : « J'ai alors compris comment fonctionnait la discrimination. ». Un homme n'aurait jamais été traité de cette manière, ajoute-t-elle.



Ancienne Première ministre ukrainienne, Ioulia Timochenko, chef de l'opposition, a dû affronter des défis et des polémiques politiques. Elle a joué un rôle majeur lors des manifestations de la Révolution orange de 2004 contre les fraudes électorales. Condamnée pour « abus de pouvoir » en 2011, elle est emprisonnée pour sept ans. Beaucoup considèrent que son procès et sa condamnation répondent à une motivation politique, ce qui provoque des appels à sa libération.

Kateryna Levchenko a suivi vers le féminisme et les droits fondamentaux un chemin classique pour la première génération de féministes ukrainiennes, arrivées sur la scène publique vers 1995. Sa famille était « démocratique, égalitaire », indique-t-elle. Ses parents étaient tous les deux universitaires à Kharkiv, l'un des principaux pôles scientifiques et d'enseignement d'Ukraine et de l'ex-Union soviétique. Elle précise n'avoir jamais été confrontée au sexisme pendant ses premières années dans le département de philosophie et de communisme scientifique de l'Institut d'ingénierie ferroviaire de Kharkiv. « C'était pour nous l'époque de l'initiation à la philosophie occi-

dentale moderne [après des décennies d'isolement intellectuel], se rappelle-t-elle, et les gens étaient très ouverts. » Comme beaucoup de ses pairs du milieu universitaire, Kateryna Levchenko se convertit au féminisme après avoir lu Michel Foucault, Roland Barthes, Julia Kristeva et Betty Friedan. Elle explique que cette tendance post-soviétique était naturelle : « La construction de l'identité est un processus plutôt compliqué. C'est pourquoi les cercles universitaires ont été les premiers à adhérer aux idées du féminisme et des droits de l'homme. » En 1996, elle lance un cours intitulé « Introduction à la théorie de la différence sexuelle », l'un des premiers du genre en

Ukraine. Très rapidement, elle exploite le succès de cette expérience dans son action auprès de l'Etat et des organisations non gouvernementales (ONG). Elle entame une collaboration avec ces dernières, d'abord à Kharkiv, puis dans la capitale ukrainienne, Kiev, et s'occupe de la coordination des programmes visant à prévenir la traite des êtres humains.

En 2004, Kateryna Levchenko est invitée à conseiller le ministre de l'Intérieur ukrainien sur les droits de l'homme et la discrimination fondée sur le sexe. Il s'agit d'un véritable défi, en interne comme à l'extérieur du ministère. Au gouvernement, ses nouveaux collègues ne comprennent guère le principe de la lutte contre le

sexisme et se montrent sceptiques sur les droits de l'homme, tandis que de nombreux militants accueillent avec surprise sa décision de servir le pouvoir. A l'automne 2004, la société civile se réveille et descend dans la rue pour manifester contre le gouvernement. La mobilisation dure deux mois et se transforme en « Révolution orange », ainsi baptisée à cause de la couleur adoptée par l'opposition politique. Kateryna Levchenko doit alors louvoyer entre les organismes internationaux et le ministère, accusé de persécuter les opposants.

Pour Kateryna Levchenko, le travail véritable commence au printemps 2005, lorsque Iouri Loutsenko, connu pour avoir coordonné les manifestations avant la révolution, accède au poste de ministre de l'Intérieur. Elle réunit, pour la première fois, de simples policières, des enquêtrices de haut niveau et d'autres employées du ministère. « Rares étaient celles qui savaient que l'Intérieur comptait environ 17 % de femmes en 2005 et 19 % en 2009, dit-elle. Certaines dirigeaient les divisions du crime organisé et faisaient même partie de Cobra [unité spéciale de la police ukrainienne]. »

Lorsque Kateryna Levchenko entame sa tâche au ministère de l'Intérieur, Taras Hataliak est encore en prison. Libéré quelques semaines seulement avant la Révolution orange, le militant des droits de l'homme commence une collaboration avec Kateryna Levchenko. Ministre adjoint de l'Intérieur de la région de Lviv, à l'ouest de l'Ukraine, Taras Hataliak fait la chasse aux atteintes aux droits

de l'homme dans les services de police et les prisons. « Kateryna Levchenko était la tête pensante et la messagère des militants des droits de l'homme au sein du ministère. Elle était au fait de ce que savait la base et veillait à ce que les priorités de la société civile deviennent celles du ministre », rappelle-t-il. Taras Hataliak lui reconnaît également le mérite d'avoir mis en place un mécanisme d'alerte sur les droits fondamentaux dans les services de police. Des groupes itinérants de prévention sont créés, ainsi que des conseils publics sur les droits de l'homme dans chaque région. Des lois viennent garantir ces droits. En 2008 est instauré un département spécial consacré au respect des droits de l'homme dans les forces de l'ordre. Kateryna Levchenko affiche fièrement des effectifs ministériels composés pour 40 % de militants des droits de l'homme. Le reste est constitué de policiers en retraite qui connaissent le système et soutiennent les réformes favorables aux droits de l'homme.

Toutefois, les bonnes intentions de réforme dans la police dépendent toujours de la situation politique du pays. Au fil des alternances gouvernementales, les priorités évoluent. Kateryna Levchenko a été nommée au ministère de l'Intérieur à deux reprises : de septembre 2004 à mai 2006, et de janvier 2008 à avril 2010. Le département chargé du respect des droits de l'homme a été dissous par le gouvernement Ianoukovitch. Ses anciens membres continuent leur travail dans des ONG comme La Strada-Ukraine, dirigée par Kateryna Levchenko.

La Strada est une ONG multinationale qui aide principalement les femmes victimes de la traite des êtres humains et de la violence domestique en Europe centrale et orientale. Selon sa directrice, toutes les catégories sociales y font appel. Les demandes de secours viennent surtout de femmes, mais aussi d'hommes. Avec la généralisation de l'information sur la traite des personnes et l'amélioration des services sociaux ukrainiens, Kateryna Levchenko s'attend à un regain d'activité pour son ONG.

Le procès intenté par Kateryna Levchenko contre les propos méprisants du Premier ministre ukrainien Mykola Azarov à l'égard des femmes ne constitue qu'un des éléments de sa campagne pour faire entendre la voix des femmes, avec un statut égal à celui des hommes. Elle poursuit ses efforts pour réformer, par tous les moyens possibles, l'organisation de la police et les atteintes aux droits de l'homme, par le biais d'organismes affiliés ou non aux pouvoirs publics.

Yevhen Hlibovytsky est associé de pro.mova, société de conseil en communication stratégique implantée à Kiev, en Ukraine. Ancien journaliste, il a été l'un des chefs de file du mouvement de résistance de la presse contre la censure dans le pays.

Oksana Forostyna est journaliste d'investigation à Lviv, en Ukraine. Elle est connue pour ses reportages sur la corruption, la discrimination sexiste et les droits de l'homme en Ukraine, en Pologne, en République tchèque ou dans d'autres pays en transition.



A Kiev, une militante de l'organisation féministe ukrainienne Femen proteste contre la formation d'un gouvernement exclusivement masculin en 2010. La pancarte dit : « Donnez-nous un portefeuille ministériel ! »

Un comité de femmes relance la démocratie en Uruguay

Par Eric Green

En Uruguay, les législatrices ont mis de côté leurs divergences partisans pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, au Parlement et dans la société. Le comité bicaméral qu'elles ont créé représente une avancée pour les femmes du pays, mais les élues reconnaissent qu'il faut faire davantage pour assurer la parité.

Ce n'est qu'un début, mais la participation accrue des Uruguayennes à la vie politique de leur pays fait progresser la démocratie dans cette nation d'Amérique du Sud. Conséquence de cette évolution, les parlementaires uruguayennes des deux chambres se sont regroupées, au-delà des clivages partisans, pour former un Comité bicaméral des femmes. Sa mission : défendre l'égalité entre les sexes et le développement du rôle décisionnel des femmes en politique. Cette assemblée a été créée en 2000 à l'initiative de trois élues du Parlement issues de partis différents.

Susana Dalmás, sénatrice siégeant au Comité, a déclaré dans une interview que, même si des divergences pouvaient exister sur certaines questions nationales, les membres du Comité s'étaient entendus sur des mesures essentielles pour la cause féminine, comme l'interdiction du harcèlement sexuel dans le cadre professionnel et l'octroi d'une pension de retraite aux femmes.

L'obstacle majeur, précise Susana Dalmás, est que le Comité n'a « aucune valeur institutionnelle au sein du Parlement ». Cela signifie, explique la sénatrice, qu'il n'est pas reconnu officiellement

comme organe du parlement uruguayen. Il représente, conclut Susana Dalmás, « la volonté [des élues] de se réunir pour s'efforcer d'arriver à un accord sur certains sujets » qui doivent, selon elles, être portés à l'ordre du jour.

L'unité, facteur de reconnaissance au Parlement

En 2000, l'une des premières actions du Comité a été de créer la Commission spéciale sur l'égalité entre les sexes. Sa présidente, la députée Daniela Payssé, a déclaré à Washington lors d'un forum d'avril 2011 de l'Organisation des Etats américains que les parlementaires uruguayennes avaient fondé leur comité parce qu'il était impératif d'accorder aux questions concernant les femmes une place plus grande au sein du Parlement.

Lors de ce forum sur le leadership des femmes pour une démocratie citoyenne, Daniela Payssé précisa que les parlementaires uruguayennes se retrouvaient en fait face à un dilemme : leur souhait de traiter la problématique de l'égalité entre les sexes d'une part et la nécessité d'aborder des questions n'étant pas directement liées à la promotion de la femme d'autre part.

Par ailleurs, la sénatrice Monica Xavier, autre membre du Comité, a déclaré dans une interview sur un site Web soutenu par l'ONU, « iKNOW Politics » (Réseau international de connaissances sur les femmes en politique), que le comité mettait en avant « les points qui nous unissent ». Elle ajoutait : « Quand les citoyens constatent notre capacité à surmonter nos divergences idéologiques [...] et à travailler sur

d'autres questions sur lesquelles nous sommes d'accord, notre position en est renforcée. »

De nombreux hommes, concluait Monica Xavier, « n'ont pas besoin d'être convaincus » qu'il faut faire progresser l'égalité entre les sexes et élire des femmes aux assemblées législatives. « Ils comprennent très bien que nous, les femmes, nous ne voulons pas participer à la vie politique juste pour le plaisir, mais parce que les

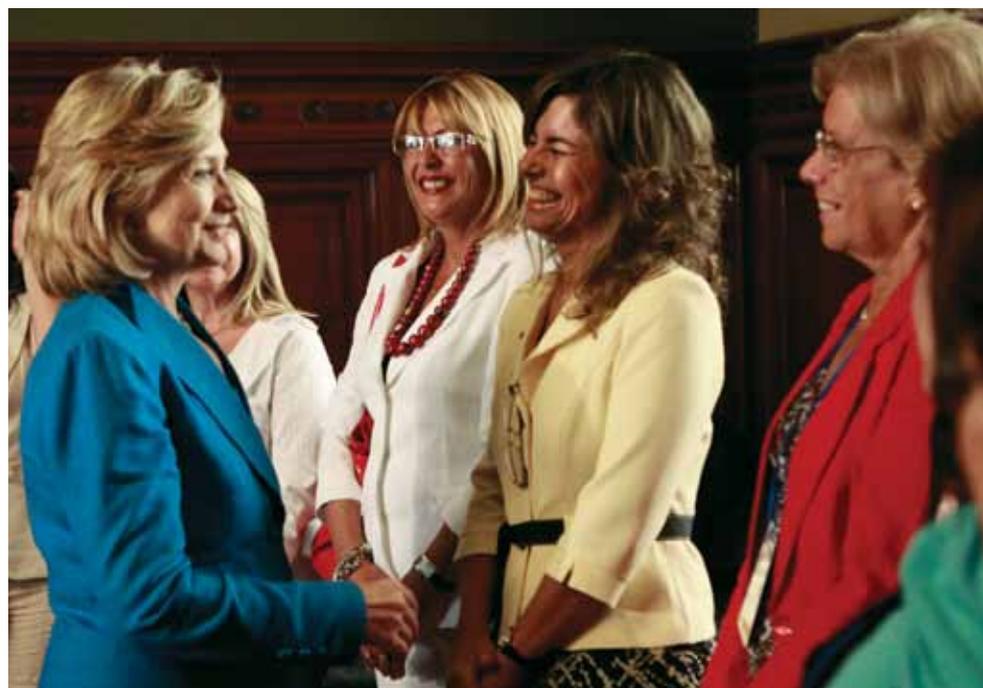
démocraties sont plus fortes quand les femmes » sont associées au processus politique.

La force quantitative des Uruguayennes

Les chiffres montrent que les Uruguayennes ont lentement accru leur représentation politique depuis 1985. A l'époque, il n'y avait aucune élue au Parlement du pays, officiellement désigné sous le nom



Daniela Payssé préside en Uruguay la Commission spéciale sur l'égalité entre les sexes.



Ci-dessus : ces jeunes femmes participent à un défilé célébrant la Journée internationale de la femme à Montevideo, en Uruguay. A gauche : Hillary Rodham Clinton, secrétaire d'Etat américaine, rencontre des parlementaires uruguayennes à Montevideo en 2010.

d'Assemblée générale. Pour la législature 2010-2015, dix-neuf des 130 sièges que comptent le Sénat et la Chambre des députés ont été attribués à des femmes. L'Union interparlementaire, l'organisation internationale des parlements établie à Genève, en Suisse, a placé l'Uruguay (au 31 mars 2011) au 73^e rang sur 141 pays pour le pourcentage de femmes élues dans les instances législatives nationales.

Dans une interview à iKNOW Politics, Carmen Beramendi, ancienne députée uruguayenne, a cité des évolutions plus positives. En 2005, au début du mandat de l'ex-président Tabaré Vázquez, sur les treize ministres de son gouvernement, quatre étaient des femmes. Le fait était « inédit », parce que le chef de l'exécutif avait placé des femmes à des « postes qui ne nous étaient généralement pas attribués », notamment à la tête des portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur, du Développement social et de la Santé publique.

« L'effet a été double, précisait Carmen Beramendi, parlementaire de 1990 à 1995. D'abord, nous, les femmes, avons bénéficié d'une présence beaucoup plus grande dans la sphère publique. Ensuite, notre arrivée à de telles fonctions a fortement contribué à démontrer que les femmes pouvaient les occuper efficacement dans la société. »

Hommages aux efforts des dirigeantes uruguayennes

Les Etats-Unis ont fait de la promotion de la femme un pilier de leur politique étrangère. En mars 2011, un programme

d'échanges internationaux du département d'Etat, Femmes cadres : les cent prochaines années, a amené l'Uruguayenne Adriana Lourdes Abraham Pérez et d'autres dirigeantes de 92 pays aux Etats-Unis.

Adriana Abraham Pérez, directrice d'une association à but non lucratif, le Centre pour la promotion de la dignité humaine (CEPRODIH), qui aide les populations les plus vulnérables, femmes, enfants et personnes âgées, a déclaré dans un entretien par courriel qu'au cours des vingt dernières années, la participation de ses concitoyennes à la vie politique uruguayenne avait connu « une évolution positive, même s'il reste beaucoup à faire ».

Pour elle, l'un des événements politiques les plus importants du pays a été l'élection, en 2010, d'Ana Olivera à la mairie de la capitale, Montevideo. Des femmes avaient déjà gagné des mairies, mais jamais celle de la capitale. Adriana Abraham Pérez a indiqué que les Uruguayennes restaient victimes d'un grand nombre d'injustices sociales et économiques, comme la difficulté d'obtenir un crédit et l'aggravation de la violence au foyer, bien que, a-t-elle souligné, cette question se pose également dans un grand nombre d'autres pays.

En mars 2011, l'ambassade des Etats-Unis à Montevideo a accueilli plus de quinze dirigeantes uruguayennes en l'honneur de la Journée internationale de la femme. Est notamment intervenue Sandra Day O'Connor, première femme à être nommée juge à la Cour suprême des Etats-Unis. Aujourd'hui à la retraite, l'an-

cienne magistrate joue un rôle de premier plan dans la promotion des droits de la femme à l'échelle mondiale.

L'ambassadeur des Etats-Unis en Uruguay, David Nelson, a déclaré à cette occasion que les Etats-Unis s'étaient « engagés en faveur d'un pouvoir d'action accru pour les femmes, parce que l'objectif est non seulement juste, mais aussi intelligent. Lorsque la cause des femmes progresse, les pays avancent. Partout, mais surtout ici en Uruguay, vous améliorez les choses et faites évoluer le monde dans le bon sens. »

Eric Green, rédacteur indépendant, a traité de questions internationales pour le département d'Etat et l'Agence américaine d'information et de relations culturelles, a travaillé au Sénat comme assistant de presse et a collaboré au *Washington Post* et à d'autres journaux. Il réside à Washington.



CHAPITRE

9



LES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES

Certains pays continuent à refuser aux femmes l'exercice des droits fondamentaux. Les Afghanes font partie des victimes auxquelles les organisations non gouvernementales offrent leur assistance pour violation généralisée de leurs droits.

LES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES

Par Robin Haarr

Les droits de l'homme et les libertés fondamentales devraient être acquis à la naissance, mais certains pays à travers le monde les refusent aux femmes. En outre, les populations féminines sont fréquemment victimes d'atteintes à ces droits fondamentaux. Leurs droits sont violés quand on leur interdit de prendre part à des décisions qui influent sur leur vie, quand on leur bloque l'accès à la vie politique et à une représentation équitable, quand on les empêche d'aller à l'école ou de se faire soigner, quand elles subissent des discriminations professionnelles, quand on leur refuse l'égalité des droits pour la possession de terres et de biens, quand elles sont en butte à des violences au sein de leur foyer et quand elles sont soumises à des pratiques traditionnelles préjudiciables, comme les mutilations génitales et les crimes d'honneur.

Certains pays ont commencé à reconnaître les droits des femmes lorsqu'ils sont passés de la féodalité à des formes de gouvernement plus représentatives. Aux États-Unis, la prise de conscience s'est opérée grâce aux idéaux de la Révolution américaine. Des femmes décidées et intelligentes comme Abigail Adams, épouse du deuxième président américain John Adams, ont exigé justice et égalité de traitement dans un avertissement prophétique : « Si les femmes ne font pas l'objet d'une attention et d'un soin particuliers, nous sommes résolues à fomenter une rébellion, et à ne nous considérer liées par aucune loi pour laquelle nous n'aurions été ni entendues ni



représentées. » Abigail Adams a également milité pour l'égalité d'accès des jeunes filles à l'instruction et écrira à son mari, qui représentait alors la jeune république américaine à Paris : « Je regrette la nature insignifiante, étriquée et restreinte de l'éducation féminine dans mon propre pays. » Le mouvement pour le droit de vote des femmes, lui, a pris naissance aux États-Unis et en Grande-Bretagne au milieu du

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, les Afghanes subissent fréquemment des violences et une discrimination institutionnalisée.



XIX^e siècle et dans quelques pays européens au début du XX^e siècle.

La cause féminine ne s'est mondialisée qu'avec la Décennie des Nations unies pour la femme (1976-1985). Des femmes d'origines très diverses – géographiques, culturelles, religieuses, raciales et sociales – se sont alors réunies et organisées pour améliorer leur condition. Durant cette décennie, les Nations unies ont parrainé plusieurs conférences ad hoc, à Mexico en 1975, à Copenhague en 1980 et à Nairobi en 1985, pour évaluer le statut de la femme et formuler des stratégies de progrès.

Déclaration internationale des droits de la femme

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF, aussi connue sous son acronyme anglophone CEDAW) est un accord international déterminant qui a été adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en 1979. Elle est souvent considérée comme une déclaration internationale des droits de la femme. Son préambule et ses trente articles visent à éliminer le sexisme et à promouvoir l'égalité hommes-femmes. Cette convention définit la discrimination à l'égard des femmes comme « toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe » qui compromet l'exercice par les femmes « des droits de l'homme et des liber-

Lors de la Journée internationale de la femme, des milliers de femmes, comme ici à Hyderabad au Pakistan, ont organisé des manifestations nationales pour exiger l'égalité des droits et la fin des lois discriminatoires.



tés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine». Elle fixe un calendrier d'action nationale pour y mettre fin. Elle engage tous les Etats parties à la convention à prendre « toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour assurer le plein développement et le progrès des femmes » et garantir leurs libertés fondamentales « sur la base de l'égalité avec les hommes ».

En 2009, 186 pays membres des Nations unies avaient ratifié la CEDEF. Le gouvernement Obama la soutient fermement et s'emploie à en obtenir la ratification. Les Etats signataires s'engagent à inscrire dans leur constitution nationale ou tout autre texte approprié le principe de l'égalité des sexes, à adopter des mesures législatives et autres mécanismes adéquats interdisant

toute discrimination à l'égard des femmes et à instaurer une protection juridictionnelle des droits des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes.

Les droits fondamentaux des femmes s'appliquent aux sphères tant « publiques » que « privées » de leur vie. Toutefois, leur mise en œuvre dans la sphère « privée » est problématique pour de nombreux gouvernements, car ce domaine, souvent considéré hors du ressort de l'Etat, échappe comme tel au contrôle et à l'intervention des pouvoirs publics. Du coup, dans de nombreux pays, la discrimination et les violences faites aux femmes et aux jeunes filles au sein de la famille, sous couvert de traditions et pratiques religieuses ou culturelles, restent dissimulées dans la sphère privée, où les auteurs de ces atteintes aux droits fondamentaux jouissent en général de l'impunité.

Dans les environs de Ciudad Juárez, au Mexique, une fresque rend hommage aux centaines de femmes assassinées puis abandonnées dans le désert tout proche.

Les droits des femmes en tant que droits fondamentaux

Depuis les années 1980, les femmes du monde entier se regroupent en réseaux et coalitions pour sensibiliser l'opinion aux problèmes causés par la discrimination, l'inégalité et la violence. Elles utilisent le cadre des droits de l'homme pour défendre leurs droits dans la sphère familiale, sociale, économique et politique. La Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est déroulée à Pékin en 1995, a donné naissance à la Déclaration et au Programme d'action de Pékin. Il s'agit de documents déterminants dans lesquels la communauté internationale s'engage à assurer le progrès et l'accroissement du pouvoir d'action des femmes, ainsi qu'à éliminer les obstacles qui, dans la vie publique et privée, ont dans le passé limité la participation pleine et entière des femmes. Le Programme d'action met en avant trois objectifs stratégiques : promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes par l'application totale de tous les instruments relatifs aux droits de l'homme (notamment la CEDEF), garantir l'égalité et la non-discrimination dans les textes et en pratique et vulgariser les connaissances juridiques. L'adoption d'actions concrètes visant à améliorer la vie des femmes est essentiellement du ressort des pouvoirs publics, mais les particuliers, les organismes et les entreprises ont aussi un rôle important à jouer.

Alors première dame des Etats-Unis, Hillary Clinton a déclaré dans une célèbre allocution à la conférence de Pékin (1995) que « les droits de l'homme sont les droits de la femme », et ajouté : « Les femmes doivent avoir le droit de participer pleinement à la vie sociale et politique de leur pays, si nous voulons voir la liberté et la démocratie prospérer et durer. »

La CEDEF, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Pékin, marquent le début de l'intégration des droits de la femme dans les droits de l'homme. Bien

que dépourvus de force obligatoire, la Déclaration et le Programme d'action de Pékin n'en possèdent pas moins un poids moral et politique certain et peuvent être utilisés dans le cadre d'initiatives locales, régionales et nationales en la matière. La CEDEF, pour sa part, est un traité qui lie ses signataires.

Les principes et les pratiques associés aux droits fondamentaux des femmes évoluent en permanence. Le vaste corpus d'accords, de conventions et d'engagements internationaux en faveur des droits fondamentaux des femmes élaboré ces dernières décennies donne aux femmes une optique et un vocabulaire nouveaux pour lutter contre la violation de leurs droits. Ces chartes constituent de précieux outils de travail politique et forment un cadre permettant d'élaborer des stratégies concrètes de changement.

Robin Haarr, professeur de droit pénal à l'Eastern Kentucky University, s'est spécialisée dans les violences envers les femmes et les enfants et la traite des êtres humains, aux Etats-Unis et à l'international. Elle effectue des recherches et des travaux politiques pour les Nations unies et les ambassades américaines. Son activité a été récompensée à plusieurs reprises, notamment par son inscription au Hall of Fame de la faculté de droit pénal de l'université d'Etat du Michigan, ainsi que par le prix CoraMae Richey Mann de la Femme d'épave de l'année, décerné par le département des femmes et de la criminalité de l'American Society of Criminology.

Sina Vann, ancienne enfant esclave, aide d'autres victimes à se libérer

Par Eric Green



Sina Vann, qui a été pendant deux ans esclave sexuelle dans son enfance au Cambodge, tire aujourd'hui parti de son passé traumatisant pour sauver d'autres jeunes femmes et adolescentes piégées dans la même situation. Elle dirige le programme Les voix du changement pour une fondation cambodgienne qui offre aux victimes de prédateurs sexuels compassion et empathie, ainsi qu'une chance de réinsertion dans la société.

Il serait compréhensible que Sina Vann tente d'oublier le cauchemar qu'elle a vécu en étant, à l'âge de 13 ans, mise en esclavage et réduite à la prostitution pendant deux ans au Cambodge. Les jeunes filles qui, comme elle, sont tombées dans le piège de l'esclavage sexuel ne connaissent jamais la différence entre la nuit et le jour. Elles sont emprisonnées dans des cages souterraines jusqu'au moment où, amenées dans une pièce, elles sont contraintes à des rapports sexuels à la chaîne avec des clients.

Même si on lui a volé l'innocence de l'enfance, Sina Vann, aujourd'hui âgée de 25 ans, retourne souvent sur la scène du crime pour sauver d'autres jeunes filles déshumanisées par l'industrie de la prostitution, et dont certaines peuvent avoir 4 ans.

« Quand je me rends dans les maisons closes, je tiens toujours aux filles des propos visant à les motiver, indique Sina Vann. Je leur

fais part de mon expérience personnelle et les assure qu'elles ne sont pas seules, que de nombreuses autres victimes et rescapées vivent dans des centres de réinsertion, qu'il existe des personnes qui se préoccupent de leur sort et pensent toujours à elles. Nous leur offrons de la chaleur et de l'amour. »

Lors de cet entretien téléphonique accordé du Cambodge, Sina Vann s'exprime avec douceur, mais sur un ton décidé et confiant en anglais, langue dont elle a entrepris l'étude. Elle décrit le cauchemar de son existence après sa chute, pendant deux ans, dans le piège de l'esclavage sexuel.

Sina Vann doit son salut à un raid organisé, en 1998, par Somaly Mam. Militante engagée dans la lutte contre la prostitution, Somaly Mam est une autre rescapée qui a relaté son expérience dans une autobiographie, *Le Silence de l'innocence*. L'ONG qu'elle a créée au Cambodge en 1996, AFESIP



Sina Vann a été maintenue en captivité et torturée dans ces cachots aujourd'hui abandonnés.

(Agir pour les femmes en situation précaire), a déjà sauvé plus de 6000 jeunes filles et femmes depuis sa fondation. Elle gère, en Asie du Sud-Est, de grands centres visant à la réinsertion des anciennes prostituées et à leur retour à une vie normale.

Sina Vann dirige aujourd'hui le programme de Somaly Mam Les voix du changement, au sein duquel elle est la porte-parole des esclaves sexuelles incapables de se défendre. « Nous travaillons directement avec les victimes pour établir des relations chaleureuses avec elles et les écouter parler de leur expérience », précise-t-elle.

Dans les maisons closes, Sina Vann met en garde les jeunes femmes contre le risque de contracter le sida et autres maladies sexuellement transmissibles, lorsqu'elles sont contraintes d'avoir des rapports non protégés avec des clients. Beaucoup de femmes ignorent qu'elles peuvent mourir du sida, indique-t-elle, « je les avertis donc qu'il est important que les clients utilisent des préservatifs ».

Sina Vann a du mal à expliquer comment elle a surmonté le traumatisme d'être prise au piège de la prostitution. Mais il lui est plus facile de parler de l'origine de sa motivation pour aider d'autres victimes : « Somaly Mam et le personnel d'AFESIP ont tant fait pour moi au centre de réinsertion [de l'organisation]. Et c'est en grande partie aux jeunes résidentes du centre que je dois ma motivation. Ces jeunes filles sont tellement charmantes – devant leurs visages souriants, je sens en moi une force qui me permet de les aider. »



En haut : Somaly Mam, ancienne esclave sexuelle cambodgienne et fondatrice d'une organisation d'aide aux victimes, travaille dans un atelier de couture qui emploie des femmes en réinsertion. Ci-dessus : la formation à des activités rémunératrices, telles que la couture et la coiffure, s'inscrit dans le cadre de la démarche de réhabilitation (ici, des apprenties coiffeuses).

Sina Vann s'est métamorphosée, affirme Somaly Mam depuis qu'elle a contribué, avec la police, à libérer de la prostitution la jeune fille d'origine vietnamienne, alors âgée de 14 ans. « Sina a complètement changé depuis ma première rencontre avec elle au centre de réhabilitation, ajoute-t-elle. Elle était totalement brisée. Elle ne me parlait pas et avait un comportement destructeur, cherchant à tout casser dans le centre. J'ai mis ma main dans les siennes et n'ai rien dit, tout en lui faisant savoir que je comprenais les sentiments qu'elle éprouvait. »

Désormais, la protégée motive la tutrice. « Sina est si forte et courageuse. Je l'admire. Elle m'inspire quotidiennement. Elle redonne également du courage à toutes les autres victimes du centre », affirme Somaly Mam.

Elle ajoute que les anciennes victimes apprennent à acquérir leur indépendance. « Les jeunes filles vont à l'école et font leurs devoirs » ; en outre, elles acquièrent des compétences professionnelles, dont la couture et la coiffure. « J'ai plaisir à les voir à nouveau heureuses. C'est comme si elles faisaient partie de ma famille. »

Selon la fondation de Somaly Mam, l'expérience vécue par Sina Vann est instructive dans le combat mondial contre l'esclavage sexuel – pour ceux qui en ignorent l'existence, pour ceux qui veulent y mettre fin, pour les femmes encore prisonnières des maisons closes et pour « les rescapées qui sortent des ténèbres et ont besoin d'un modèle pour reconstruire leur vie ».

Sina Vann explique s'être initiée à la législation sur la traite des

personnes humaines et avoir appris les bases du conseil et de la psychologie dans le cadre de sa formation à AFESIP. Elle effectue aussi un travail préparatoire épuisant et parfois dangereux, qui consiste à réunir les preuves des sévices et à rédiger les plaintes adressées aux enquêteurs et aux équipes juridiques de la police, afin qu'ils lancent des mandats d'arrêt contre les responsables de maisons closes. Elle se rappelle une expérience effrayante mais « gratifiante », qui l'avait amenée à sauver une victime d'esclavage sexuel âgée de 4 ans seulement, au prix d'une violente altercation avec les tenanciers pour libérer la fillette d'une cage.

Sina Vann a reçu en 2009 le prix Frederick Douglass, d'un montant de 10 000 dollars, décerné par l'ONG Free the Slaves dont le siège est à Washington. Ce prix récompense ceux qui, ayant survécu à une forme d'esclavage, aident d'autres victimes à trouver un but à leur existence. Nommé d'après un homme d'Etat américain qui avait échappé à l'esclavage en 1838 puis était devenu l'un des dirigeants du mouvement abolitionniste, il met en valeur le fait que de nombreux rescapés de l'esclavage moderne aident ensuite d'autres victimes à recouvrer la liberté.

Selon Sina Vann, ce prix est important « pour l'ensemble des victimes et des survivants » de l'esclavage sexuel du monde entier. Elle en tire parti pour expliquer que « nous avons la force de combattre » les prédateurs sexuels.

D'après l'organisation Free the Slaves, « l'appauvrissement généralisé, vecteur de vulnérabilité, et

la corruption des pouvoirs publics », qui ne protège pas les femmes de « la violence de l'asservissement », sont les moteurs de la servitude du XXI^e siècle. Pour l'ONG, l'esclavage se produit « quand une personne exerce un contrôle total sur une autre en usant de violence, exploite économiquement et ne paie pas l'intéressé, lequel est dans l'incapacité de s'enfuir ».

Parmi les jeunes esclaves sexuelles, affirme Sina Vann, figurent celles que « leur propre famille a vendues pour de l'argent », tandis que les trafiquants « pensent à leurs profits personnels et se moquent du bonheur des autres ».

En dépit des horreurs indescriptibles qu'elle a subies dans son enfance, Sina Vann ne s'est pas laissée anéantir. « Je me réjouis de voir le monde se préoccuper » du combat contre le commerce du sexe. Celles qui en ont été les victimes, ajoute-t-elle, « obtiennent une chance de revenir dans la société avec honneur et dignité ».

Eric Green, rédacteur indépendant, a traité de questions internationales pour le département d'Etat et l'Agence américaine d'information et de relations culturelles, a travaillé au Sénat comme assistant de presse et a collaboré au *Washington Post* et à d'autres journaux. Il réside à Washington.

Assurer la sécurité des femmes dans les villes

Par Maria Jain et Suhgenie Kim

Les habitantes des villes constituent la clé d'un urbanisme plus sûr. Telle est en tout cas l'opinion des membres d'une organisation sans équivalent qui donne aux femmes des outils pour se protéger et mener à bien leurs activités en agglomération.

Femmes et Villes International (FVI) est un programme novateur qui milite pour la sécurité des femmes dans quatre grandes villes du monde. Face aux défis de l'urbanisation, l'organisation s'emploie, en concertation avec des femmes et des jeunes filles, à assurer le respect de leurs droits de citadines, droits qu'elle définit comme celui de vivre, de se déplacer et de travailler.

« Une jeune fille attend le bus, mais il arrive bondé et ne s'arrête même pas. Un homme l'invite à prendre un café et elle refuse. Il lui répond qu'elle doit venir quand même. La jeune fille menace d'appeler la police, mais l'homme l'entraîne à l'écart et la viole. » Ces propos expriment la crainte d'une adolescente de 13 ans de la ville argentine de Rosario.

Les citadines du monde entier, jeunes ou moins jeunes, s'estiment trop souvent en danger. Ciblées pour leur seul statut de femme, elles sont en butte quotidiennement au harcèlement et aux violences sexuelles dans l'espace public. Mais un réseau grandissant d'organismes prend en charge la sécurisation de leur environnement à travers le monde.

En 2009, Femmes et Villes International, une association à

but non lucratif installée à Montréal, a lancé Villes inclusives de genre. Ce programme novateur a pour vocation d'associer les populations urbaines féminines à la sécurisation des villes. Sa mise en œuvre est assurée par des organisations partenaires dans quatre agglomérations : Jagori, à New Delhi (Inde) ; l'International Centre and Network for Information on Crime-Tanzania, à Dar es Salaam (Tanzanie) ; le CISCOSA, Centro de Intercambio y Servicios Cono Sur Argentina, à Rosario (Argentine) ; et l'Information Centre of the Independent Women's Forum, à Petrozavodsk (Russie). Le projet identifie les facteurs de vulnérabilité des citadines face à la violence urbaine et incite les collectivités locales à renforcer la sécurité des espaces publics.

Villes inclusives de genre bénéficie du soutien financier du Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'un des principaux donateurs internationaux se consacrant exclusivement à la lutte contre les violences infligées aux femmes et aux jeunes filles. Fort de son bilan d'agent de l'innovation et de catalyseur du changement, ce fonds de l'ONU donne à l'opération les



Ci-dessus : le nettoyage des points d'eau et l'amélioration du système sanitaire dans des zones telles que ce bidonville de New Delhi, en Inde, rendent la ville plus sûre. Ci-contre : des habitantes de Rosario, en Argentine, effectuent une patrouille à pied pour identifier les endroits dangereux de leur quartier.



moyens indispensables pour faire avancer la cause des droits des femmes dans les villes.

« Dans toutes les métropoles, les femmes ont peur, indique le docteur Kalpana Viswanath, coordinatrice de l'opération. Elles craignent de se faire harceler ou agresser sexuellement. Les habitantes des zones urbaines déclarent éviter de sortir le soir. Dès que la nuit tombe, la ville devient pour elles un territoire hostile. L'utilisation des transports publics est problématique, disent-elles. Ces comportements montrent clairement que les femmes ne sont pas des citoyennes à part entière en agglomération puisqu'elles ne peuvent profiter pleinement des prestations offertes. »

FVI et ses partenaires impliquent les citadines dans des



En haut : les femmes ont signalé le manque de revêtement de cette chaussée et considèrent qu'il limite sérieusement leur capacité de déplacement tout en aggravant leur peur de la violence dans ce quartier de New Delhi. Ci-dessus : à Petrozavodsk, de jeunes Russes relèvent les facteurs de dangerosité de leur quartier.



La directrice de l'organisme partenaire de FVI en Tanzanie interroge une habitante de Dar es Salaam sur sa vie quotidienne.

recherches actives, enquêtes de rues, audits de quartier sur la sécurité, groupes de parole, pour réunir des informations sur les gros problèmes de sécurité de leur voisinage. Le mauvais éclairage, les chaussées et trottoirs défoncés et l'absence de signalisation, la présence de trafiquants de drogue et de bandes de jeunes comptent parmi les raisons principales de l'inquiétude des femmes en extérieur. FVI et ses partenaires exploitent ces données capitales, fournies directement par les intéressées, pour élaborer des plans d'action et s'engager avec les pouvoirs publics et d'autres organismes dans l'aménagement d'espaces urbains moins discriminatoires pour les femmes.

Si la modernisation des infrastructures matérielles est fondamentale pour une urbanisation tenant compte des besoins des deux sexes, il est tout aussi important de faire évoluer les mentalités. On ne pourra bâtir une ville réellement sûre pour tous sans

modifier de manière positive la perception publique des normes régissant les rapports hommes-femmes, ainsi que les comportements individuels, familiaux et collectifs.

A mi-parcours de son projet prévu sur trois ans, FVI a déjà enregistré des progrès significatifs. A Petrozavodsk, un accord historique avec la police locale permettra de constituer des fichiers sur la criminalité, grâce aux informations recueillies auprès des habitantes. La création de données quantitatives de ce type est une première en Russie et sensibilise les décideurs aux questions de sécurité féminine.

A Dar es Salaam, les responsables locaux d'un quartier défavorisé ont engagé une opération de maintien de l'ordre. Des milices urbaines patrouillent la zone et travaillent avec la police à l'élimination des facteurs d'insécurité. Les riverains ont constaté une amélioration de la situation dans les espaces publics. Le nombre des

agressions a baissé, passant d'un minimum de dix par jour à trois par semaine. Selon les propos d'une habitante du quartier : « Je me sens en confiance quand je sors. Je suis sûre d'avoir le droit de marcher dans la rue sans avoir peur, je me sens mieux et peux parler de questions sur notre sécurité dans des réunions publiques. »

A New Delhi, la municipalité a consulté la responsable du programme Villes inclusives de genre sur un projet de rénovation routière. C'est la première fois que l'on tient compte de la sécurité des femmes dans l'urbanisme du pays.

Le secrétaire à la sécurité publique de la province de Santa Fe à Rosario s'est engagé à davantage intégrer les femmes dans les schémas d'urbanisation du quartier cible. Pour la jeune fille à l'arrêt de bus, cet engagement promet la création d'une ville où elle pourra attendre sans peur dans une zone correctement éclairée, parmi des passagers masculins qui respecteront son droit à se déplacer dans la ville.

Maria Jain et Suhgenie Kim sont analystes de programme au Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes à New York. Elles travaillent en étroite collaboration avec les bénéficiaires du fonds, qui élaborent et mettent en œuvre des mesures de protection des droits des femmes dans le monde.



10

LES FEMMES ET LES MÉDIAS

Longtemps interdites de reportages sérieux, les femmes se sont hissées aujourd'hui au sommet des organes de presse partout dans le monde. La jeune vidéaste navajo Camille Manybeads Tso trouve son inspiration chez son aïeule, la guerrière Yellow Woman.

LES FEMMES ET LES MÉDIAS

Par Carolyn Byerly

C'est dans les années 1970 que les femmes ont introduit sur la scène mondiale leur analyse des « mass media » vue sous le prisme de la discrimination sexiste, avec la présentation d'une critique d'ensemble en 1976, à la conférence de Mexico qui ouvrait la décennie des Nations Unies pour la femme. Sur le fond, une large part de cette critique reste valable. Mais le combat des femmes pour acquérir une égalité de représentation dans les médias a commencé beaucoup plus tôt.

Un lourd passé d'exclusion et de clichés

L'interdiction faite aux femmes de traiter l'actualité sérieuse est contestée dès le XVIII^e siècle par les partisans de l'octroi du droit de vote aux femmes et les militantes féministes d'Europe et d'Amérique du Nord. Les premières dirigeantes du mouvement pour le vote féminin avaient besoin de la presse pour diffuser leurs idées et leurs activités auprès de publics plus larges. Dominés par des hommes, quotidiens et périodiques ignorent quasiment les féministes. Quant aux organes de presse qui suivent la question, ils banalisent souvent les objectifs des femmes. Celles qui rompent avec les normes sociales de passivité et de déférence envers l'autorité masculine, ainsi qu'avec leurs rôles traditionnels d'épouse et de mère, risquent de se voir taxées d'inconvenance, de folie ou d'anticonformisme. Si elles exigent l'égalité avec les hommes, les journalistes les décrivent comme des



originales ou des bavardes, combatives et agressives. Cette stigmatisation allait se poursuivre jusqu'aux débuts du féminisme moderne (Epstein, 1978).

Les médias ne se contentent pas de se désintéresser de la cause féministe et des dirigeantes du mouvement, ils publient sur le sujet des reportages sexistes. Ce traitement amène les femmes, dans de nombreux pays, à créer leurs propres magazines, quotidiens et maisons d'édition dès la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle. Paru après la guerre de Sécession, le *Woodhull & Claflin's Weekly* avait pour objectif de faire de Victoria Woodhull la première présidente des États-Unis, tandis que *Lily* était largement consacré aux droits de la femme et que *Una* se faisait le chantre des immigrées et des miséreuses. Elizabeth Cady Stanton et

De gauche à droite : Adela Navarro Bello (Mexique), Parisa Hafezi (Iran), Chiranuch Premchaiporn (Thaïlande) et Kate Adie (Royaume-Uni) – en compagnie de Liza Gross, directrice générale de l'IWMF – ont reçu, en octobre 2011, le prix du Courage en journalisme de l'IWMF.



Susan Anthony publieront brièvement un important hebdomadaire, *Revolution*, dédié à diverses questions relevant de la discrimination, dont la faiblesse des salaires des ouvrières et le droit de vote.

Une ère nouvelle pour les droits de la femme

À la fin du XX^e siècle, les femmes du monde entier se mobilisent en faveur de réformes politiques et juridiques visant à renforcer la parité, à leur ouvrir plus largement les institutions sociales et à assurer la protection de leurs droits. Une ère nouvelle commence alors. De nombreuses femmes s'étaient politisées à l'époque de la lutte de

leur pays pour l'indépendance et de la rupture avec les puissances coloniales. Certains titres de la presse féminine sont les dignes héritiers de ces mouvances. C'est le cas de *Ms.*, magazine fondé par des féministes américaines au début des années 1970, de *Manushi*, revue féministe indienne lancée vers 1975, et d'*Isis International Bulletin*, publié d'abord à Rome, puis à Manille.

Voyant que l'ostracisme se perpétuait et que les grands médias persévéraient dans leur misogynie, certaines dirigeantes féministes créent leurs propres maisons d'édition, qui se comptent aujourd'hui par dizaines (voir www.wifp.org/DWM/publishers.html). Des organisations féministes comme le groupe sud-africain Gen-

Photojournaliste, Dickey Chapelle a suivi la Seconde Guerre mondiale et couvert des batailles sanglantes comme Iwo Jima et Okinawa. Tuée au Vietnam en 1965, elle a été la première correspondante de guerre américaine à disparaître au cours d'un conflit. Dickey Chapelle a fait partie des pionnières du métier avec Martha Gellhorn, Margaret Bourke-White, Janet Flanner et Marguerite Higgins.

der Links mènent de front deux tâches, lançant des périodiques tels que *Gender and Media Diversity Journal*, et formant dans le même temps des journalistes pour lutter contre le machisme ambiant dans l'information, la publicité, le cinéma et les émissions de télévision (Gender Links, www.genderlinks.org.za/page/publications).

Autre préoccupation des médias modernes, les femmes se voient bloquer l'accès à la profession. Leur sous-représentation est flagrante dans les salles de rédaction, les stations de radio et de télévision, la production cinématographique et les propriétaires d'organes de presse. Une féminisation des effectifs, se dit-on, contribuerait à résoudre bien des problèmes rencontrés par les femmes dans ce secteur. Des figures comme Ann Moore, de Time Inc. (lire son portrait p. 142), témoignent du rôle important joué par les femmes dans les médias.

La sous-représentation féminine dans le domaine de l'information apparaît au

grand jour tout au long de la Décennie des Nations unies pour la femme (1976-1985), et les féministes incitent l'ONU à financer des agences de presse féminines dans les années 1970 et 1980, afin d'accroître le nombre des sujets traités sous un angle progressiste et féminin à l'échelle mondiale. Elles obtiennent également des subventions pour effectuer des recherches sur les femmes et les médias et lancent leurs propres études. Citons deux exemples: la Fédération internationale des journalistes et l'Association mondiale pour la communication chrétienne (WACC), basées l'une et l'autre à Bruxelles. La seconde fait partie des groupes militants qui parrainent des recherches visant à l'élaboration de stratégies pour assurer l'égalité des femmes dans les médias. L'antenne canadienne de la WACC, dans son étude périodique *Qui figure dans les nouvelles?*, met l'accent sur la représentation des femmes dans l'actualité à travers le monde, tandis que la Fon-

Journaliste de radio, Firtia Mataniah anime une émission sur les femmes et la gestion à la station indonésienne KBR68H de Jakarta. Cette station a été lancée en 1999, après Suharto, par des militants désireux de faire entendre la voix de la démocratie.



dation internationale des femmes dans les médias (IWWMF) consacre ses travaux au statut des femmes dans les organes de presse. L'IWWMF rend également hommage aux journalistes courageuses avec un prix annuel du Courage en journalisme.

Des groupes de ce type organisent des ateliers pour apprendre aux professionnels à traiter l'actualité sous un angle non discriminatoire. La progression des femmes dans la hiérarchie et la prise de décisions a été plus lente dans le secteur de la communication, au niveau national et international, si bien que le champ reste largement ouvert à la critique et à l'action. Des programmes comme Women's Edition, financé par l'USAID, donnent aux participantes des bases solides pour se lancer dans le journalisme.

Carolyn Byerly est professeur au département de journalisme de la School of Communications de l'université Howard, à Washington. Les recherches qu'elle mène sur la politique de communication portent sur le droit de propriété des femmes et des minorités, les médias et l'égalité hommes-femmes, la race, la sexualité et la nationalité. Elle a coédité *Women and Media: Global Perspectives* (Blackwell, 2004), a participé à l'écriture de *Women and Media: A Critical Introduction* (Blackwell, 2006) et a été l'enquêtrice principale de l'étude *Global Report on the Status of Women in News Media*, rapport étudiant 59 nations sous l'égide de la Fondation internationale des femmes dans les médias (2011).

Journaliste ukrainienne, Lesia Alexeïenko tient un exemplaire de son quotidien, *Vilne Slovo*. Elle a été formée au journalisme dans le cadre d'un programme de l'USAID.

Ann Moore

Valoriser les femmes

Par Joanna Krotz



Rares sont les femmes qui accèdent à des postes de cadres supérieurs dans les médias. Ann Moore s'est hissée à la direction de l'un des groupes de presse les plus influents du monde, Time Inc., par sa persévérance, sa volonté de prendre des risques calculés et l'intelligence de sa vision sur l'avenir des médias.

Ce qui impressionne chez Ann Moore, qui a été à la tête de Time Inc. de 2002 à 2010, ce n'est pas la réputation que lui vaut, dans le monde, le fait d'avoir été la première femme à diriger le groupe légendaire qui s'enorgueillit de posséder 115 titres de magazines internationaux et de compter chaque mois quelque 137 millions de lecteurs. Ce n'est même pas son style réaliste et direct, les amitiés qu'elle entretient avec d'éminents responsables politiques et le gotha ou la présence habituelle de son nom sur toutes les listes jamais conçues des femmes les plus puissantes. Ce qui impressionne plutôt, quand vous l'écoutez raconter son ascension, c'est l'extraordinaire jubilation avec laquelle elle l'a effectuée.

Le passage de Time Inc. à l'ère numérique

Les choses sont loin d'avoir été faciles. Présidente-directrice générale, Ann Moore a sans doute aidé le groupe Time à traverser ses plus grandes épreuves et mutations et elle en est sortie victorieuse. Elle a en effet réussi à faire renoncer le premier éditeur américain de magazines à sa fidélité indéfectible à la presse écrite pour le plonger directement dans l'ère numérique. Elle a rationalisé sa structure centralisée et pyramidale reposant sur des réseaux de relations et a mis en place des groupes plus réactifs, en assurant la polyvalence des cadres et en renforçant leur responsabilité. « Nous faisons face à une crise, admet-elle aujourd'hui. Il n'a pas été facile de transformer intégra-

lement un pôle de presse et d'entraîner tout le monde, contraint et forcé, dans le XXI^e siècle. »

Là encore, Ann Moore pouvait s'appuyer sur sa grande expérience de la définition d'objectifs et sa capacité à relever des défis. Observatrice avisée et convaincue du rôle unique de Time Inc. dans le paysage médiatique – l'influence du groupe s'étendant de la presse régionale à Wall Street et de Washington à Hollywood – Ann Moore affiche une carrière de trente-deux ans dans la société. « Je connais le secteur dans ses moindres détails », déclare-t-elle, pas particulièrement par vantardise, mais pour exposer simplement les faits.

Lors d'une réunion précédant l'annonce officielle de son départ, Ann Moore est confortablement installée dans un fauteuil capitonné de la suite directoriale spacieuse à l'épaisse moquette, située au 34^e étage du célèbre immeuble de Time-Life au Rockefeller Center. La vue panoramique sur le centre de Manhattan témoigne de son succès. A 60 ans, Ann Moore considère son passé avec fierté et enthousiasme. Il est clair que les risques, tout comme les victoires, lui ont réussi. « Je travaille avec des collaborateurs réellement brillants et nous fabriquons des produits vraiment sensationnels. Il est facile de rester dans une société pendant trente-deux ans quand on ne s'ennuie pas. »

Née à Biloxi dans le Mississippi, Ann Moore, aînée de cinq enfants, a grandi dans plusieurs bases militaires. « Mon père a fait partie des forces aériennes jusqu'à ma classe de sixième environ, dit-



Nommée présidente-directrice générale de Time Inc. en 2002, Ann Moore a été la première femme à diriger le groupe de presse.

elle. J'ai déménagé très souvent dans mon enfance et je n'en garde que des souvenirs fabuleux. » Elle déclare devoir sa conception de la vie professionnelle à son père. « Je me suis toujours sentie capable d'exercer le métier de P.-D.G., mais cela n'a pas été l'ambition de mon existence, explique-t-elle. Mon père a quitté l'armée et fait une seconde carrière complète dans l'aviation. C'est dire qu'en grandissant, j'ai eu un modèle qui disait: "Eh bien, tu n'es pas obligée de faire une seule chose. Et tu ne dois pas nécessairement aspirer au poste de P.-D.G. pour réussir." » Cette conception lui a été fort utile lorsqu'elle a gravi les échelons.

« J'ai toujours été très confiante, précise-t-elle. Il ne faut pas craindre l'échec. »

Le sport et l'édition en ligne de mire

Après des études secondaires à McLean, en Virginie, Ann Moore entre à l'université Vanderbilt de Nashville dans le Tennessee, puis obtient un MBA à la Harvard Business School en 1978. A la dif-férence de ses condisciples, qui partent pour Wall Street, Ann Moore n'est pas intéressée. « Je me suis toujours demandé ce qu'on y faisait », dit-elle en plaisantant. Pour sa part, elle rejoint Time Inc.

« J'étais passionnée de sport, et c'est pourquoi j'ai intégré le groupe, dit-elle. De mon violon d'Ingres, la lecture de *Sports Illustrated*, j'ai fait une carrière. »

Pendant les années 1980, après avoir démarré à *Sports Illustrated*, Ann Moore est affectée à *Fortune*, *Money* puis *Discover*, en progressant à chaque nomination. Au début des années 1990, revenue à *Sports Illustrated* en qualité de directrice éditoriale, elle commence à s'imposer dans le groupe. Comme il se doit, elle acquiert la célébrité en initiant Time Inc. à la valeur des femmes.

« J'ai changé la donne en lançant une diversification vers la

presse féminine et les magazines pour enfants », indique Ann Moore. Elle lance *Sports Illustrated Kids* en 1989. « C'était le premier périodique destiné aux enfants et aucune des formules lancées depuis 1974 n'avait bien marché. » A l'époque, ajoute-t-elle, « nous estimions impossible de gagner de l'argent en ciblant les femmes, si bien que, même lorsque je suis passée à *People* en 1991, nous pensions que la revue était destinée à deux lectorats ».

People et InStyle misent sur les femmes

Ann Moore travaille avec Lanny Jones, alors rédacteur en chef. Tous deux transforment *People* en un magazine féminin d'actualités, en commençant par passer du noir et blanc à la couleur. Puis ils déplacent le jour de parution du lundi au vendredi. « Les nouvelles, c'est comme le pain. Plus elles sont fraîches, plus elles sont intéressantes. » Ann Moore lance également les numéros spéciaux de *People*, tels ses désormais célèbres « Sexiest Man Alive » (L'homme le plus séduisant du monde), « Best Dressed, Worst Dressed » (Classement de l'élégance et du mauvais goût) et autres. « C'était une liberté à prendre, rappelle-t-elle en riant. Une fois certains de vouloir nous adresser aux femmes, nous avons vu ce qu'il fallait faire du magazine pour libérer son potentiel. » Aujourd'hui, comme depuis de nombreuses années, *People* est le titre le plus rentable du groupe et, comme Ann Moore aime à le souligner, *People.com* occupe la première place de la presse de loisirs

en ligne avec 13 millions de visiteurs par mois.

Le reste relève encore du talent novateur d'Ann Moore. En 1991, elle lancera *InStyle*, le magazine de mode et de beauté le plus diffusé du pays « devant *Vogue* », précise-t-elle. *InStyle* est le troisième titre de Time Inc. en termes de rentabilité (*Sports Illustrated* se plaçant au deuxième rang). Puis en 2000 apparaît *Real Simple*. « J'avais lu une petite enquête que je gardais toujours à l'esprit », explique Ann Moore, selon laquelle l'Américaine moyenne passe 55 minutes par jour uniquement à la recherche de quelque chose. « Le temps est le bien le plus précieux pour les consommateurs américains, en particulier pour les femmes, ajoute-t-elle. Voilà l'idée de base de *Real Simple*. Nous allons aider les femmes à s'organiser et elles disposeront d'une heure supplémentaire par jour. »

Ann Moore sourit, confortablement installée dans son fauteuil, et confie le secret de son succès dans le lancement de magazines. « Le concept était extrêmement simple, mais il résolvait un problème. C'est ainsi qu'on trouve des niches sur le marché, et Time Inc. a été particulièrement bon dans ce domaine. Nous avons inventé la plupart des segments dans lesquels nous publions. »

Ann Moore poursuit sa route, mais qu'a-t-elle en réserve? Elle ne le précise pas. Avec un fils de 26 ans, Brendan, inscrit à la Harvard Business School, et un mari, Donovan Moore, qui continue à travailler dans la gestion de patrimoine chez Bessemer Trust, de vastes perspectives s'ouvrent à elle, compte tenu notamment du mo-

dèle que constitue pour elle la deuxième carrière de son père.

Et quels conseils donnerait-elle aux jeunes femmes qui voudraient suivre son ascension spectaculaire? Comme on pouvait s'y attendre, Ann Moore est directe dans son propos: « A mon avis, tout est question de réflexion personnelle. Qui suis-je? Quels sont mes atouts? Qu'est-ce qui me plaît? Les réponses permettent de trouver le poste qui convient. Il faut faire de son violon d'Ingres sa profession. Il faut prendre en main sa carrière. Je dis aussi aux jeunes femmes: apprenez à remplir votre carnet d'adresses. Je préside Time Inc. parce que j'ai un carnet d'adresses mieux fourni que quiconque. Je suis présidente parce que j'ai passé trente-deux ans dans le groupe et que j'ai lancé plus de périodiques qu'Henry Luce [le fondateur de Time Inc.]. Voilà pourquoi je me trouve dans son bureau. »

« Et j'ai été très patiente. »

Journaliste multimédia et conférencière, Joanna Krotz a contribué au quotidien *New York Times* et aux revues *Worth*, *Money* et *Town & Country*, de même qu'à MSN et à *Entrepreneurship.org*. Elle a écrit *The Guide to Intelligent Giving* et fondé le Women's Giving Institute, une organisation qui sensibilise les donateurs à la philanthropie stratégique.

Women's Edition : le journalisme au féminin

Par Deborah Mesce

Depuis quelques décennies, le déblocage de crédits pour des agences de presse féminines a ouvert les portes du journalisme à de nombreuses femmes du monde entier. Le programme Women's Edition destiné aux femmes journalistes témoigne de la réussite du travail en commun pour internationaliser leur réflexion sur les questions féminines et apporter cet éclairage mondial à leurs reportages.

Assises autour de la table, douze femmes journalistes venues d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe orientale débattent de la condition féminine chez elles. Les Africaines notent que les femmes de leurs pays ont beaucoup d'enfants, parfois trop pour s'en occuper suffisamment bien. Leurs consœurs d'Inde, des Philippines et du Pérou indiquent que les familles sont moins nombreuses dans leur région du globe. L'intervention de la journaliste roumaine cause une surprise générale : « Vous savez, chez nous, les pouvoirs publics paient les femmes pour qu'elles aient des enfants », et elle explique la politique de la Roumanie pour faire reculer le déclin démographique.

Le débat se déroule dans le cadre de Women's Edition. Ce programme rassemble autour de diverses questions liées à la santé et à la promotion de la femme de petits groupes de journalistes expérimentées travaillant dans de grands organes de presse des pays en développement. A la suite de ces réunions, les participantes écrivent des articles sur les sujets étudiés. Cette confrontation leur donne une perspective internationale en leur permettant de voir comment des pays similaires,

malgré des différences certaines, gèrent les mêmes questions. Pour reprendre les propos d'une journaliste népalaise qui a suivi la formation pendant plusieurs années : « Désormais, ma réflexion se situe à l'échelle mondiale mais j'écris pour mes lecteurs locaux. »

Financé par l'Agence américaine pour le développement international, Women's Edition travaille sur le long terme. Depuis le démarrage du programme, en 1994, 62 journalistes en ont bénéficié. La rotation a été faible les premières années, puis la participation a été limitée à deux ans. Pendant la durée de cette formation, les journalistes assistent, deux fois par an, à des séminaires d'une semaine dans divers sites à travers le monde. Ces voyages sont axés sur les problèmes de santé et de développement. Chacune des journalistes repart avec des données et des études nouvelles sur des questions spécifiques, éclairée par les observations d'experts et des visites mémorables sur le terrain. A la suite de tout séminaire, chaque participante prépare, pour le média qui l'emploie, un cahier spécial, une série d'articles ou une émission traitant du sujet examiné durant le colloque en le replaçant dans le contexte de son pays.



Ci-dessus : des journalistes du programme Women's Edition assistent à une séance de la Commission des Nations unies sur la condition féminine. Ci-contre : en Inde, deux journalistes du programme Women's Edition photographient un potier de village.

Le Population Reference Bureau (PRB), organisation non gouvernementale de Washington qui pilote l'opération, lance tous les deux ans un appel à candidature aux rédactrices en chef, journalistes et productrices. Les intéressées en sont informées par les associations, écoles et sites Internet de journalisme, nationaux et internationaux. Quelque 200 dossiers sont présentés. Le PRB en choisit une dizaine. Il sélectionne des candidates expérimentées qui témoignent d'un grand intérêt pour les sujets concernant la santé et la promotion de la femme. Les postulantes doivent également posséder un certain poids éditorial au sein de leur rédaction. Afin de maintenir la diversité géographique, le PRB ne retient en général qu'une journaliste par pays.

Women's Edition est issu d'un projet antérieur du PRB, Global Edition, qui réunissait des rédacteurs en chef chevronnés du monde en développement pour étudier et traiter dans la presse les questions de population et d'environnement. De même, Women's Edition a pour vocation d'étayer et de multiplier les reportages sur la santé et la promotion de la femme pour, du même coup, encourager le débat sur ces sujets dans l'opinion publique et chez les responsables politiques des pays en développement.

Pour organiser les séminaires, le PRB demande aux journalistes leurs idées de thèmes, puis choisit le lieu en fonction. Par exemple, le colloque sur la traite des êtres humains s'est tenu à New Delhi avec visite d'une maison close dans le plus grand quartier chaud de la ville et rencontre avec des



En haut : des journalistes de Women's Edition rencontrent Ivonne A-Baki (à droite), alors ambassadrice de l'Equateur, dans les locaux de l'ambassade à Washington. Ci-dessus : trois journalistes du programme accompagnent un militant menant une action d'information relative au VIH/sida sur un marché en Afrique du Sud, dans le cadre d'une opération visant à éliminer les violences infligées aux femmes.

prostituées népalaises enlevées des années auparavant. Celui sur les violences envers les femmes a eu lieu en Afrique du Sud, qui enregistre l'un des taux de viol les

plus élevés du monde, mais s'est aussi dotée de programmes particulièrement novateurs en la matière. Certains voyages d'études sont associés à des conférences



Des journalistes sortent d'un rendez-vous de travail à l'Ecole d'hygiène et de médecine tropicale de Londres.

internationales et à d'autres manifestations comme les conférences bisannuelles sur le sida et des sessions spéciales de l'ONU. D'autres ont pour thèmes les liens entre l'égalité des sexes et l'environnement, l'émancipation des femmes et leur santé reproductive.

Il arrive qu'un reportage soit suivi d'effets concrets. Après la parution d'un dossier spécial sur les problèmes médicaux et sociaux que rencontrent les Indiennes mariées trop jeunes, les autorités de l'Etat du Tamil Nadu ont lancé

des campagnes de sensibilisation dans les villages pratiquant le mariage précoce. Le plus souvent, les journalistes reçoivent des appels de responsables ministériels, de parlementaires et de dirigeants d'ONG qui souhaitent des informations complémentaires. Une journaliste malawite avait ainsi écrit un article sur l'action innovante d'une cellule de crise contre le viol qu'elle avait visitée à Johannesburg avec son groupe de Women's Edition. La fille du président malawite lui demanda à

s'engager dans la démarche de mise en place d'un centre analogue. Parfois, les participantes lancent elles-mêmes une initiative : la visite d'un centre de crise new-yorkais contre le viol a tellement frappé une journaliste indienne qu'elle a persuadé un ami médecin d'en ouvrir un à Mumbai.

Women's Edition exerce une influence durable sur les journalistes. Au sein de leurs rédactions, elles deviennent spécialistes de la condition féminine. Confiantes dans leurs connaissances et leur potentiel, elles sont mieux à même de convaincre la hiérarchie de traiter la question. Des promotions professionnelles leur sont accordées et elles arrivent à détenir un droit de regard sur le choix des sujets qui font l'actualité. « L'époque où la santé et les questions féminines étaient une simple rubrique hebdomadaire est révolue », affirme Ropa Mapimhidze, rédactrice adjointe au *Herald* lors de sa participation à Women's Edition. Cette journaliste zimbabwéenne est aujourd'hui chef de rubrique dans un nouveau quotidien indépendant, *Newsday*.

Deborah Mesce dirige le programme de formation journalistique internationale du Population Reference Bureau et pilote le projet Women's Edition depuis 2001. Avant d'occuper ce poste au PRB, elle a été pendant plus de vingt ans journaliste et rédactrice à l'Associated Press dans l'antenne du Connecticut et au bureau national de Washington.



CHAPITRE

11



LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT

En raison des rapports qu'elles entretiennent avec l'environnement, les femmes peuvent jouer un rôle déterminant dans la protection de la nature, le développement durable et l'adaptation au changement climatique. Au Darfour, des Soudanaises apportent du bois de feu au camp de réfugiés d'Abu Shouk.

LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT

Par Cate Owren

« Les femmes du monde entier sont les pivots du développement durable, de la paix et de la sécurité », a déclaré Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, lors de la réunion sur l'état de la planète organisée à New York, en mars 2010, par l'Earth Institute à l'université Columbia. Comme elles sont un peu partout les principales gestionnaires des ressources familiales, leur engagement pour remédier au changement climatique et s'y adapter est un facteur essentiel.

Dans toutes les régions et les cultures du monde, les femmes jouent des rôles majeurs par rapport à leur milieu ambiant. Souvent fortement tributaires des ressources naturelles pour la nourriture, le combustible et l'habitat, elles sont particulièrement exposées aux menaces et aux changements environnementaux. Leur activité étant fréquemment centrée sur la gestion des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes, leur expérience et leurs points de vue doivent entrer en ligne de compte dans le processus décisionnel et les initiatives prises à tous les niveaux en faveur du développement durable, afin que les générations futures vivent sur une planète saine.

Gestionnaires de ressources

Dans le monde en développement, ce sont les femmes qui sont en général chargées de la gestion et de la conservation des ressources familiales. Elles passent un temps



considérable à puiser et entreposer l'eau, à se procurer combustible, vivres et fourrage ainsi qu'à s'occuper des terres – qu'il s'agisse de forêts, de zones humides ou de parcelles agricoles. Principales responsables de la santé des enfants, des personnes âgées et des malades, elles sont le pivot de communautés entières. Ainsi, grâce à leur connaissance traditionnelle de la biodiversité, transmise de génération en génération, elles assurent la médication, l'équilibre alimentaire et la rotation des cultures de la collectivité. Quand la sécheresse, des pluies irrégulières ou de violentes tempêtes empêchent l'accès à ces ressources vitales, l'existence des femmes – et celle de leur famille – peut s'en trouver considérable-

Des cuiseurs fabriqués sur place et peu gourmands en énergie aident des femmes à gérer les ressources et à préserver les forêts du parc des Virunga en République démocratique du Congo. L'USAID et le WWF cofinancent les opérations de ce type.



ment affectée. En fait, des études ont montré que les catastrophes naturelles ont des effets disproportionnés sur les femmes, car elles réduisent leur espérance de vie et les tuent davantage que les hommes, surtout là où le sexisme est fort.

Les femmes représentent un peu plus de la moitié de la population mondiale, mais elles sont les principales garantes de son alimentation, en particulier dans les régions rurales des pays en développement. Dans ces pays, elles produisent entre 60 et 80 % de la nourriture, tout en ne possédant officiellement que 2 % des terres du globe, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le droit successoral et les coutumes concernant l'héritage interdisent ou limitent souvent leur contrôle direct sur la terre; même lorsqu'elles ont la capacité de posséder et de louer du foncier, elles risquent de ne pas être en mesure d'obtenir les prêts ou les assurances garantissant leurs biens. L'absence de droits équitables sur la terre demeure un obstacle majeur à l'émancipation des femmes et à la diminution de leur pauvreté.

Accords internationaux

Si les accords internationaux ont instauré des liens déterminants entre les femmes et l'environnement, le passage à l'action reste difficile. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) représente une « déclaration des droits » internationale pour elles et régit un grand nombre de questions environnementales. De même, le Programme d'action de Pékin, adopté par la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995), comporte un chapitre entier sur le sujet. Il annonçait les différentes conséquences à venir du réchauffement climatique mondial sur les femmes et les hommes, conséquences désormais bien visibles à travers le globe.

Des traités importants sur le développement durable ont également reconnu l'impératif de la participation féminine et de la prise en compte généralisée de l'égalité entre les sexes. En 1992, le Sommet de la Terre (CNUED – Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développe-

Le milieu féminin de la protection de la nature comprend des spécialistes et des amateurs. Ici, une bénévole entraîne un bébé puma dans le parc Machia de Villa Tunari, en Bolivie. Grâce à une ONG locale, Inti Wara Yassi, le parc recueille des animaux maltraités.



Ci-contre, une femme de Tsetan, dans la région autonome du Tibet (Chine), utilise un four solaire fait maison pour mettre de l'eau à bouillir. Ci-dessous : Wangari Maathai, militante kényane écologiste lauréate du prix Nobel de la Paix, plante un arbre dans le parc Uhuru, à Nairobi, en 1999. Elle a fondé le Mouvement de la ceinture verte pour protéger l'environnement en 1977 et lutté pour les droits de la femme. Elle s'est éteinte en 2011.

ment), a élaboré deux conventions fondamentales, sur la diversité biologique et sur la lutte contre la désertification, qui servent de guides pour la mise en œuvre d'actions environnementales non discriminatoires. Le programme d'ensemble de la CNUED, Action 21, comprend un chapitre spécifique sur la problématique hommes-femmes qui souligne le rôle important des consommatrices dans les pays industrialisés en matière de développement durable. Car les rapports entre les femmes et l'environnement ne sont pas l'apanage du Sud (à savoir les pays en développement). Des études montrent que, dans le Nord (c'est-à-dire dans les pays industrialisés), les femmes laissent une empreinte carbone plus réduite que celle des hommes, puisque ce sont elles qui prennent la majorité des décisions « écologiques » du foyer et en matière de déplacement, selon un rapport du gouvernement suédois paru en 2007.

Ces accords internationaux indiquent que, partout dans le monde, les femmes



doivent participer à part égale à toutes les décisions concernant leur environnement. Témoignant de leur grand potentiel de dirigeantes, expertes, éducatrices et innovatrices, les femmes et les mouvements féministes ont à leur actif des succès importants dans la préservation et la protection des ressources qui les entourent. Dans les années 1970, elles prennent la tête du mouvement populaire Chipko, en Inde, avec ses militantes qui empêchent l'abattage des arbres en les entourant physiquement – en les enlaçant au sens propre. Elles parviennent également à bloquer l'appropriation des sources d'eau par des sociétés privées. Le Mouvement de la ceinture verte, né au Kenya en 1977 lors de la Journée de la Terre pour préserver les forêts et l'écosystème, constitue une autre célèbre initiative féminine. Les habitantes de toute la planète poursuivent la lutte contre le changement climatique grâce à leurs choix de consommation durable et à leur action positive sur

l'accès aux ressources, leur maîtrise et leur conservation. Il est impératif de continuer à intégrer pleinement leurs voix au processus politique et à la mise en œuvre des décisions à tous les stades, pour le bien-être des générations futures.

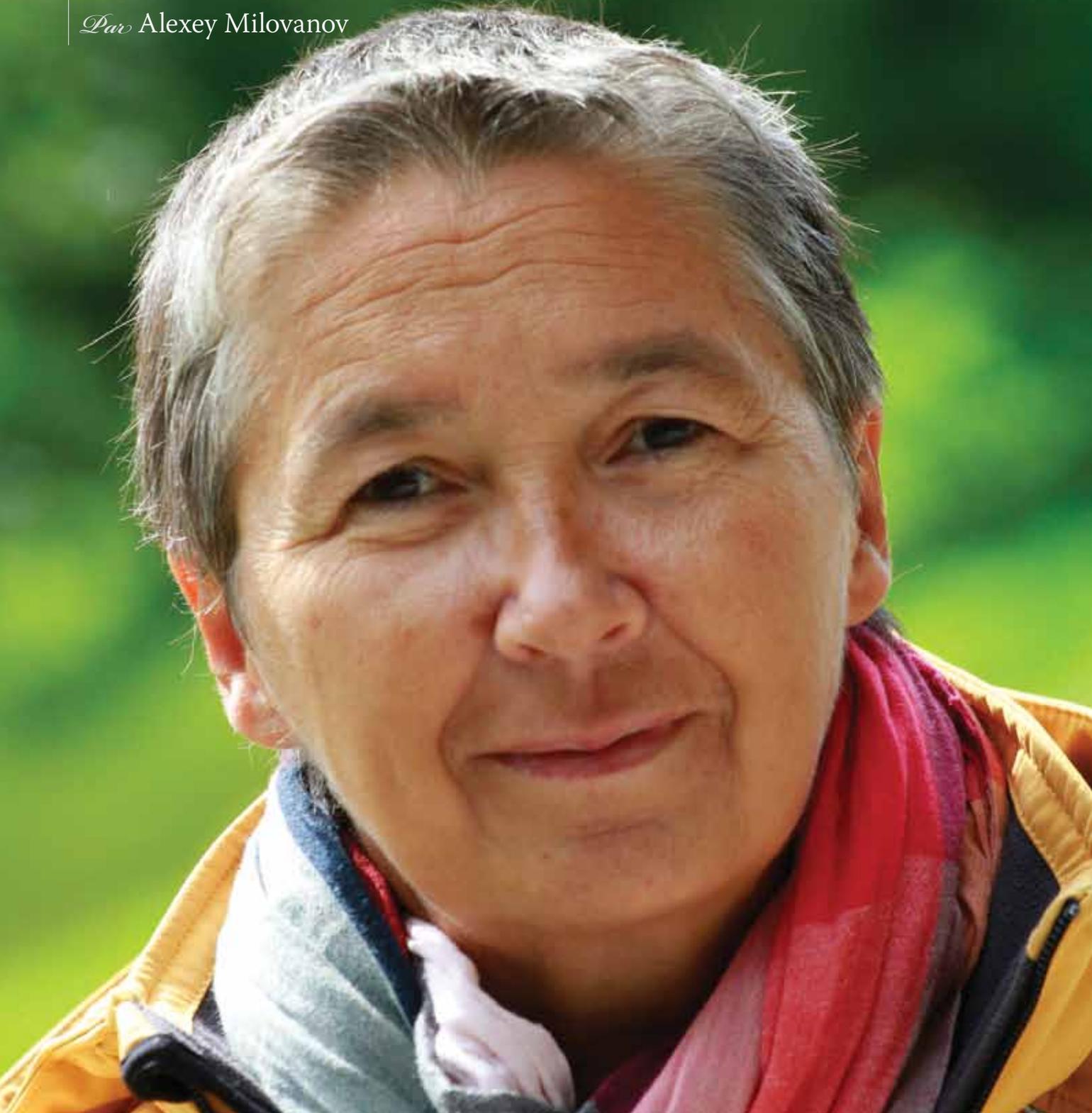
Cate Owren est directrice générale de la Women's Environment and Development Organization (WEDO). Cette organisation internationale de défense des droits de la femme s'efforce d'accroître le pouvoir d'action des femmes dans un objectif de justice économique et sociale. Fondée dans le but exprès de peser sur le Sommet de la Terre de 1992 (CNUED), la WEDO s'attache à intégrer la perspective égalitaire et la participation directe des femmes dans les mentalités sur le plan international. Son action en ce sens a dernièrement contribué à l'adoption du tout premier texte sur l'égalité hommes-femmes dans le cadre des négociations de l'ONU sur le changement climatique.

En Inde, une femme suit un cursus pour devenir « ingénieure aux pieds nus » au Barefoot College, situé à Tilonia, dans le Rajasthan. Après six mois de formation, les stagiaires retournent dans leurs villages pour installer et entretenir des systèmes d'éclairage solaire.

Aleksandra Koroleva

La passion de l'environnement

Par Alexey Milovanov



Militante écologiste russe, Aleksandra Koroleva mène une action incessante pour préserver l'environnement et protéger ses concitoyens de la pollution. Pour originales qu'elles soient, ses méthodes sont souvent efficaces.

Militante écologiste, Aleksandra Koroleva a consacré une partie de sa vie à défendre l'environnement préservé de la région de Kaliningrad (Fédération de Russie) sur la mer Baltique. La région possède des habitats complexes et uniques, comportant notamment des zones humides, des forêts, des cours d'eau et des marais. Elle abrite une multitude d'écosystèmes et d'oiseaux migrateurs. Aleksandra Koroleva s'est attachée, au sein des pouvoirs publics comme en externe, non seulement à sauvegarder des ressources naturelles précieuses, mais aussi à protéger les populations des dangers de la pollution.

Après la dislocation de l'Union soviétique, Aleksandra Koroleva est nommée à une toute nouvelle commission d'Etat pour la protection de l'environnement. Au début, précise-t-elle, cette commission semblait capable de jouer un rôle important dans la préservation responsable de la nature. Son propre parcours professionnel dans une université, une école et un musée d'histoire régional l'avait amenée à s'occuper de questions environnementales. Dans sa nouvelle fonction, Aleksandra Koroleva a pour tâche de sensibiliser le public, principalement par l'intermédiaire des médias. Son travail avance plutôt bien ; elle crée même la première émission de radio de la région de Kaliningrad consacrée intégralement à la défense de l'environnement. L'émission restera plusieurs années à l'antenne. Mais bientôt, la bureaucratie héritée des années soviétiques paralyse les efforts de la militante.

L'éducation d'Aleksandra Koroleva ne l'a pas habituée à accepter la défaite. Elle tient ce caractère de sa mère Galina Kucheneva, botaniste et dendrologue renommée. « Ma mère possédait une énorme force intérieure. Elle ne se bornait pas à étudier les arbres sous l'angle de la botanique, elle s'attachait à les préserver pour l'avenir, se rappelle sa fille. Certes, je n'ai hérité que d'une part infime de sa confiance, mais je suis dotée moi aussi de cette force qui me pousse à ne pas rester les bras ballants. »

Au début des années 1990, la société russe connaît une phase de turbulences. La disparition du régime communiste autoritaire et le droit soudain reconnu à la libre opinion donnent naissance à un grand nombre d'organisations et de mouvements. L'un deux, le groupe Ecodéfense ! [Eko-zashchita ! en russe], est fondé par des jeunes décidés à aborder de front les questions environnementales en suivant le modèle militant occidental. Leur slogan, grandiloquent mais honnête, clame : « Pas de compromis dans la défense de notre mère la Terre ! » Une rencontre avec Vladimir Sli-vyak, membre d'Ecodéfense !, amène Aleksandra Koroleva à effectuer un virage à 180 degrés. Elle quitte le service public pour se lancer dans une nouvelle vie. « Il a dit : "Agissons sans attendre que les pouvoirs publics nous permettent d'écrire un article et de mener une étude environnementale." Il montrait que l'on peut tout simplement faire ce que l'on juge nécessaire et important. »

La liste des points « nécessaires et importants » est si longue

qu'elle suffirait à occuper une dizaine d'organisations très structurées. Pourtant, Ecodéfense! fonctionne admirablement pendant ses quinze premières années, sans le moindre statut juridique. Parmi ses opérations figurent des campagnes contre la pollution des ressources hydriques de la région par des substances toxiques comme les dioxines. Le mouvement s'oppose également à l'importation de déchets nucléaires étrangers dans le pays. Il protège les réserves naturelles de l'isthme de Courlande (ou Flèche curo-nienne), cordon sablonneux long et étroit qui s'étend sur la lagune de Courlande entre la région de Kaliningrad et la Lituanie, menacées par de dangereux projets de forage pétrolier sur le plateau baltique. Ecodéfense! se bat pour sauver les arbres dans le centre de Kaliningrad. Et, bien sûr, le mouvement encourage l'éducation environnementale par tous les moyens disponibles. Depuis toujours, sa première priorité est de sensibiliser les habitants à la question et aux solutions. Ecodéfense! tenait déjà des conférences de presse et publiait rapports et communiqués à une époque où ces méthodes étaient inédites en Russie, même pour les entreprises. Le groupe saura utiliser les médias pour diffuser un message indépendant sur l'environnement. « Même aujourd'hui, alors que notre travail a perdu de son intensité, je reçois des appels de journalistes presque tous les jours », constate Aleksandra Koroleva.

Ecodéfense! n'hésite pas à frapper fort pour attirer l'attention des médias, afin que les journalistes écrivent sur « ces dingos

d'écologos » des articles que le public puisse lire. Lors de l'abattage des arbres dans la ville de Kaliningrad, les militants, dirigés par Aleksandra Koroleva, placent une bûche dans un cercueil et le portent jusqu'à l'entrée de la mairie, de-

vant laquelle ils organisent une veillée avec des cierges funéraires. Lorsque les analyses effectuées à l'initiative des écologistes révèlent la présence de dioxines dans les eaux résiduaires de la papeterie industrielle locale, les jeunes dé-



Aleksandra Koroleva en pleine action avec d'autres militants dans l'isthme de Courlande, situé dans la région de Kaliningrad (Fédération de Russie).

filent en ville affublés de masques de mutants pour mobiliser les esprits autour des conséquences possibles. Aleksandra Koroleva se souvient d'une autre opération qu'elle a menée : « Nous avons apporté au siège du district une grande maquette de centrale nucléaire avec un tuyau qui émettait une âcre fumée orange. Et nous nous sommes menottés à l'entrée du bâtiment, déguisés en cochons englués de pétrole, pour montrer le danger que les projets de forage de la compagnie Lukoil à 22 kilomètres de là faisaient courir aux réserves de l'isthme de Courlande. Ah, c'était une belle époque, et je regrette parfois que les voies d'Ecodéfense! et les miennes aient divergé. »

Des actions aussi outrancières choquent et font naître des soupçons encore vivaces chez de nombreux détracteurs d'Aleksandra Koroleva. A maintes reprises, on les accuse, les militants et elle, d'être à la solde des concurrents des entreprises qu'ils combattent ou de services de renseignement étrangers, de la CIA au Mossad. Aleksandra Koroleva doit régulièrement démentir les propos erronés des médias.

L'enseignement lui est aussi nécessaire que l'air qu'elle respire, mais son dynamisme effraie souvent ceux qui n'ont pas l'habitude de sa fougue. Pendant dix ans, Ecodéfense! mènera, dans la région de la Baltique, une opération d'observation de la nature avec des enfants. Ce programme permet à des milliers d'écoliers de connaître l'écosystème de la Baltique, en théorie et en pratique. Ils ramassent les déchets sur la côte, effectuent des circuits éco-

logiques et nouent également des liens avec leurs camarades d'autres pays dans des camps de nature internationaux.

Aleksandra Koroleva a dirigé l'organisation du premier référendum sur l'environnement à Kaliningrad. Il portait sur la construction d'un terminal pétrolier dans le port de Svetly. Ses livres ont contribué à arrêter des projets dangereux et à empêcher l'abattage d'arbres. Ils ont par ailleurs légitimé le pouvoir du public à défendre son droit à une eau et un air non pollués. La militante a encouragé la population à changer ce qui ne lui convenait pas et à exercer un contrôle sur les activités souvent nuisibles des autorités – des idées complètement nouvelles pour des citoyens de l'ex-URSS. Elle a aussi formé les responsables en participant à de multiples conseils publics, en élaborant de nouvelles lois et en critiquant les dirigeants qui fermaient les yeux sur des crimes commis contre l'environnement. « Finalement, les autorités ont reconnu l'existence et l'importance du troisième secteur [les ONG], qu'il s'agisse de nous ou d'une autre, constate Aleksandra Koroleva. Nous avons précisément combattu pour cette reconnaissance, et celle-ci a représenté une belle victoire. Les portes que nous avons ouvertes le sont désormais pour beaucoup d'autres militants. »

Aleksandra Koroleva incite tout un chacun – enfants, enseignants, responsables, militants – non seulement à réfléchir, mais à agir concrètement. Pendant plusieurs années, elle a animé la « Force de débarquement envi-

ronnemental sur l'isthme de Courlande » afin de consolider les dunes et de ramasser les déchets dans le parc national, en faisant appel non seulement aux étudiants et aux militants, mais aussi aux dirigeants de haut rang, responsables politiques et diplomates. Elle a transformé la protection du parc national en un réel mouvement de masse.

L'histoire se répète souvent. Vingt ans après, Aleksandra Koroleva retourne dans un établissement public, en qualité de directrice adjointe du parc national de l'isthme de Courlande. Malgré sa démission récente en protestation contre de nouvelles directives – la même force intérieure l'amenant à rejeter la vision administrative –, Aleksandra Koroleva prévoit de poursuivre son action environnementale avec Ecodéfense! « Je suis prête à revenir à mes origines », conclut-elle.

Alexey Milovanov a travaillé cinq ans avec Aleksandra Koroleva en tant qu'attaché de presse et militant pour le groupe écologique Ecodéfense! Depuis 2005, il est journaliste et photographe indépendant et actuellement rédacteur en chef de l'agence de presse locale en ligne www.NewKaliningrad.ru.

Barefoot College : ingénieures solaires aux pieds nus

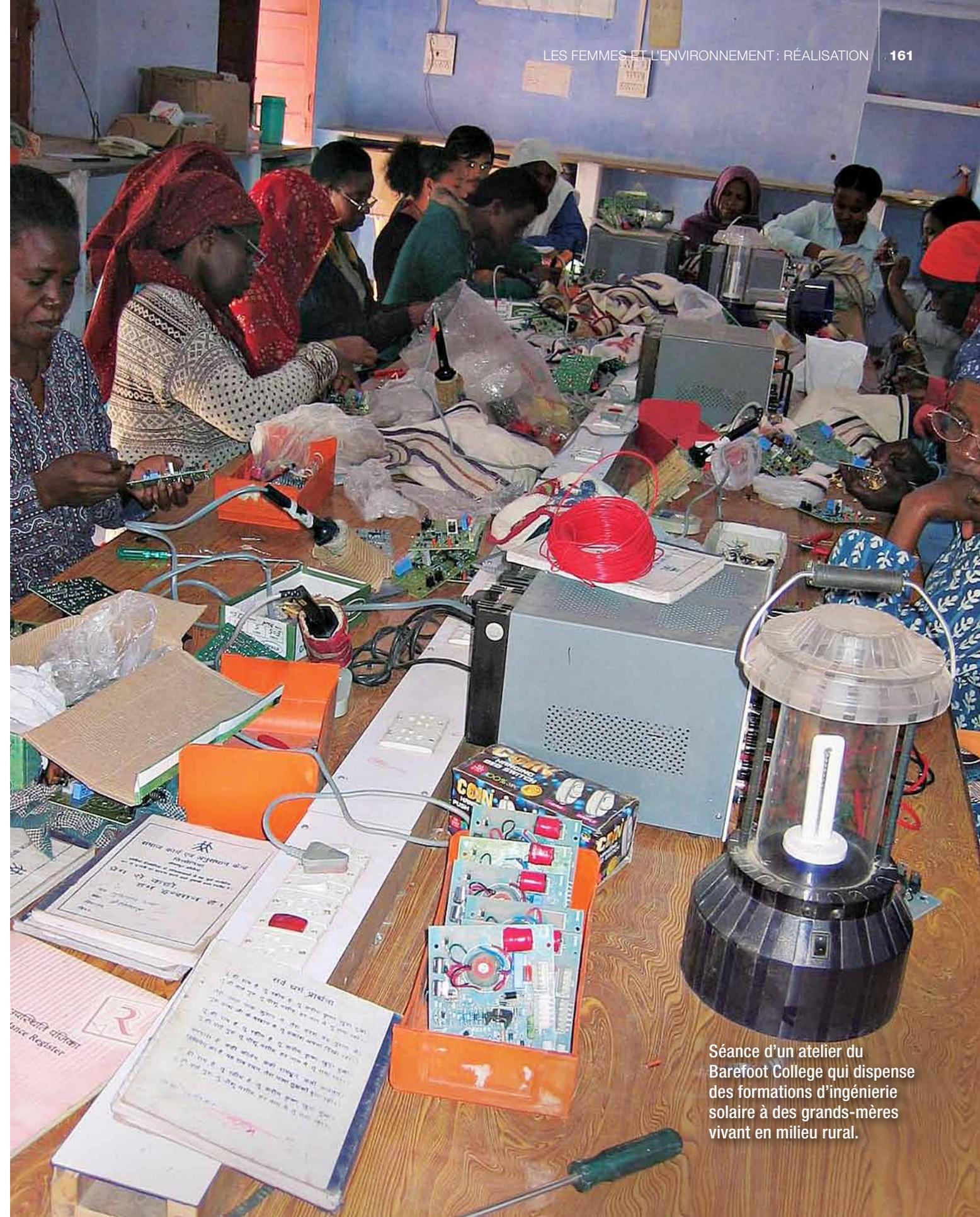
Par Anu Saxena

Une révolution est en cours au Barefoot College dans la campagne du Rajasthan (Inde). Cette révolution tranquille apporte le solaire et les technologies propres aux communautés paysannes les plus pauvres et change la face du développement rural. Aux premières lignes se trouvent des villageoises illettrées ou semi-illettrées venues d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour se former à l'ingénierie solaire.

Le Barefoot College, l'« université aux pieds nus », a été fondé en 1972 à Tilonia, village du Rajasthan (Inde), par un défenseur des causes sociales et éducateur du nom de Bunker Roy. Son objectif est de trouver des solutions simples et durables aux problèmes fondamentaux de la qualité de la vie en milieu rural : eau propre, énergie renouvelable, instruction et soins de santé. Figurent également au nombre des buts de l'établissement l'apport de moyens d'existence stables et l'émancipation des femmes. L'énergie solaire occupe une place importante et les femmes, tout particulièrement les grands-mères, sont des candidates de choix pour la formation à l'ingénierie solaire. Comme l'indique Bunker Roy, « Nous avons formé des hommes, pour constater qu'après avoir acquis connaissances et compétences, ils partaient les offrir en ville. En revanche, [les femmes] se sentent responsables de leur village. » Les grands-mères des campagnes sont plus attachées à leur communauté et moins enclines à l'exode rural, ce qui permet de conserver sur place les qualifications et les technologies. Elles partagent leurs savoirs spécialisés, assurant ainsi la durabilité des projets.

Le programme du Barefoot College se singularise en ce qu'il traite les membres des collectivités en partenaires, les laisse gérer leurs ressources et les technologies et leur permet de se les approprier. Les stagiaires viennent toutes de localités isolées qui n'ont jamais eu accès au réseau électrique et où les taux d'alphabétisation sont bas, en particulier dans la population féminine. Elles sont choisies par consensus de leur collectivité. A leur retour, elles sont rémunérées par celle-ci pour installer, entretenir et réparer les groupes solaires à une fraction du montant des dépenses énergétiques mensuelles qu'exigeraient d'autres options, combustibles divers, bougies et batteries.

Depuis 2005, 250 de ces villageoises venues de 29 pays ont apporté l'électrification solaire à quelque 10 000 maisons, dans des régions aussi diverses que les plaines désertiques torrides du Rajasthan et les hameaux des hauts plateaux venteux et glaciaux du Ladakh, en Inde, Tombouctou au Mali et Soloja, dans les Andes boliviennes. La plupart des ménages ruraux pauvres auxquels le Barefoot College est venu en aide en Afrique et en Amérique latine consommaient de 5,50 à 7,50 litres de pétrole par mois pour l'éclairage.



Séance d'un atelier du Barefoot College qui dispense des formations d'ingénierie solaire à des grands-mères vivant en milieu rural.

rage et la cuisson, selon les chiffres relevés par le Barefoot College. Cette consommation émet, selon certaines estimations, 14,74 à 19,65 kg de CO₂ (Richard Komp, 2002). L'adoption de l'énergie solaire a réduit la pollution de l'environnement et la dégradation des forêts dans ces localités du fait de l'usage restreint de bois de feu, de fioul et de pétrole. Par ailleurs, elle a diminué les dépenses d'éclairage des familles rurales et limité les niveaux de pollution intérieure ainsi que les dangers d'incendie liés à l'emploi du pétrole. Il en est également découlé une amélioration des conditions d'étude pour les écoliers et la création de débouchés pour les femmes, qui peuvent désormais se livrer, après le coucher du soleil, à des activités rémunératrices telles que la fabrication d'objets artisanaux.

Les résultats extraordinaires obtenus par le Barefoot College ont commencé par son programme pratique de formation à l'ingénierie solaire d'une durée de six mois. Le principe fondamental de l'établissement, à savoir que ce sont les communautés rurales qui détiennent les solutions des problèmes ruraux, n'est nulle part plus évident que dans le cours d'ingénierie solaire, où trente participantes de divers pays assises côte à côte sur des bancs s'efforcent avec une remarquable concentration d'effectuer des connexions sur des circuits imprimés, d'assembler une lanterne solaire ou de dessiner sur un carnet un schéma de ce qu'elles viennent de créer. Stagiaires et instructeurs n'ayant pas de langue en commun, les femmes apprennent à repérer les pièces déta-



Sita Bai, mécanicienne spécialisée en fours solaires, près de l'un des appareils qu'elle a appris à installer et à réparer.

chées par couleur et communiquent avec force gestes. Sourires, mains qui s'agitent et salutations en diverses langues accueillent le visiteur dans cette assemblée de nations unies aux pieds nus qui collaborent pour rapporter chez elles la lumière et l'espoir.

Le même enthousiasme et la même fièvre audacieuse règnent sur le campus du Barefoot College.

Non loin de la salle de classe, on peut voir, brillant à la lumière du soleil, deux fours solaires paraboliques de 2,50 m² fort impressionnants, confiés à la vigilance de Shahnaz et Sita, toutes deux ingénieures solaires de Barefoot. Elles ont suivi le programme d'énergie solaire élémentaire avant de se spécialiser dans la fabrication de cuiseurs solaires, bien que cette

activité soit traditionnellement réservée aux hommes puisqu'elle demande des qualifications en métallurgie et soudure. La fierté du travail accompli est évidente dans les explications qu'elles donnent sur les complexités de la construction et du calibrage de l'appareil. Elles forment à présent d'autres villageoises à la fabrication de ces fours. Sita a même trouvé un moyen d'atteindre un public plus vaste en composant avec ses collègues une chanson sur les avantages de l'emploi des cuiseurs solaires, qu'elles chantent

dans leurs programmes de sensibilisation communautaire. Leur parcours personnel, qui les a menées de familles conservatrices, où elles étaient cantonnées aux tâches imposées par la société, à leurs fonctions actuelles d'éducatrices, de mécaniciennes spécialisées et de salariées, illustre le changement à la perfection.

Du fait de leur participation croissante à la gestion de l'environnement, les femmes sont devenues plus visibles. Elles ont maintenant voix au chapitre dans la politique locale, ainsi qu'en té-

moignent les Guerrières solaires du Bhoutan et les ingénieures solaires d'Éthiopie qui ont adressé aux pouvoirs publics de leurs pays une pétition en faveur du lancement d'associations féminines locales sur le modèle de Barefoot. Elles sont aussi mieux considérées dans leurs collectivités, en raison de leur précieux apport. Parlant de l'ingénieure solaire locale, un ancien d'un village de Bolivie note avec admiration : « Elle sait faire ça mieux que moi... et je suis mécanicien automobile ! »

En se tournant vers les femmes mais sans les dissocier de leurs collectivités, le Barefoot College a renforcé la mobilisation de ces mêmes collectivités autour des pratiques durables tout en donnant du poids au savoir traditionnel. Les ateliers sur le tri sélectif des déchets en plastique, l'emploi des fours solaires, l'amélioration de la gestion des ressources hydriques, notamment la collecte de l'eau de pluie, et d'autres bonnes pratiques plus respectueuses de l'environnement contribuent à accroître la qualité de la vie rurale.

Anu Saxena se consacre depuis plus de vingt ans aux programmes de développement international dans les collectivités marginalisées, avec un intérêt tout particulier pour la problématique hommes-femmes. Elle est titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale de l'université de Boston et a travaillé sur le terrain en Colombie. Elle est actuellement conseillère pour l'Amérique latine du programme d'ingénierie solaire du Barefoot College (Inde).



Des Mauritanienues formées au Barefoot College, en Inde, installent des panneaux solaires dans leur village. Leur activité d'ingénieure solaire est rétribuée.



CHAPITRE

12



LES DROITS DE LA PETITE FILLE

De nombreux pays refusent aux fillettes l'exercice de leurs droits fondamentaux. Cette petite Indienne, qui vit dans un bidonville de Bangalore, peut être victime non seulement de difficultés économiques, mais aussi de la discrimination et de l'exploitation due à sa condition féminine.

LES DROITS DE LA PETITE FILLE

Par Robin Haarr

Un grand nombre de cultures et de sociétés refusent à la petite fille l'exercice de ses droits fondamentaux et, parfois, la satisfaction de ses besoins vitaux. Elle risque davantage d'être exposée à l'exploitation et aux sévices sexuels, ainsi qu'à d'autres pratiques préjudiciables menaçant sa survie, sa croissance et le plein épanouissement de son potentiel. Particulièrement vulnérables, les adolescentes ont besoin de protections renforcées. L'un des douze domaines stratégiques du Programme d'action de Pékin (1995) porte sur la petite fille et recommande l'élimination de toutes les formes de discrimination et de maltraitance à son égard, ainsi que la protection de ses droits.

La Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1989, définit les droits fondamentaux des enfants, c'est-à-dire en général des moins de 18 ans. Y figurent la non-discrimination, le droit à la survie et au développement de leurs capacités, la protection contre toute forme d'atteinte, les mauvais traitements et l'exploitation, ainsi que la participation complète à la vie familiale, culturelle et sociale. La convention cite aussi expressément certaines violations des droits de l'homme spécifiques aux petites filles comme la discrimination fondée sur le sexe, la sélection sexuelle prénatale, les mutilations génitales et le mariage précoce.



Influence de la coutume sur le traitement des petites filles

La discrimination et les pratiques préjudiciables envers les fillettes varient en fonction du contexte culturel. Ainsi, l'avortement sélectif de fœtus féminins et les infanticides féminins sont courants dans les pays d'Asie orientale et méridionale, où l'on préfère très nettement des fils. Résultat, les populations chinoises et indiennes affichent un déséquilibre important de la répartition

Cette petite écolière soudanaise se tient devant sa classe du camp de réfugiés de Greida, près de Nyala, au Darfour.

hommes-femmes, selon le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP, 2005). En Inde, les pratiques de cet ordre sont renforcées par l'idée que les filles pèsent économiquement sur la famille. Leur contribution au revenu familial est faible et, lors de leur mariage, la belle-famille est en droit de s'attendre à une dot substantielle. En Chine, la sélection en fonction du sexe et l'abandon de fillettes enregistrent une progression spectaculaire depuis la mise en œuvre de la politique de l'enfant unique en 1989. La sélection prénatale est plus fréquente là où il est facile d'accéder aux techniques médicales modernes et d'en détourner l'utilisation. Selon un rapport du FNUAP paru en 2004, l'avortement sélectif en fonction du sexe et l'infanticide féminin ont entraîné un « déficit » d'au moins 60 millions de filles en Asie. Dans certains pays de la région, cette pénurie a entraîné d'autres problèmes, comme l'augmentation de la traite des femmes aux fins de mariage et de prostitution. En dépit de la volonté politique et des programmes menés par les pouvoirs publics pour mettre fin à de telles pratiques par l'information, des incitations financières et la menace de sanctions, l'avortement sélectif en fonction du sexe et l'infanticide féminin se poursuivent.

Les jeunes filles ont un statut nettement inférieur à celui des garçons dans certains pays. De ce fait, elles sont plus sensibles à la discrimination et à la négligence. Les indicateurs disponibles montrent qu'elles sont défavorisées dès les débuts de leur vie en matière d'alimentation, de soins

médicaux, de scolarisation, d'attention et de protection familiales. Elles sont souvent moins nourries, en particulier quand les ressources alimentaires baissent. Un régime

Les autorités turques découragent la pratique traditionnelle du mariage précoce dans des communes rurales comme Acarlar, d'où sont originaires cette jeune femme et son bébé.





à faibles teneurs en calories, en protéines et en nutriments nuit à leur croissance et à leur développement. Ayant moins de chances de bénéficier de soins médicaux de base, elles courent un risque accru de mortalité infantile.

Elles sont aussi davantage exposées à la non-scolarisation. En 2007, on estimait que 101 millions d'enfants dans le monde – en majorité des filles – ne fréquentaient pas l'école primaire (UNICEF, 2010). L'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud enregistrent les plus fortes disparités en la matière. Le rejet de la scolarisation touche surtout les adolescentes issues de foyers démunis et ruraux. L'interdiction d'acqué-

rir les connaissances et compétences requises pour trouver un emploi, gagner en autonomie et améliorer leur statut tient aux comportements traditionnels concernant l'éducation des garçons et des filles. On demandera plus facilement à ces dernières de travailler, chez elles ou au dehors. Pourtant, la scolarisation féminine présente de nombreux avantages, dont l'amélioration de la santé des familles, la baisse des taux de fécondité, l'essor des résultats économiques et la réduction de la pauvreté. Si l'on veut parvenir à l'égalité hommes-femmes, il est indispensable de scolariser les filles dans un cadre les soutenant et tenant compte de leurs spécificités.

A Bagdad, en Irak, des élèves de l'école primaire de filles al-Yasmin ouvrent des boîtes de fournitures scolaires données par l'UNICEF aux enfants de régions en guerre.

Le Fonds des Nations unies pour la population estime que de 100 millions à 140 millions de femmes et jeunes filles ont subi des mutilations génitales et qu'au moins 3 millions d'autres sont menacées chaque année par ces interventions. Les principales régions concernées se trouvent en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. En Egypte, 75 % de la classe d'âge 15-17 ans auraient fait l'objet de telles pratiques. Les conséquences immédiates et à long terme sur la santé et le bien-être des intéressées sont désastreuses, les complications pouvant être fatales. Malgré leur interdiction dans certains pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord, les mutilations génitales féminines ne cessent pas.

Le mariage précoce constitue une autre violation des droits fondamentaux courante en Afrique, en Asie méridionale et centrale et au Moyen-Orient. Il affiche ses taux les plus élevés en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, où les petites filles sont parfois mariées dès l'âge de 7 ans, mais souvent avant 15 ou 18 ans. Selon les statistiques de l'UNICEF, au Bangladesh, en Guinée, au Mali, au Niger, en République centrafricaine et au Tchad, plus de 60 % des femmes convolent avant leurs 18 ans. En Inde, le pourcentage passe à 47 %. Au Yémen, plus de 25 % des adolescentes se marient avant l'âge de 15 ans. Le mariage précoce constitue une forme de sévices sexuels qui sépare les fillettes de leur famille et de leurs amis, les isole socialement, limite leur scolarisation et les expose aux violences de leur mari et de leur belle-famille. Forcées à des relations sexuelles prématurées – souvent avec un mari nettement plus âgé – et confrontées à des grossesses précoces, les toutes jeunes épouses risquent des problèmes médicaux, voire la mort. Elles sont également beaucoup plus vulnérables face au VIH et à d'autres maladies sexuellement transmissibles.

Toutefois, la mobilisation sur le terrain parvient à faire évoluer les mentalités. C'est le cas en Ethiopie du Kembatti Mentti

Gezzimma-Toppe, mouvement qui vise à mettre fin aux mutilations génitales sous la houlette du docteur Bogaletch Gebre, ou du réseau yéménite Marriage Without Risk Network, qui associe plusieurs ONG axées sur la sensibilisation des populations et sur la lutte contre le mariage d'enfants.

Outre l'élimination des sévices et de la discrimination, le Programme d'action de Pékin préconise des efforts sur le développement et la formation, afin d'améliorer le statut des jeunes filles et de faire cesser leur exploitation économique. Pour les intégrer pleinement à la vie sociale, économique et politique, il faut faire mieux comprendre au sein de la société et parmi les principales intéressées les besoins et le potentiel des adolescentes. La situation a certes évolué, mais beaucoup reste à faire pour protéger les droits des jeunes filles et leur assurer un avenir épanouissant, pour elles-mêmes et leur entourage.

Robin Haarr, professeur de droit pénal à l'Eastern Kentucky University, s'est spécialisée dans les violences envers les femmes et les enfants et la traite des êtres humains, aux Etats-Unis et à l'international. Elle effectue des recherches et des travaux politiques pour les Nations unies et les ambassades américaines. Son activité a été récompensée à plusieurs reprises, notamment par son inscription au Hall of Fame de la faculté de droit pénal de l'université d'Etat du Michigan, ainsi que par le prix CoraMae Richey Mann de la Femme dérangeante de l'année, décerné par le département des femmes et de la criminalité de l'American Society of Criminology.

Bogaletch Gebre

Remplacer les anciennes traditions

Par Julia Rosenbaum



Habitée par un rêve, la jeune Bogaletch Gebre mobilise toute son énergie pour réussir ses études et devient médecin. Depuis lors, elle se consacre à l'émancipation des femmes dans son Ethiopie natale en remplaçant, village après village, des pratiques préjudiciables par des pratiques saines.

« **A**ucune mère, aucune famille ne voudrait faire intentionnellement du mal à son enfant », explique le docteur Bogaletch Gebre, fondatrice dans le Sud de l'Ethiopie d'un centre d'entraide féminine nommé Kembatti Mentti Gezzimma-Tope (KMG), c'est-à-dire « Coopération entre les femmes de Kembatta ». Championne de la cause des femmes, Bogaletch Gebre lutte également de toutes ses forces pour faire disparaître les mutilations génitales féminines (MGF), très pratiquées en Afrique.

Boge, comme on l'appelle, vient d'une famille de paysans de Kembatta, dans le Sud de l'Ethiopie. Son père protégeait les faibles, les veuves et les orphelins de leur voisinage en donnant à ceux dont la récolte était insuffisante. Elle dépeint sa mère sous les traits d'une femme sage, généreuse et aimante, pour laquelle les mauvaises actions étaient dues à

l'ignorance, car – disait-elle à ses enfants – « celui qui fait du tort à son prochain se nuit davantage qu'à la personne qu'il a maltraitée ». Comme toutes les jeunes femmes de l'époque, Boge attendait avec impatience la cérémonie de son excision car, pensait-elle, « les gens commenceraient à avoir une vision différente de moi, à me regarder de manière nouvelle et plus positive ».

Dans cette famille de quatorze enfants, elle est inséparable de sa sœur cadette Fikirte. Elles sont les premières filles du village à faire des études supérieures. Titulaire d'une bourse intégrale, Boge s'inscrit à l'université hébraïque de Jérusalem. Les deux sœurs se rendent ensuite aux Etats-Unis. Boge bénéficie d'une bourse Fulbright à l'université du Massachusetts, où elle se spécialise en épidémiologie et santé publique. A l'annonce de la famine qui va frapper leur pays natal de 1984 à 1987, elles décident de se mobili-



En Ethiopie, Bogaletch Gebre s'adresse à des villageois dans une région isolée de la zone de Kembatta Tembaro, au sud du pays, pour les sensibiliser au danger des mutilations génitales féminines.

ser. Fikirte concentre son action sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau de son village. Elle se lance dans la préparation de sauces et reverse une partie des bénéfices de son entreprise à son projet. Donnant la priorité à l'instruction et aux moyens financiers des jeunes femmes, Boge crée de son côté Parents International Ethiopia – Development through Education. Elle rallie des partisans américains pour mettre fin à une « famine de livres » aussi grave que la famine alimentaire. Elle court des marathons pour lever des fonds qui lui permettront d'envoyer plus de 300 000 ouvrages scientifiques, médicaux et juridiques en Ethiopie.

La sensibilisation de Boge à la question des MGF a pour origine sa rage et son horreur devant ce qu'elle a dû subir dans sa jeunesse, comme toutes les adolescentes de son village. « J'ai compris que l'excision avait pour objectif d'exciser mon esprit, d'exciser mon aptitude à vivre ma vie avec tous mes sens intacts, expliquait-elle. Je n'étais pas censée faire des études ni penser par moi-même, parce que je suis une femme née dans un petit village éthiopien. Le système voit la femme comme un objet de servitude. Elle commence à servir sa famille dès 6 ans, avant même de savoir qui elle est. Lors de son mariage, elle est littéralement vendue au plus offrant. D'une servitude à l'autre, nous sommes exploitées. »

En 1997, Boge rentre au pays avec 5 000 dollars et une idée. Sa sœur et elle fondent KMG en 1999. Aujourd'hui, le centre d'entraide comporte une unité de formation

professionnelle, une bibliothèque, un petit musée traditionnel, un dispensaire et des chambres d'hôte. Il anime également un groupe de discussion féminin. Les sœurs vont tâtonner avant d'arriver à concrétiser leur projet consistant à rompre le cycle de la violence envers les femmes et à leur offrir de nouveaux débouchés.

Boge commence par une enquête de base sur la condition féminine : santé et VIH/sida, éducation des hommes et des femmes, perspectives économiques des femmes et MGF. Les résultats sont présentés en réunion collective et le débat fait jaillir l'étincelle. « Des femmes ont commencé à s'exprimer... à pleurer... Ils connaissaient tous les souffrances et les risques de l'excision, mais perpétuaient la coutume parce qu'ils pensaient qu'il s'agissait d'un commandement divin et d'une opération indispensable pour marier une femme. »

La dynamique prend. En juin 2002, 78 écolières défilent avec des pancartes disant : « Je

refuse l'excision ; suivez mon exemple. » Un jeune couple ose défier la tradition et se marier sans mutilation sexuelle, avec l'aide du prêtre local déjà sensibilisé grâce à la campagne de KMG. Lors de la cérémonie, la mariée épingle sur sa tenue un message déclarant qu'elle n'a pas subi d'excision tandis que le marié affiche, lui, son bonheur d'épouser « une jeune fille non excisée, intacte ». Ils ouvrent la voie à d'autres mariages où les nouveaux époux vont rejeter publiquement les mutilations génitales féminines. Des groupes de soutien voient le jour ; l'information circule par le bouche-à-oreille. « Les filles sont nos fantassins, une force sociale dans leurs communautés, souligne Boge. Elles défilent en chantant avec des banderoles : "Nous sommes vos filles ! Ne nous faites pas de mal." » En 2004, une nouvelle célébration « Whole Body, Healthy Life », qui vise à remplacer les rituels néfastes de la mutilation par des festivités en l'honneur de la vie, est très suivie. Cette



Un couple éthiopien qui célèbre son mariage affiche des messages proclamant son opposition aux mutilations génitales féminines.



En Ethiopie, les Fuga (potiers) sont des exclus, auxquels la société nie leurs droits fondamentaux. KMG aide ces artisans en les formant aux droits de l'homme et en se faisant leur porte-parole. Ici, un village de potiers se réunit pour débattre des problèmes concernant leur collectivité.

journée est considérée comme un jour de liberté, une tradition nouvelle commémorée tous les ans.

Aujourd'hui, les mutilations génitales féminines ont en grande partie disparu dans la zone d'influence de KMG, où vivent 1 500 000 habitants. Une étude de l'UNICEF en date de 2008 fait le bilan de l'évolution après dix ans d'action qui ont abouti à une baisse spectaculaire de l'excision, tombée à moins de 3 %. Ce résultat a été obtenu grâce à la loi et à l'information des collectivités sur les dangers de cette tradition.

Boge précise que le soutien de KMG a aidé les communautés « à se fier à leur sagesse collective qu'ils ont pu libérer, se reconnaissant ainsi capables d'effectuer un changement mesurable et durable. Il nous faut simplement leur laisser du temps. »

Les représentants de la société civile – étudiants et enseignants, garçons, filles, personnes ins-

truites et analphabètes, femmes et hommes, sages-femmes, dignitaires religieux et anciens – se réunissent tous régulièrement pour discuter de leurs préoccupations, nouer des relations, partager leurs acquis et instaurer des consensus. « Les solutions se trouvent au sein de la collectivité », pense Boge. De son côté, KMG arbitre et encourage les débats. « Une fois les engagements pris, ils sont tenus. »

La méthode est holistique, déclare Boge, qui admet « le caractère indivisible de la dynamique sociale, culturelle, économique et politique qui touche les sociétés et les femmes en particulier... et relie l'écologie, l'économie et la société ». Elle ajoute : « A Kembatta, comme dans d'autres régions rurales, les bouleversements sociaux, la dégradation de l'environnement et la perte du socle traditionnel des revenus aggravent les comportements asservissant

les femmes et perpétuant la violence à leur rencontre. »

La réussite de Bogaletch Gebre se traduit par une plus large diffusion du modèle de KMG dans d'autres régions et à l'étranger, ainsi que dans la sphère politique. « Nous n'avons pas besoin de miracles, constate-t-elle. Ce que nous attendons, c'est une volonté d'agir, de la créativité et beaucoup de travail. Et, bien sûr, nous avons besoin d'entraide puisque nous vivons tous sur la même planète. »

« Mon rêve pour les Africaines ? Que le monde comprenne que bannir les femmes est mauvais pour les affaires, pour l'économie et pour le progrès du genre humain. Nous devons mettre fin à l'apartheid entre les sexes », conclut-elle.

Julia Rosenbaum est responsable de programme au Groupe chargé de la santé, de la population et de la nutrition de l'Academy for Educational Development à Washington. Elle apporte une compétence technique et de gestion à des programmes mondiaux de protection maternelle et infantile. Dans le cadre de l'opération de l'USAID, elle travaille depuis six ans en Ethiopie sur une méthodologie de terrain visant à améliorer l'hygiène et le système sanitaire, ainsi que sur des programmes connexes de soins et d'assistance liés au VIH.

Le non des associations yéménites aux mariages trop précoces

Par Dalia Al-Eryani et Laurel Lundstrom

Le mariage précoce constitue une très grave menace pour les jeunes filles du Yémen. Il les empêche souvent de faire des études et de réaliser leurs rêves. Il peut être catastrophique sur les plans physique, psychologique, économique et social. Des organismes locaux s'efforcent d'améliorer les perspectives d'avenir des adolescentes en veillant à ce qu'elles restent célibataires et scolarisées.

Elle parle avec son cœur, comme toute petite fille de 8 ans. « Je veux être médecin », déclare Arwa (c'est un prénom d'emprunt), avec un sourire ébréché dû à la perte d'une dent de lait. Mais son avenir ne lui appartient pas.

« Je veux m'occuper de tous les malades, insiste-t-elle calmement. Je ne veux pas du tout me marier. Je veux rester avec ma maman. » En dépit de ses rêves, Arwa comprend déjà que les désirs de son grand-père risquent fort de dicter son avenir.

Et son aïeul a d'autres projets. Il a déjà promis Arwa à son cousin. Comme la majorité des fillettes mariées, elle abandonnera ses études. Enlevée à sa mère et retirée de l'école, elle devra renoncer à toute aspiration de carrière médicale.

« Aujourd'hui, le mariage précoce constitue le principal problème des femmes yéménites », explique Wafa Ahmad Ali de la Yemeni Women's Union (YWU). Cette association est l'une des nombreuses ONG locales qui s'efforcent de modifier les perspectives d'avenir de fillettes comme Arwa en veillant à ce qu'elles échappent au mariage et restent à l'école au moins jusqu'à leurs 18 ans. La YWU s'adresse

au grand-père d'Arwa, dans l'espoir que celui-ci permettra à sa petite-fille de concrétiser ses rêves. En 2009-2010, l'organisation a contribué à empêcher le mariage de 79 adolescentes, grâce à une initiative préconisant le « Mariage au bon âge », le Safe Age of Marriage Project.

La YWU travaille avec l'Extending Service Delivery Project, spécialiste de la santé reproductive et de la planification familiale, et le Basic Health Services Project afin de faire évoluer les mentalités des dignitaires religieux, des chefs locaux et des familles et de les amener à préférer pour les jeunes filles les études au lieu du mariage précoce. La tâche n'est pas facile. La YWU se heurte à la résistance de membres des collectivités qui lui reprochent de « se mêler des normes et des traditions locales », regrette Wafa Ali. La pauvreté et le conservatisme ambiant sur le rôle des femmes posent également des problèmes.

Les coordinateurs de la YWU supervisent une équipe composée de quarante formateurs bénévoles – vingt hommes et vingt femmes – travaillant essentiellement dans les districts d'Al Sawd et d'Al Soodah du gouvernorat d'Amran, où 59 % des familles marient leurs filles avant l'âge de



Des écolières yéménites défilent avec des pancartes dénonçant le mariage précoce, encore très courant dans le pays.

18 ans. Ancien bastion du négoce, la capitale du gouvernorat, Amran, se trouve à environ 50 kilomètres au nord de la capitale du Yémen, Sanaa. La scolarisation des femmes de la région ne dépasse pas 1 %, selon une étude de terrain effectuée par le Safe Age of Marriage Project.

Les bénévoles sensibilisent la population aux conséquences sociales et médicales du mariage précoce grâce à des discussions animées, des projections de films, des pièces de théâtre, des concours d'écriture, des lectures de poésie et de l'alphabétisation. L'un de leurs thèmes principaux concerne la planification et l'espacement des grossesses pour ne pas nuire à la santé des jeunes filles. Les messages sur le contrôle des naissances sont adaptés à des audi-

toires musulmans et encouragent les jeunes filles à attendre 18 ans avant une première grossesse.

Pour Safia, l'une des formatrices de la YWU sur le terrain, les conséquences du mariage et de la grossesse précoces sont des sujets récurrents. « Ma fille de 16 ans est maudite », déclare une participante lors d'une séance d'information. La femme ajoute qu'à chacune de ses tentatives pour donner la vie, sa fille a échoué. « L'enfant meurt à chaque fois, se plaint-elle. Mais ma fille de 20 ans, elle, n'est pas maudite. Elle a des bébés en bonne santé. » Safia explique à son interlocutrice que le mariage précoce fait courir à sa fille cadette et à ses bébés davantage de risques mortels. Réaction de la mère : « Finalement, ma fille n'est pas maudite ! »

En retardant le mariage, l'association vise à freiner les décès de mères, de nouveau-nés et de nourrissons, ainsi que les pathologies associées : fistule obstétricale, malformations de l'enfant, maladie mentale, dépression et violences domestiques. D'autres organisations dans le pays poursuivent des objectifs similaires, notamment le Marriage Without Risks Network qui réunit cinq ONG locales financées par la Middle East Partnership Initiative. Chaque ONG aborde le mariage précoce sous un angle différent : certaines privilégient les opérations de sensibilisation sur le terrain, les ateliers scolaires ou les campagnes de presse ; d'autres effectuent des études pour déterminer la fréquence des mariages précoces et leurs conséquences



Dans le gouvernorat d'Amran, au Yémen, les écolières sont informées des conséquences négatives du mariage d'enfant.



La coopération des hommes de la communauté est essentielle. Ici, Sheikh Yahya Ahmed Abdulrahman Al-Naggar engage le dialogue avec d'autres dirigeants religieux et des Yéménites. Il les sensibilise aux avantages de la santé reproductive et de la planification familiale.

sur les adolescentes et leur famille ; d'autres encore prônent le changement en mobilisant les décideurs, parlementaires et responsables religieux, par exemple. Le réseautage permet aux associations d'entrer en rapport avec des structures analogues dans le pays, qu'il s'agisse d'organismes internationaux, de collectifs ou de fondations islamiques, qui tous s'efforcent d'éliminer le mariage précoce. La mise en commun des méthodes efficaces permet aux membres du réseau de le rendre toujours plus performant.

« Fistule ! », s'écrie une jeune fille en réponse à une question sur les risques médicaux du mariage précoce. Coiffée d'un foulard blanc, elle s'adresse d'une voix assurée à l'auditoire, expliquant comment cette lésion, causée par des complications au cours de l'accouchement, peut détruire la vie d'une femme. Les adolescentes, dont le corps n'a pas atteint son plein développement, sont parti-

L'opération s'étend progressivement à deux districts voisins, et un déploiement au territoire national est prévu.

Selon Ali, la YWU élargira son action à sept ou huit nouveaux gouvernorats. « Le plan stratégique de l'association vise en partie à défendre notre cause auprès des autorités locales et des décideurs pour leur demander de prendre des mesures garantissant aux filles un mariage au bon âge », conclut-il.

Dalia Al-Eryani est coordinatrice du Safe Age of Marriage Project au Yémen, qui informe les communautés locales sur les risques du mariage précoce. Bénéficiaire d'une bourse Fulbright, elle travaille avec le Basic Health Services Project, l'antenne au Yémen.

Laurel Lundstrom a été directrice de la communication pour l'Extending Service Delivery Project, l'opération phare de l'USAID dans les domaines de la santé reproductive et de la planification familiale. Elle a été rédactrice pour les Nations unies, pour la revue *Global Health* et l'Organisation mondiale de la santé. Elle a aussi coproduit un court documentaire sur la santé des mères et des nouveau-nés au Yémen.

culièrement sujettes aux fistules. Les formateurs de terrain décrivent les risques de ce genre pour convaincre les jeunes filles et leurs familles de l'importance d'un mariage au bon âge.

C'est en venant assister à une séance semblable qu'Ali, lui aussi formateur, est passé de la défense du mariage précoce à l'action en faveur du mariage plus tardif. En rencontrant un père dont la fille, à 13 ans, allait être mariée, il plaide le renoncement avec une telle passion qu'il convainc le père de rompre les fiançailles. Il lui remboursera même la partie de la dot déjà cédée au futur époux. Les noces n'eurent pas lieu, et l'adolescente est retournée à l'école.

Le Safe Age of Marriage Project a touché près de 41 000 personnes, et le taux de mariage des jeunes filles de 10 à 17 ans a baissé dans les deux districts. A Al Soodah, la communauté s'efforce d'adopter une loi locale imposant « un mariage au bon âge ».

COMPLÉMENTS D'INFORMATION

Livres, publications, journaux et sites Internet sur la condition des femmes à travers le monde

PAUVRETÉ**Kashf Foundation**

La fondation Kashf propose des solutions de microcrédit aux femmes du Pakistan.
www.kashf.org



Quisumbing, Agnes R., et al. "Are Women Over-Represented Among the Poor? An Analysis of Poverty in Ten Developing Countries." *Journal of Development Economics*, vol. 66, n° 1 (août 2001), p. 225-269.

Women Thrive Worldwide

Women Thrive Worldwide est une organisation à but non lucratif qui défend les mesures politiques développant le potentiel économique des femmes en situation de précarité.
www.womenthrive.org

**INSTRUCTION****Bahia Street, Equality Through Education**

Bahia Street est une organisation à but non lucratif qui a pour vocation de briser les cycles de la pauvreté et de la violence en donnant une instruction de qualité aux petites filles et adolescentes vivant dans des conditions précaires à Salvador, au Brésil.
http://www.bahiastreet.org.br/english/

**Objectifs du millénaire pour le développement, rapport de 2011**

http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report_2011.pdf

**Tostan Jokko Initiative**

Organisation à but non lucratif, Tostan vise à renforcer l'autonomie des communautés africaines grâce au développement durable et à l'ascension sociale, dans le respect des droits fondamentaux. L'association permet de former des adultes et adolescents qui ne peuvent être scolarisés.
http://tostan.org/web/page/864/sectionid/547/parentid/863/pagelevel/3/interior.asp

**SANTÉ****AVERT**

AVERT est une œuvre caritative britannique qui lutte contre le VIH/sida dans le monde entier et fournit information, traitements et soins.
www.avert.org

**mothers2mothers**

mothers2mothers est une organisation non gouvernementale dont l'objectif est de prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant.
www.m2m.org

**Objectifs d'ONUSIDA à l'horizon 2015**

Minisite d'ONUSIDA consacré à la prévention de la transmission mère-enfant du VIH.
http://www.unaids.org/fr/targetsandcommitments/eliminatingnewhivinfectionamongchildren/

**OMS. Statistiques sanitaires mondiales 2012**

http://www.who.int/gho/publications/world_health_statistics/2012/fr/index.html

**Organisation mondiale de la santé. Rapport de situation 2011 sur la riposte mondiale au VIH/sida.**

OMS, Genève, Suisse, 2011.
http://www.who.int/hiv/pub/progress_report2011/fr/index.html

**Plan présidentiel américain d'aide d'urgence à la lutte contre le sida, PEPFAR**

Le PEPFAR est un projet du gouvernement américain pour aider à sauver les malades contaminés par le VIH/sida à travers le monde.
www.pepfar.gov

**Rapport ONUSIDA sur l'épidémie mondiale de sida 2010**

Elaboré à partir des données les plus récentes provenant de 182 pays, cet ouvrage de référence mondial propose une analyse exhaustive de l'épidémie de sida et de la riposte.
http://www.unaids.org/globalreport/Global_report_fr.htm

**VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES**

Assemblée générale des Nations unies. Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (résolution A/RES/48/104). New York, Nations unies, 1993.

Association des femmes des médias du Sud-Kivu (AFEM-SK)

Le blog de cette association congolaise à but non lucratif défend les droits de la femme.
http://www.afemsk.blogspot.com/



Baker, Nancy V., et al. "Family Killing Fields: Honor Rationales in the Murder of Women." *Violence Against Women*, vol. 5, n° 2 (février 1999), p. 164-184.

Garcia-Moreno, Claudia, et al. *Etude multipays de l'OMS sur la santé des femmes et la violence domestique à l'égard des femmes*. Genève, Suisse, Organisation mondiale de la santé, 2005.
http://www.who.int/gender/violence/who_multicountry_study/summary_report/summary_reportfrenchlow.pdf



Heise, Lori, et al. "Ending Violence Against Women." *Population Reports*, série L, n° 11. Baltimore, Johns Hopkins University School of Public Health, 1999.

Krug, Etienne, et al. *Rapport mondial sur la violence et la santé*. Genève, Suisse, Organisation mondiale de la santé, 2002.
http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/fr/index.html



Tjaden, Patricia, et al. *Full Report of the Prevalence, Incidence, and Consequences of Violence Against Women*. Washington, National Institute of Justice et Centers for Disease Control and Prevention, 2000.
https://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/183781.pdf



Watts, Charlotte, et al. "Violence Against Women: Global Scope and Magnitude." *The Lancet*, vol. 359, n° 9313 (6 avril 2002), p. 1232-1237.
http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(02)08221-1/abstract

**CONFLITS ARMÉS**

Cockburn, Cynthia, "The Continuum of Violence: A Gender Perspective on War and Peace." *Sites of Violence: Gender and Conflict Zones*. Berkeley, University of California Press, 2004.

Nations unies, maintien de la paix/Les femmes dans les opérations de maintien de la paix

Les femmes sont de plus en plus présentes dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU.
http://www.un.org/fr/peacekeeping/issues/women/womeninpk.shtml

**Women for Women International**

Women for Women International rend l'espoir aux rescapées des guerres et des conflits et les aide à accéder à l'autonomie grâce à des subventions directes, une information sur leurs droits, une formation professionnelle et une assistance à la gestion d'entreprise.
www.womenforwomen.org

**ÉCONOMIE****Les 100 femmes les plus puissantes, 2010.**

Forbes.
http://www.forbes.com/wealth/power-women

**onlinewomeninpolitics.org**

onlinewomeninpolitics.org explore de nouvelles voies grâce à son réseau réunissant des femmes de la région Asie-Pacifique jouant un rôle en politique, gouvernance, stratégie décisionnelle et incitation à l'innovation.
www.onlinewomeninpolitics.org

**Organisation internationale du travail (OIT), égalité entre hommes et femmes**

L'OIT défend à l'international l'égalité entre hommes et femmes dans le monde du travail.
http://www.ilo.org/public/french/gender.htm

**Partenariat Fortune/Département d'Etat américain pour le mentorat des femmes dans le monde**

Ce partenariat entre le magazine *Fortune* et le département d'Etat américain instaure des relations de mentorat entre des femmes de tous les pays aux talents prometteurs et les membres du classement *Fortune* des femmes les plus puissantes.
http://exchanges.state.gov/citizens/professionals/fortunepartnership.html

**Rapport mondial 2010 sur les disparités entre les sexes, Forum économique mondial**

https://members.weforum.org/en/Communities/Women%20Leaders%20and%20Gender%20Parity/GenderGapNetwork/index.htm

**POUVOIR ET POSTES DE DÉCISION****Council of Women World Leaders, Aspen Institute**

Ce conseil de dirigeantes est un réseau mondial constitué de femmes ex-chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que de femmes ministres.
http://www.wilsoncenter.org/program/council-women-world-leaders

**Les femmes dans les parlements nationaux**

L'Union interparlementaire établit un état de la représentation féminine au sein des parlements nationaux.
http://www.ipu.org/wmn-f/world.htm

**Soroptimist International White Paper, Women at Work, 2010**

http://www.soroptimist.org/whitepapers/WhitePaperDocs/WPWomenatWork.pdf

**Vital Voices, Mentorat**

Vital Voices Global Partnership est une organisation non gouvernementale dont la mission consiste à identifier, former et lancer de futures dirigeantes et chefs d'entreprises à travers le monde.
http://www.vitalvoices.org/node/124



Women's Leadership: The Next 100 Years

"Femmes cadres : les cent prochaines années" est une initiative du Bureau des affaires éducatives et culturelles du département d'Etat américain. Elle rend hommage aux progrès historiques réalisés par les femmes et permet aux participantes de nouer des relations entre elles et avec leurs homologues américaines.

<http://www.iie.org/en/Programs/Womens-Leadership-Next-100-Years>

**DROITS FONDAMENTAUX**

Bunch, Charlotte et Samantha Frost. "Women's Human Rights: An Introduction." *Routledge International Encyclopedia of Women: Global Women's Issues and Knowledge*. Newark, Routledge Press.

www.cwgl.rutgers.edu/component/docman/doc_download/190-whrintrobunchfrost

**Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW-CEDEF)**

Texte de la convention en français.

<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm>

**UNIFEM. About the Convention**

Ce site en anglais explique en détail la CEDAW-CEDEF.

http://www.unifem.org/cedaw30/about_cedaw/

En français, vous pouvez consulter le site d'ONU Femmes.

<http://www.unwomen.org/fr/>

**MÉDIAS**

Bradley, Patricia. *Women and the Press: The Struggle for Equality*. Evanston, Northwestern University Press, 2005.

Epstein, Cynthia. "The Women's Movement and the Women's Pages." *Hearth & Home: Images of Women in the Mass Media* (p. 216-221). New York, Oxford University Press, 1978.

Fondation internationale des femmes dans les médias (IWMF)

L'IWMF propose des informations et des formations visant à renforcer le rôle des femmes dans la presse internationale.

www.iwmf.org

**Gender Links**

Cet organisme sud-africain se consacre à l'égalité des sexes dans trois domaines essentiels : médias, gouvernance et justice.

<http://www.genderlinks.org.za/page/publications>

**Qui figure dans les nouvelles ? Projet mondial de monitoring des médias**

Qui figure dans les nouvelles ? est la plus vaste étude globale sur la représentation des femmes dans les médias du monde.

http://www.whomakesthenews.org/gmmp%202009_2010%20fr.pdf

**Women's Edition – Population Reference Bureau**

Des femmes journalistes et productrices confirmées travaillant dans de grands organes de presse des pays en développement se penchent sur les questions concernant la condition et la santé féminines.

<http://www.prb.org/About/InternationalPrograms/Projects-Programs/InternationalMedia/WomensEdition.aspx>

**Women's Publishers/Women's Institute for Freedom of the Press**

Ce site donne une liste de maisons d'édition féminines.

<http://www.wifp.org/DWM/publishers.html>

**ENVIRONNEMENT****Barefoot College**

Le Barefoot College est une organisation non gouvernementale qui fournit des services et des solutions aux collectivités rurales avec pour objectif de les rendre autonomes.

<http://www.barefootcollege.org/>



Johnsson-Latham, Gerd. *A Study on Gender Equality as a Prerequisite for Sustainable Development*. Stockholm, Suède, ministère de l'Environnement, 2007.

<http://www.genderandenvironment.org/archangel2/documentos/447.pdf>



Neumayer, Eric et Plümper, Thomas. "The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981-2002." Londres, Grande-Bretagne, London School of Economics, 2007.

http://www.gdnonline.org/resources/SSRN_Neumayer_Plumper_GenderedNature_NaturalDisasters.pdf

**Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

Page d'accueil de la FAO.

http://www.fao.org/index_fr.htm

**DROITS DE LA PETITE FILLE****UNICEF. Education de base et égalité des sexes**

http://www.unicef.org/french/education/index_access.html

**UNICEF. Protection de l'enfant contre la violence, l'exploitation et les abus**

http://www.unicef.org/french/protection/57929_58008.html

**UNICEF. La Situation des enfants dans le monde 2012 (rapport)**

<http://www.unicef.org/french/publications/index.html>

**GÉNÉRAL****Déclaration et programme d'action de Beijing (1995)**

<http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf>

**Département d'Etat américain, Bureau de la condition féminine internationale**

Coordonnées Internet et Facebook du Bureau de la condition féminine internationale (en anglais).

<http://www.facebook.com/dos.sgwi>

<http://www.state.gov/s/gwi/>

**CRÉDITS**

Toutes photographies © AP Images sauf : Page 6 : Département d'Etat américain. 15 : Banque mondiale/Curt Carnemark. 16 : Avec l'aimable autorisation de Roshaneh Zafar. 17-19 : Avec l'aimable autorisation de la Kashf Foundation. 21 : © Gilvan Barreto/Oxfam. 22-23 : Photographies de Lacey Kohlmoos. 24-25 : UN Photo/Eskinder Debebe. 26 : Banque mondiale/Shehzad Noorani. 27 : USAID/Ben Barber (en haut à gauche), PRNewsFoto/Motorola, Inc., Aynsley Floyd (en bas). 28 : USAID/Zahur Ramji (en haut). 30-33 : Avec l'aimable autorisation de Bahia Street. 35-37 : Avec l'aimable autorisation de Tostan Jokko. 38-39 : Banque mondiale/Curt Carnemark. 40 : USAID/Project HOPE. 43 : USAID/ADRA, Salohi/Jules Bosco. 44 : Département d'Etat américain. 46 : USAID/Tanya Habjouga. 49-50 : Gideon Mendel/Corbis pour l'UNICEF. 52-53 : Michael Kamber/*The New York Times*/Redux. 57 : © AP Images/*Arizona Daily Star*, James Gregg. 58 : Avec l'aimable autorisation de Vital Voices Global Partnership. 59 : Avec l'aimable autorisation d'AFEM Sud Kivu. 60 : Avec l'aimable autorisation de Vital Voices Global Partnership, photographie de Chris Wright. 61 : Avec l'aimable autorisation d'AFEM Sud Kivu. 63-65 : Avec l'aimable autorisation d'ADV, photographies de Wang Tao. 72 : Andrew H. Walker/Getty Images. 73 : Avec l'aimable autorisation de Women for Women International. 77 : Issouf Sanogo/AFP/Getty Images. 78 : UN Photo/Eric Kanalestein. 80-81 : Banque mondiale/Yuri Mechitov. 82 : USAID/Richard Nyberg. 83 : Banque mondiale/Anvar Ilyasov. 84 : USAID/Jacqueline Ahouansou. 86 : Avec l'aimable autorisation de Lubna Olayan. 91 : Avec l'aimable autorisation de Vital Voices Global Partnership, photographie de Sharon Farmer (2). 92 : Avec l'aimable autorisation de Vital Voices Global Partnership, photographie d'Elliot Woods. 93 : Avec

Fonds des Nations Unies pour la population.

L'Etat de la population mondiale 2012

<http://www.unfpa.org/public/home/publications/pid/12511>

**ONU Femmes**

ONU Femmes est l'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

<http://www.unwomen.org/fr>

**Quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, Beijing, 1995**

La page d'accueil de cette conférence historique propose une importante documentation (en anglais).

<http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/fwcwn.html>



Pour une information en français, voir le site suivant :

<http://www.un.org/french/womenwatch/followup/beijing5/session/fond.html>

**USAID. Egalité des sexes et émancipation des femmes**

L'USAID encourage l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes à travers le monde.

<http://www.usaid.gov/what-we-do/gender-equality-and-womens-empowerment>



l'aimable autorisation de Vital Voices Global Partnership, photographie d'Aaron Kisner. 99 : USAID/Maureen Taft-Morales. 102 : Claudio Santana/AFP/Getty Images. 103 : Simon Uribe/AFP/Getty Images. 112 : USAID/Nepal, James Ellis. 113 : UN Photo/Eskinder Debebe. 114 : OSCE/Oleksandr Vodyannikov. 119 : OEA/Juan Manuel Herrera. 128 : © Somaly Mam Foundation. 129 : Avec l'aimable autorisation de Free The Slaves. 130 : EyesWideOpen/Getty Images (en haut), avec l'aimable autorisation de Free The Slaves (en bas). 133 (en bas)-135 : Avec l'aimable autorisation d'UNIFEM. 138 : Avec l'aimable autorisation d'IWMF, photographie de Vince Bucci. 140 : Romeo Gacad/AFP/Getty Images. 141 : USAID/Ben Barber. 144 : Fred R. Conrad/*The New York Times*/Redux. 147-149 : Avec l'aimable autorisation de Women's Edition. 152 : USAID/Alain Mukeba. 155 : Avec l'aimable autorisation du Barefoot College. 156-158 : Photographies d'Alexey Milovanov. 161-162 : Avec l'aimable autorisation d'Anu Saxena. 163 : Avec l'aimable autorisation du Barefoot College. 170 : Rui M. Leal/Getty Images. 171-173 : Avec l'aimable autorisation de KMG Ethiopia. 176-177 : Avec l'aimable autorisation de Dalia Al-Eryani.

Coordinatrice : Dawn McCall
 Directeur exécutif : Nicholas Namba
 Directeur des publications : Michael Jay Friedman
 Directrice de la rédaction : Mary Chunko
 Rédactrices en chef : Lea Terhune et Megan Wong
 Directrice artistique : Min-Chih Yao
 Iconographe : Ann Monroe Jacobs
 Version française : Africa Regional Services, Paris

« Aussi différents que nous puissions paraître, nous avons bien plus de points communs que de facteurs de divergence. Nous partageons un même avenir et nous sommes ici pour trouver un terrain d'entente qui nous permette d'apporter une nouvelle dignité et un nouveau respect aux femmes à travers le monde. »

Hillary Rodham Clinton
Quatrième Conférence mondiale
des Nations unies sur les femmes
Pékin, Chine, septembre 1995

Book spine. Please
adjust according to the
actual spine width. →

